

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE : DE LA NOTION DE SOCIETE A LA NOTION DE SYSTEME.

CHAPITRE 1 : Liens sociaux, liens politiques, et liens systémiques

CHAPITRE 2 : Présentation de la ville d'Antananarivo

DEUXIEME PARTIE : POSITIONNEMENT DES ACTEURS EN CONTEXTE D'OPACITE DU SYSTEME

CHAPITRE 3 : Dynamique de survie et citoyenneté

CHAPITRE 4 : Interaction acteur et système

CHAPITRE 5 : Entre logique des acteurs et logique du système

TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVE DE RECONCILIATION ENTRE LE SYSTEME ET L'ACTEUR

Chapitre 6 : Perspective de la rupture entre le système et l'acteur.

Chapitre 7 : Prospective de réconciliation entre le système et l'acteur.

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux

Liste des graphes

ANNEXES

RESUME

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

Contexte

Le système, compris comme ensemble d'éléments fonctionnels, est une notion utilisée par les sciences sociales, notamment pour caractériser et pour désigner les éléments qui président à la configuration, au fonctionnement, ainsi qu'aux multiples interrelations existants dans le social. Le système social désigne en fait l'agencement à la fois des institutions ainsi que le rôle et le statut des acteurs dans ce que l'on nomme le « *vivre ensemble* »¹. Dans la même démarche, l'on peut également soulever la question du système étatique, personnifié par les diverses instances du pouvoir, sensées réguler des aspects de la vie sociale, pour ne citer, par exemple, que l'existence des cadres légaux. Dans les conceptions courantes, la notion de système qu'elle soit sociale, économique voire politique est assimilée à la prégnance de l'Etat : pour faire court, disons que quand on parle de système, on parle de l'Etat. Par ailleurs, il convient d'indexer les réflexions sur la nuance à opérer entre la notion d'agent et celle d'acteur. La première fait référence au déterminisme sociologique et la seconde participe à la compréhension des actions individuelles marquées par l'autonomie des individus. Cette dernière optique retient notre attention, notamment en ce qui concerne les divergences entre prérogatives systémiques et existence individuelle.

Parler de rupture entre le système et l'acteur, nous interpelle sur le passé mouvementé, le présent, et le futur des relations ou des mécanismes qu'entretient le système avec l'acteur ou de l'acteur avec le système du point de vue des étapes de la pensée sociologique. La Sociologie s'est constituée comme un modèle particulier d'analyse de la vie sociale². Selon l'époque, chaque auteur a écrit d'après un modèle d'analyse dont on peut dire dominant à cette époque. En passant du positivisme d'Auguste Comte allant à l'état de l'infrastructure qui détermine celle des forces politiques et des représentations culturelles, et puis par l'analyse du système social pour déterminer le comportement des acteurs. Ces modèles d'analyses de la vie sociale accordent tous une primauté importante à la société ou autrement dit au système sans considérer le poids des acteurs sociaux dans tous mouvements sociaux ou changement social, ce qui a fortement mis l'acteur dans une position de subalterne ou d'élément constitutif du système social. De ce fait l'acteur s'est vu défini par la place qu'il occupe dans le système. Comme la Sociologie s'est constituée

¹ROUSSEAU (J. J.), Du contrat social ou Principes du droit politique. (1762)

²TOURAINÉ (A), Le retour de l'acteur. Essai de sociologie. (1984)

comme un modèle particulier d'analyse de la vie sociale et que comme le système social malgache actuel est porté par un mouvement conduisant de la tradition à la modernité, de ce fait si on raisonne en terme d'analyse systémique, on peut aisément placer l'acteur dans la place qu'il occupe dans le système moderne, c'est-à-dire soit il est un agent du progrès, soit il est un obstacle à la modernisation ce qui nous semble être le cas malgache d'aujourd'hui.

Motifs du choix du thème et du terrain

Notre choix de faire une analyse sur la dualité entre le système et les acteurs est surtout animé par notre sentiment personnel selon lequel cette rupture entre les acteurs et le système est de plus en plus flagrante, ce qui nous amène à nous interroger fréquemment sur le devenir de cette nation d'où le fait que nous avons voulu faire une étude plus approfondi sur ce thème.

Pour la préparation de cette étude, le lieu géographique que nous avons choisi est le cadre urbain d'Antananarivo pour des raisons de proximité par rapport à notre lieu de résidence et pour ne pas nous distancer de notre sujet d'étude.

Par ailleurs nous tenons à préciser que nous n'avons pas choisi un quartier particulier ou une zone spécifique puisque notre étude s'adresse aux citoyens Malgaches résident à Antananarivo ayant atteints la majorité requise.

Problématique

Comment peut-on analyser la rupture entre le système et l'acteur dans les enjeux du devenir de la société malgache ?

Objectifs

Objectif général

Notre objectif global est d'appréhender la manifestation de cette rupture entre le système et les acteurs, et d'élaborer une projection de la configuration de la société future dans le cadre de la dualité acteur système.

Objectifs spécifiques

- appréhender les positionnements des acteurs par rapport au système.
- savoir où et quand et comment cette rupture s'est produite.

- savoir si ce lien rompu entre le système et l'acteur peut être réanimé par les prochaines élections.

Hypothèses

-Il faut considérer la perception des citoyens par rapport au système. Notre analyse se focalise sur l'interaction que le citoyen entretient avec le système notamment dans le cas d'une éventuelle défaillance du système. Cette analyse porte sur les défaillances politique et économique de l'Etat et ses manifestations sur les citoyens. Tant-que cette défaillance perdure l'acteur sera toujours en contradiction avec le système. En effet l'équilibre entre les besoins et les ressources est la disponibilité de l'Etat, et tant –que cette fonction ne sera pas remplie les citoyens se sentent comme un membre à part inéquitable de la société d'où le fait que les notions de civisme, de nationalisme, de patriotisme et de malgachéité resteront un concept galvaudé.

- Les partis politiques ne fonctionnent que pour la lutte du pouvoir d'Etat. La lutte pour le pouvoir d'Etat est la seule vocation qui anime les partis politiques puisque ces derniers ne jouent plus leurs rôles d'intermédiaires entre le sommet et la base ce qui fait que les aspirations du peuple n'arrivent pas au sommet. A cela ajouter au fait que, la dimension répressive physique et symbolique qui se manifeste par la crainte et les mensonges répétitifs des partis politiques pousse l'acteur à se replier sur lui-même et à ne plus demander des comptes à l'Etat, car il ne voit pas en l'Etat ses représentants mais seulement ses appareils répressifs ce qui fait que l'on a actuellement une réelle annihilation du dynamisme des acteurs, Ainsi une rupture entre l'acteur et le système s'est formée.

-L'économie détermine en dernière instance. L'Etat est censé diffuser un repère idéologique pour les membres de sa société, et comme ce repère est flou voir même inexistant dans la conscience sociale collective, alors ce n'est pas étonnant que c'est l'économie qui prime pour la régulation sociale des acteurs et des agents système, ce qui fait qu'aujourd'hui on a des acteurs unidimensionnels qui sont animés que par la logique du capital. L'économie régule le social, en d'autre terme plus le pouvoir économique est élevé plus la cohésion sociale est renforcée, et plus ce pouvoir économique est modeste et plus la cohésion sociale est amoindrie, ainsi donc c'est la logique du capital qui dicte le mécanisme interpersonnel entre les acteurs et entre l'acteur et le système, et le moment où il y a une rupture c'est quand la superstructure idéologique n'arrive plus à s'imposer en dernière instance c'est-à-dire comme cadre institutionnel de régulation.

Méthodologie

Concepts et instruments d'analyse

Avant même d'entreprendre cette étude nos réflexions ont oscillé consécutivement au sujet de la méthode d'analyse que nous allons usiter. Dans un premier temps nous avons voulu analyser l'acteur hors de toute référence au système social, c'est-à-dire en nous basant sur la sociologie de l'action qui prône que toute situation résulte des rapports entre des acteurs, définis par leurs orientations culturelles comme par leurs conflits sociaux³. Soit dans un second moment, nous avons voulu nous appuyer sur la prédominance du système sur l'acteur c'est à dire de la correspondance entre institutionnalisation des valeurs et socialisation des acteurs puisque le système fut conçu comme un ensemble de règles et de contraintes que l'acteur doit apprendre à utiliser ou à contourner, ce qui place l'acteur en tant que simple agent du système.

Ceci étant dit, analyser la rupture entre système et acteur devrait plutôt s'orienter vers l'analyse de toute situation qui résulte des rapports entre des acteurs, définis par leurs orientations culturelles comme par leurs conflits sociaux, c'est-à-dire de la sociologie de l'action. Mais le cas malgache ne nous permet pas de comprendre cette rupture on nous basant uniquement que sur l'analyse de l'acteur hors de toute référence au système social puisque nos acteurs politique, économique, historique, et tant d'autres n'ont jamais réussi à provoquer un changement social, mais ils ont tout simplement provoqué un changement d'équilibre et aussi que le poids du système social est assez fort présent dans la représentation symbolique malgache.

Mais en outre si le système social est bien intégré par les malgaches, alors cela signifie qu'il n'y a aucune rupture entre l'acteur et le système. Pourtant on a assisté à un fort basculement de toute représentation sociale, qui va jusqu'à un tel point que le système n'arrive plus à encadrer ses acteurs ce qui crée évidemment une rupture entre le système et l'acteur car les deux ont une logique très divergente.

De ces faits le moment où se place notre étude est l'analyse du système social malgache qui est porté par un mouvement conduisant de la tradition à la modernité, ce qui a provoqué une mutation de notre culture et qui actuellement demande encore une mutation complémentaire puisque le système social n'arrive pas à gérer ces flux culturels qui enveniment le contrat préétabli entre le système et l'acteur, d'où la rupture.

³Alain Touraine, Le retour de l'acteur. Essai de sociologie. (1984)

Dans le cadre de notre étude sur «La systémie sociale et l'acteur », nous allons totalement nous appuyer sur l'approche systémique afin de mener à bien notre étude, c'est-à-dire une approche systémique qui s'interroge sur les relations du système politique avec les autres systèmes sociaux, et avec les systèmes extérieurs.

Dans l'extrapolation des résultats d'enquêtes nous utiliserons à la fois une approche quantitative et qualitative tout en opérans un appui marqué vers la considération des stratégies des acteurs à travers leurs discours.

Méthodes

La méthodologie est un ensemble de procédés qu'un chercheur doit adopter dans la réalisation de son travail de recherche, et la méthodologie sert aussi à assouvir la scientificité de son travail. La méthode est donc le ou les instruments ou outils que le chercheur adopte dans la réalisation de son travail et la méthodologie est cette critique ou justification de ou des instruments que l'on a usité afin d'asseoir l'éthique de la recherche. De ce fait, notre démarche se veut être multidisciplinaire pour bien cerner l'ensemble des phénomènes qui s'articulent autour de notre sujet, Ainsi notre démarche combine à la fois des éléments anthropologiques, socio psychologique et sociopolitique. Il a aussi fallu intégrer et assembler des idées de la sociologie de l'action de la sociologie de la vie quotidienne et de la psychopathologie de la vie quotidienne.

Ainsi notre méthode d'analyse sera la méthode structuro-fonctionnaliste, afin de voir les dysfonctionnements dans ce système. Et comme cadre de référence nous avons privilégié le cadre de référence de la cohérence logique qui est l'analyse systémique de Marie-Noëlle SARGET⁴ suivi du cadre de référence de la contradiction qui est le matérialisme historique de Karl Marx⁵.

⁴SARGET (M.) (N.), Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète.

⁵GLESERMAN (G.) et KOURSANOV (G.) « Problème fondamentaux du matérialisme historique ; Edition du progrès Moscou 1968.

Techniques d'enquêtes

Enquêtes documentaires

D'une façon générale, nous pouvons dire que la documentation est importante, en ce sens qu'elle précède le choix du thème et son avantage est qu'elle sert à bien cadrer la problématique. De ce fait, nous avons effectué des travaux de documentation auprès du Centre d'Etudes et de Recherche en Sociologie et aussi auprès de l'IFM ou Institut Français de Madagascar, sans oublier de nous informer des données bibliographiques sur internet. Ainsi notre démarche s'inscrit dans le but d'approfondir notre connaissance sur ce système et aussi pour mieux placer les faits dans leur contexte.

Techniques vivantes.

Comme technique d'enquête, nous avons procédé dans un premier temps par l'observation simple de la société, Ensuite nous avons procédé par des questionnaires sur canevas que nous avons distribué à une frange de la population qui a effectué des études supérieures pour savoir le positionnement de ces futurs dirigeants ; Puis après, nous avons procédé à des entretiens dirigés avec questionnaires sur canevas avec des questions semi-ouvertes afin de permettre aux acteurs qui travaillent dans le secteur informel d'évoquer leurs propres points de vue sur le phénomène social en question.

Technique d'échantillonnage

Pour pouvoir mener à bien notre enquête, nous avons choisi un échantillonnage à partir de typologie des citoyens dans la ville d'Antananarivo c'est-à-dire les citoyens qui sont dans le monde du travail que ce soit dans le secteur formel ou informel, et les citoyens qui n'y sont pas c'est-à-dire les étudiants et les retraités. Et enfin nous avons aussi inclus les agents du système pour ne pas nous éloigner de notre sujet.

Pour que cet échantillon soit représentatif, nous avons choisi au hasard un certain nombre d'individus qui se base en fonction de critère d'âge, de niveau d'étude et en fonction de son travail. En tout nous avons 100 individus enquêtés.

La répartition de ces individus se présente comme suit. 70 individus sont dans le monde du travail, dont 50 sont issus du secteur informel et 20 issus du secteur formel. Notre choix de privilégier 50% de notre échantillon d'enquête aux individus issues du secteur informel est surtout motivé par l'ampleur de la prolifération de ce secteur depuis 2009 et surtout de savoir le positionnement de ces derniers par rapport au système, et aussi

de comprendre si ce phénomène constitue une rupture entre le système et l'acteur.

Ensuite les étudiants sont au nombre de 20 soit 20% de notre échantillon d'enquêtes, puisque nous avons voulu expressément savoir le positionnement de ces futurs dirigeants par rapport au vécu de la nation et par rapport au système.

Et enfin, nous avons pris au hasard 5 individus retraités afin de comprendre la position des personnes âgées sur le système, et enfin nous avons jugé utile d'inclure 5 agents du système dans notre échantillon pour compléter cette représentativité et pour éviter toute prénotion à leur égard.

En bref notre échantillonnage comprend : Les entités des travailleurs ; Les étudiants ; Les retraités et les agents du système. Nos informateurs clés ont été approchés dans les quartiers de Behoririka, Tsaralalana, Analakely et l'Université d'Antananarivo.

Voici donc notre échantillon selon une distribution par nombre :

TABLEAU N°1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON.

Echantillons	Nombre	
Travailleurs salariés	Secteur formel	20
	Secteur informel	50
Etudiants	20	
Agent du système	05	
Retraité	05	
TOTAL	100	

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

Ce tableau sur la répartition de l'échantillon nous donne un aperçu global de la répartition de nos enquêtés et de leurs effectif. D'après leurs effectifs respectifs. D'après ces effectifs les idées des travailleurs seront prédominants dans notre analyse étant donné que ces derniers occupent 70% de notre échantillon. Mais cela ne signifie en aucun cas que nous négligerons le reste de notre échantillon.

TABLEAU N°2 : REPARTITION PAR AGE DES TRAVAILLEURS SALARIES.

Secteur formel		Secteur informel	
Ages	Effectif	Ages	Effectif
[20-25[	2	[20-25[	3
[25-30[	8	[25-30[	12
[30-35[	5	[30-35[	18
[35-40[	3	[35-40[	7
[40-45[	2	[40-45[	5
[45-50[	-	[45-50[	1
[50-55[	-	[50-55[	1
[55-60[	-	[55-60[-
[60 et plus	-	[60 et plus	3
N= 20		N= 50	

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

Nous avons expressément présenté ce tableau de la répartition par âge des travailleurs salariés pour-que nous puissions avoir une certaine idée de l'âge de nos enquêtés parce que le variable âge peut-être un facteur de positionnement des acteurs.

TABLEAU N 3 : NIVEAUX D'ETUDES DES TRAVAILLEURS

Niveaux d'études	Secteur formel		Secteur informel	
	Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage
Sans-instruction	-	-	-	-
Primaire	-	-	15	33%
Secondaire	-	-	26	55%
Supérieur	20	100%	9	12%
N= 20		N= 50		

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

Ce tableau sur le niveau d'étude des travailleurs reflète en quelque sorte le niveau culturel de nos travailleurs, et cela peut –être considéré comme une variable qui peut ou non déterminer l'appréhension des acteurs sur le système.

TABLEAU N 4 : REPARTIONS PAR AGE ET PAR NIVEAUX D'ETUDES DES ETUDIANTS.

Niveaux d'études Age	Secondaire	Supérieur	Effectif
[15-20[	2	-	2
[20-25[	-	8	8
[25-30[	-	10	10
	n= 2	n= 18	N= 20

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

D'après ce tableau la quasi-totalité des étudiants que nous avons enquêtés ont tous fait des études supérieures et que leurs moyennes d'âge est aux alentours de 25ans.

TABLEAU N 5 : REPARTIONS PAR AGE DES RETRAITES.

Age	Effectif
[60-65[	2
[65-70[	2
[70-75[	1

N= 5

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

Dans le cadre de nos enquêtes, nous avons mis un point d'honneur à avoir l'opinion de personnes âgées ou retraité, puisque ces individus ont assisté plusieurs régimes successifs d'où notre intérêt à avoir leur positionnement à l'égard du système.

Limites de la recherche

Au cours de notre enquête, nous nous sommes trouvés en face de bien de problèmes. L'obtention du consentement de la personne, cible de notre enquête, à fournir les données que nous voulons collecter auprès d'elle, reste la difficulté majeure durant notre travail de collecte. C'est surtout au niveau des agents du système que nous avons rencontré ce problème car nous n'avons pas pu enquêter les agents décisionnels du système mais seulement les agents qui ne font qu'obéir aux ordres. Ensuite la réticence des travailleurs à nous accorder un peu de leur temps nous a beaucoup handicapé et perturbé notre timing. Et enfin notre terrain d'enquête n'est pas du tout propice à l'étude et à

l'approfondissement du sujet avec notre interlocuteur, et sans oublier le fait que la traduction en malgache de quelques notions ou mots nous ont un peu mis en difficulté.

Plan

Dans le cadre de la réalisation de la présente étude, dans la première partie nous allons donner quelques définitions des thématiques que nous utilisons fréquemment suivies des théories et du cadre analytique que nous utiliserons.

Ensuite dans la seconde partie nous ferons une analyse des sous-systèmes à l'instar du sous-système économique et sous-système culturel et de leurs relations avec le système politique.

Et enfin dans la troisième partie nous allons faire une extrapolation et une prospective entre les relations du système politique avec les autres sous-systèmes, suivie d'une analyse du système politique et de son rapport avec les systèmes extérieurs, appuyée par une esquisse du devenir de la nation si cette rupture perdure, sans oublier d'apporter une petite note de réflexion afin de rallier et de concilier ces deux instances.

**PREMIERE PARTIE : De la notion de
Société à la notion de système**

Introduction partielle

D'une façon générale on peut dire que le cœur même de l'Etat est le système politique et le centre d'intérêt du système politique est la lutte pour le pouvoir d'Etat, mais ce pouvoir d'Etat ne peut s'acquérir qu'aux dépens des citoyens qui délèguent ce pouvoir d'Etat en faveur des partis politiques. Ainsi la compréhension de cette dynamique entre le système et l'acteur est nécessaire pour pouvoir aller plus loin dans notre étude, et afin de comprendre le substratum de cette rupture entre l'acteur et le système.

De ce fait pour une compréhension plus approfondie de notre sujet d'étude et de ses diverses articulations, il est nécessaire que nous présentions dans cette première partie quelques repères théoriques autour des différentes notions qui s'articulent sur notre sujet c'est à dire l'idée d'Etat et de système, L'idée de partie politique, notion de citoyenneté, d'acteur et de sujet ; et quelque notion sur l'idéologie.

Ensuite nous proposerons le cadre théorique de notre recherche et ensuite les cadres de références de notre recherche, qui sont l'analyse systémique qui est un cadre de référence de la cohérence logique, suivi de la dialectique, qui est un cadre de référence de la contradiction, et appuyé par l'analyse archéologique, et sans oublier le fait que puisqu'il s'agit de système politique alors l'analyse structuro fonctionnalisme est de rigueur pour compléter le tout.

Et enfin , nous évoquerons la signification de cette rupture entre l'acteur et le système, et ensuite puisque la rupture entre acteur et système n'est pas un cas isolé pour le compte de Madagascar, mais que cette rupture est d'envergure mondiale, alors nous allons présenter un bref aperçu de cette rupture à l'échelle mondiale, afin d'apporter notre petite part de contribution pour ce monde en perpétuelle construction et reconstruction et afin d'assouvir la portée et la valeur scientifique de notre travail d'étude.

CHAPITRE 1 : Liens sociaux, liens politiques, et liens systémiques

1.1.- L'Etat.

1.1.1.- L'idée d'Etat.

Définir l'idée d'Etat n'est pas une mince affaire puisque plusieurs grands théoriciens se sont afférés à cette tâche mais y ont tous droit à des critiques plutôt virulentes, soit parce que leurs théories sur l'Etat sont restées au stade descriptif, soit parce que celle-ci sont en rapport avec leurs idéologies, c'est-à-dire qu'elles manquent cruellement d'objectivité. Mais avant d'annoncer ces définitions théoriques de l'Etat selon les grands penseurs, nous allons tout d'abord justifier notre choix de désigner l'Etat comme système. Mais avant tout référons nous à la définition qui nous semble assez convaincante pour cerner l'idée d'Etat. C'est une autorité politique souveraine, c'est-à-dire une personne juridique et morale dont l'autorité s'exerce souverainement sur un groupe humain dans les limites d'un territoire déterminé.

Notre choix de désigner l'Etat comme un système et aussi de comprendre les relations entre le système et l'acteur du point de vue sociologique est motivé par le point suivant. Si l'on a préféré usité le mot système pour désigner l'Etat ou en d'autres termes « le système étatique » c'est que l'Etat est en quelque sorte formé par la cohésion de plusieurs systèmes, comme le système politique, le système économique, le système social, le système culturel, le système éducationnel et tant d'autres. Ainsi la cohésion de ces différents systèmes forme le système étatique qui peut aussi être considéré et ramené au système politique, puisque le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société globale : c'est un système décisionnel, qui agit dans des conditions d'incertitude importante, et non un système programmé ; c'est aussi un système régulateur, celui qui coordonne les interactions entre les autres systèmes sociaux⁶. Et c'est fort du constat décrit ci-dessus que nous nous sommes permis de ramener le système politique au système étatique.

Pour Aristote⁷, l'Etat est la communauté du bien vivre et pour les familles et pour les groupements de familles, en vue d'une vie parfaite et qui se suffisent à elles-mêmes. Pourtant pareille communauté ne se réalisera que parmi ceux qui habitent un seul et même

⁶ Marie-Noëlle SARGET Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète.

⁷ ARISTOTE, La cité

territoire et contractent mariage entre eux. De là sont nées dans les cités, à la fois les relations de parenté, de sacrifices en commun et délassements de société. Or, ces diverses formes de sociabilité sont l'œuvre de l'amitié, car le choix délibéré de vivre ensemble n'est autre que l'amitié.

Pour Max Weber⁸, Il faut concevoir L'Etat contemporain comme une communauté humaine qui dans les limites d'un territoire déterminé revendique avec succès pour son propre compte le monopôle de la violence physique légitime.

Pour Rousseau⁹, L'idée de l'Etat est fondé sur le contrat social : «Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant. »

Pour Gramsci¹⁰ l'État ne se réduisait pas à l'appareil (répressif) d'État, mais comprenait, un certain nombre d'institutions de la « société civile » : l'Église, les Écoles.

Pour Bourdieu¹¹ l'État existe sous deux formes : dans la réalité objective, sous la forme d'un ensemble d'institutions comme des règlements, des bureaux, des ministères, etc. L'État, est, pour une part, la trace dans la réalité de conquêtes sociales Et l'État existe aussi dans la tête sous la forme de droit subjectif (« *ça c'est mon droit* », « *on ne peut pas me faire ça* »).

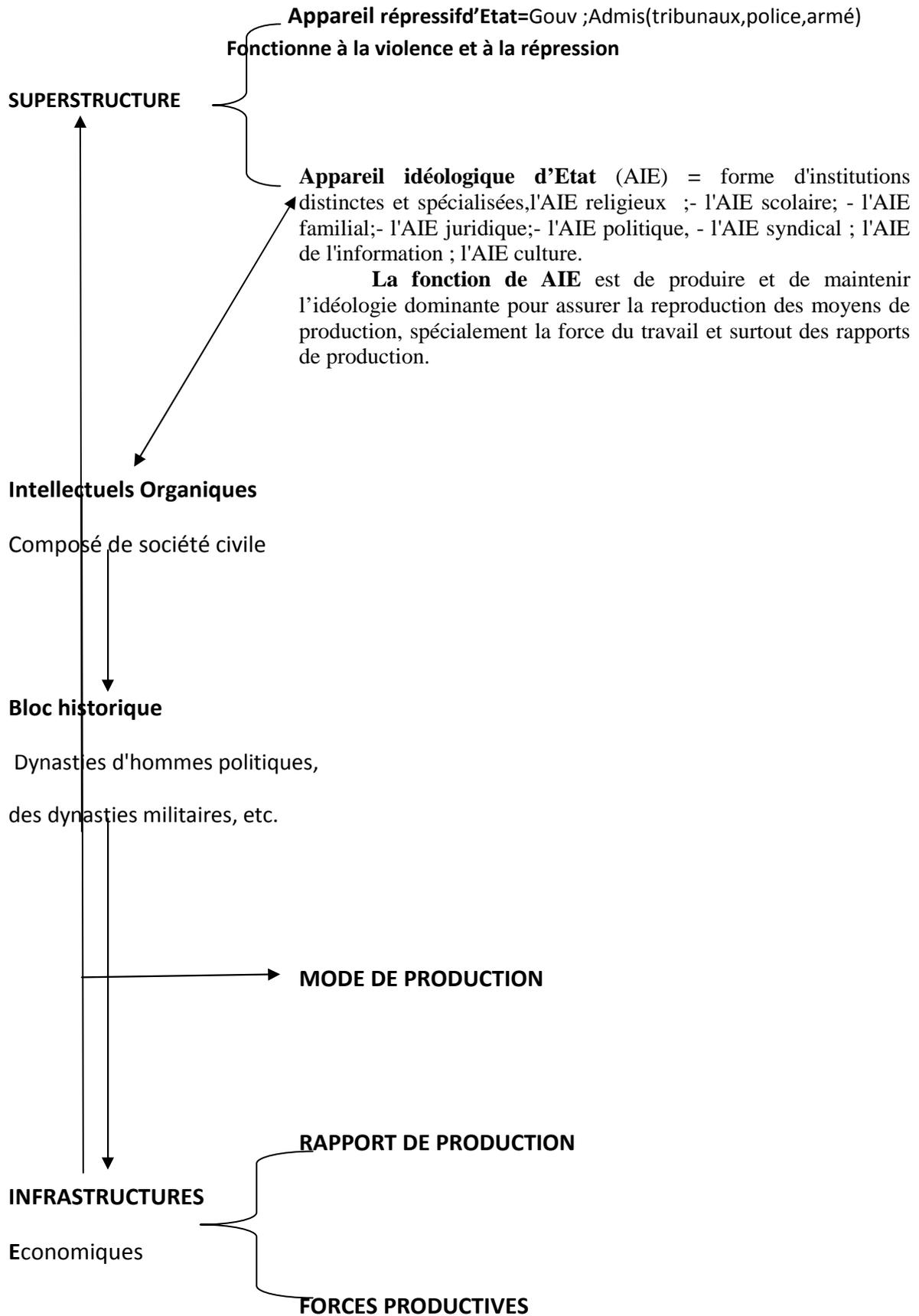
⁸ Max Weber, "La domination légale à direction administrative bureaucratique." (1921)

⁹ ROUSSEAU (J.J.), *du contrat social ou Principes du droit politique*, Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt> , Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales" http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html , Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

¹⁰ Althusser (L.), "Idéologie et appareils idéologiques d'État." POSITIONS (1964-1975), pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp.

¹¹ BOURDIEU (P.), *La Mondialisation colloque en Grèce* (1993).

SCHEMA N°1 : L'ESSENTIEL DE LA THÉORIE MARXISTE DE L'ÉTAT



Pour Marx et Engels¹², L'Etat résulte, en fait, du conflit des forces sociales et il représente, incarne, et protège, sous le couvert de l'intérêt général, les intérêts particuliers de la classe au pouvoir.

L'État (et son existence dans son appareil c'est à dire l'Appareil d'État qui comprend deux corps : le corps des institutions qui représentent l'Appareil répressif d'État d'une part, et le corps des institutions qui représentent le corps des Appareils idéologiques d'État d'autre part) n'ont de sens qu'en fonction du pouvoir d'État. Et ce pouvoir d'Etat permet aux classes dominantes d'assurer leurs dominations sur la classe ouvrière par le biais de la répression et de l'idéologie, ainsi toute la lutte des classes politiques tourne autour de l'État. Entendons : autour de la détention, c'est-à-dire de la prise et de la conservation du pouvoir d'État, par une certaine classes (13).

Ainsi l'État c'est l'appareil répressif d'État ; Il faut distinguer le pouvoir d'État de l'appareil d'État ; l'objectif de la lutte des classes concerne le pouvoir d'État, et, par voie de conséquence l'utilisation, par les classes (ou alliance de classes, ou de fractions de classe) détentrices du pouvoir d'État, de l'appareil d'État en fonction de leurs objectifs de classe ; et le prolétariat doit s'emparer du pouvoir d'État pour détruire l'appareil d'État bourgeois existant, et, dans une première phase le remplacer par un appareil d'État tout différent, prolétarien, puis dans les phases ultérieures mettre en œuvre un processus radical, celui de la destruction de l'État (fin du pouvoir d'État et de tout appareil d'État).

1.1.2.- La fonction d'Etat.

Si nous parlons de fonction d'Etat, c'est parce qu'on se demande : A quoi bon une telle autorité ? A quelle fin s'exerce-t-elle ? et Quelle est la mission ou la fonction de l'Etat ?

La réponse de Platon¹⁴ est que les hommes s'associent en vue d'échanges économiques et pour former une alliance défensive contre toute injustice, car l'homme est naturellement enclin à être injuste et à faire prévaloir par tous les moyens ses intérêts matériels. L'Etat doit imposer l'ordre et la justice.

¹² MARX (K.) et ENGELS (F.) Manifeste du parti communiste 1847.

¹³ ALTHUSSER (L.), "Idéologie et appareils idéologiques d'État." POSITIONS (1964-1975), pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp.

¹⁴ PLATON. La république

Pour Aristote¹⁵ : « L'association des citoyens au sein d'un même Etat n'a pas pour but la seule existence matérielle, plutôt la vie heureuse ». L'Etat doit permettre le bonheur en s'assurant la liberté des citoyens.

Pour Spinoza¹⁶ L'Etat est institué pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres. Ainsi pour Spinoza « la fin de l'Etat est donc en réalité la liberté »

Pour Hegel¹⁷, la réalisation ou la fonction théorique de l'Etat, se manifeste ou s'incarne nécessairement, dans la réalité économique, politique et sociale, sous la forme de divers gouvernements.

Pour J.J. Rousseau¹⁸, La fonction de l'Etat est de défendre et de protéger de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé.

Pour Marx¹⁹ l'Etat est une « machine » de répression, qui permet aux classes dominantes d'assurer leur domination sur la classe ouvrière pour la soumettre au procès d'extorsion de la plus-value.

1.1.3.- Les grands axes théoriques autour de la notion d'Idéologie.

Proposer une théorie des idéologies, n'est pas très sensée puisque les idéologies reposent en dernier ressort sur l'histoire des formations sociales, donc des modes de production combinent dans les formations sociales, et des luttes de classes qui s'y développent. En ce sens, il est clair qu'il ne peut être question d'une théorie des idéologies en général, puisque les idéologies (définies sous le double rapport indiqué ci-dessus : régional et de classe) ont une histoire, dont la détermination en dernière instance se trouve évidemment située hors des seules idéologies, tout en les concernant.

Mais nous n'allons pas nous contenter ici de cette difficulté temporelle et historique sur la théorie des idéologies en général, mais on va se munir de trois points essentiels qui recouvrent l'essence même de l'idéologie, c'est-à-dire la représentation ; l'existence matérielle ; et enfin l'interpellation.

Tout d'abord la représentation.

¹⁵ ARISTOTE La cité

¹⁶ SPINOZA Œuvre choisi

¹⁷ HEGEL Œuvre coisi

¹⁸ ROUSSEAU (J.J.), Du contrat social ou Principes du droit politique, Une édition produite à partir du texte publié en 1762.

¹⁹ MARX (K.) et ENGEL (F.) Manifeste du parti communiste 1847.

« L'idéologie est une « représentation » du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence²⁰. »

Ce qui veut dire que l'idéologie est le système des idées, des représentations qui domine l'esprit d'un homme ou d'un groupe social. Ainsi l'idéologie est conçue comme pure illusion, pur rêve, 'c'est-à-dire néant. Toute sa réalité est hors d'elle-même. L'idéologie est donc pensée comme une construction imaginaire dont le statut est exactement semblable au statut théorique du rêve pour reprendre le terme même de Freud.²¹

Pour Marx²² l'idéologie est un bricolage imaginaire, un pur rêve, vide et vain, constitué par les « résidus diurnes » de la seule réalité pleine et positive, celle de l'histoire concrète des individus concrets, matériels produisant matériellement leur existence.

Ensuite « l'idéologie a une existence matérielle²³. »

Le propre l'idéologie est d'être doté d'une structure et d'un fonctionnement. En ce que ses idées sont ses actes matériels insérés dans des pratiques matérielles, réglées par des rituels matériels eux-mêmes définis par l'appareil idéologique matériel dont relèvent les idées de ce sujet.

Et enfin « l'idéologie interpelle les individus en sujets²⁴ ».

Partons du postulat qu'Il n'ait est de pratique que par et sous une idéologie et qu'il n'ait d'idéologie que par le sujet et pour des sujets, ainsi toute idéologie a pour fonction (qui la définit) de « constituer » des individus concrets en sujets. C'est-à-dire l'idéologie « agit » ou « fonctionne » de telle sorte qu'elle « recrute » des sujets parmi les individus (elle les recrute tous), ou « transforme » les individus en sujets (elle les transforme tous) par cette opération très précise que nous appelons l'interpellation.

1.1.4.- Articulation entre Etat et idéologie

L'Etat a toujours été un enjeu et le lieu de lutte pour les acteurs afin de s'approprier le pouvoir d'Etat et afin de pouvoir diffuser leurs idéologies. Tous les personnages historiques ont tous usé du pouvoir d'Etat pour promouvoir leurs idéologies de Staline en

²⁰ Louis Althusser, "Idéologie et appareils idéologiques d'État." POSITIONS (1964-1975),pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp

²¹ FREUD, Essais de psychanalyse. Petit bibliothèque payot.

²² MARX (K.) et ENGEL (F.) Manifeste du parti communiste 1847.

²³ Louis Althusser, "Idéologie et appareils idéologiques d'État." POSITIONS (1964-1975),pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp

²⁴ Louis Althusser, "Idéologie et appareils idéologiques d'État." POSITIONS (1964-1975),pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp

passant par Hitler et tant d'autres ; le cas malgache renforce plus cette idée puisque les personnages historiques malgaches ont tous fait pareil à l'exemple du président Ratsiraka et son socialisme et du président Ravalomanana avec son capitalisme à outrance. Ainsi chaque personnage historique s'approprie le pouvoir d'Etat afin de pouvoir diffuser ses idéologies et dès qu'il obtient le pouvoir d'Etat il s'empresse de diffuser ses idéologies, de ce fait on peut en déduire que l'Etat devient un lieu de représentation idéologique et cette idéologie devient en quelque sorte un repère ou une balise pour les citoyens. Sur ce point Marx nous présente clairement cette articulation entre Etat et Idéologie. Pour lui l'Appareil d'Etat comprend deux corps : le corps des institutions qui représentent l'Appareil répressif d'Etat d'une part, et le corps des institutions qui représentent le corps des Appareils idéologiques d'Etat d'autre part(2). Ainsi au premier sens du terme l'Etat est un appareil idéologique qui diffuse une idéologie claire et précise pour ses concitoyens. Cela a été le cas Malgache à l'époque de la monarchie dans le vécu du « *Fihavanana* » comme principe idéologique régulateur du champ social.

Avec l'entrée en vigueur de la colonisation, l'Etat a encore joué son rôle de repère idéologique puisqu'il est forcé de faire admettre à ses citoyens que la valeur coloniale est maintenant l'idéologie dominante. Cette époque est aussi si l'on peut le dire est une époque charnière car c'est durant cette époque que l'on a constaté une première perversion du *Fihavanana* en un individualisme naissant mais encore bien masqué ou peu affirmé grâce au sentiment de nationalisme qui est très vivace durant cette époque.

Après l'indépendance acquise en 1960, une forme de régime supranational s'est instaurée par le biais du néocolonialisme. Vu le dépérissement de l'Etat Malgache fraîchement indépendant, une velléité populaire d'éradiquer définitivement le néocolonialisme, s'est concrétisée par l'instauration du Socialisme qu'il faut le souligner est une idéologie Etatique que l'Etat a voulu transmettre à ses citoyens mais qui s'est vite tombé à l'eau à cause d'une mauvaise gestion et de la montée en puissance de capitalisme et de l'individualisme.

Depuis cette époque et jusqu'à présent ce repère idéologique que représente l'Etat dans la tête des citoyens, s'est passé de très claire à incomprise, jusqu'à devenir flou voir même à l'inexistante. Et cela s'explique par le fait qu'actuellement on ne sait plus si c'est toujours le *Fihavanana* qui nous guide ou est-ce l'individualisme qui est le maître mot. Puisque dans la conscience collective Malgache, on s'aperçoit que les Malgaches veulent être moderne, mais sans pour autant délaisser leur tradition. Cette dualité entre

Traditionalisme et Modernisme est en quelque sorte le cheval de bataille de la sociologie (classique), pour recourir à la formulation de M. Touraine A. qui stipule que la sociologie s'est constituée comme un modèle particulier d'analyse de la vie sociale. Le système social y est apparu porté par un mouvement conduisant de la tradition à la modernité, des croyances à la raison, de la reproduction à la production et, de la communauté à la société. Cette contradiction entre Traditionalisme et Modernisme forme en quelque sorte l'esprit Malgache, c'est-à-dire une baignade entre deux idéologies qui sont tout à fait contradictoires et qui s'imposent en dominant pour l'acteur et pour le système selon la circonstance et l'utilité pratique. Mais en toute circonstance cette situation forme une rupture entre le système et l'acteur.

Ainsi on peut annoncer le fait suivant que l'articulation entre Etat et idéologie se fait par le biais des acteurs par le simple fait qu'ils s'approprient le pouvoir d'Etat et y diffusent leurs idéologies et que cette idéologie va être intégrée dans le corps des institutions d'Etat, et sera une balise ou un repère pour les citoyens.

1.1.5.- La théorie Marxiste de l'Etat en guise de toile de fond théorique

L'essentiel de la théorie Marxiste de l'Etat est que l'Etat c'est l'appareil répressif d'Etat, Nous avons déjà largement expliqué cela auparavant donc nous n'allons plus y revenir.

L'Etat c'est l'appareil répressif Etat, et en tant que tel cette répression forme l'essence même de cette rupture entre l'acteur et le système car le dynamisme des acteurs est complètement annihilé par cette répression.

Pourquoi dit-on que cette répression est l'essence même de cette rupture entre l'acteur et le système.

Puisque cette répression qui est instituée par le biais des différentes institutions comme la police, la justice et l'armée forment l'ensemble des violences physiques et symboliques que l'Etat s'octroie en tant que tributaire de la violence et cela crée une rupture entre l'acteur et le système puisque l'acteur s'est vu dépourvu de tous ses droits en faveur même de cette violence, par le fait même de la crainte, et du mensonge et ceux-ci pousse l'acteur à se replier sur lui-même et à ne plus demander des comptes à l'Etat.

Cette conception semble être caduque voire même très naïve, mais nous allons apporter quelques éléments explicatifs de cela.

Premièrement l'Etat est tributaire de la violence physique, puisque l'Etat a le droit d'user de la violence au nom du respect de l'ordre social.

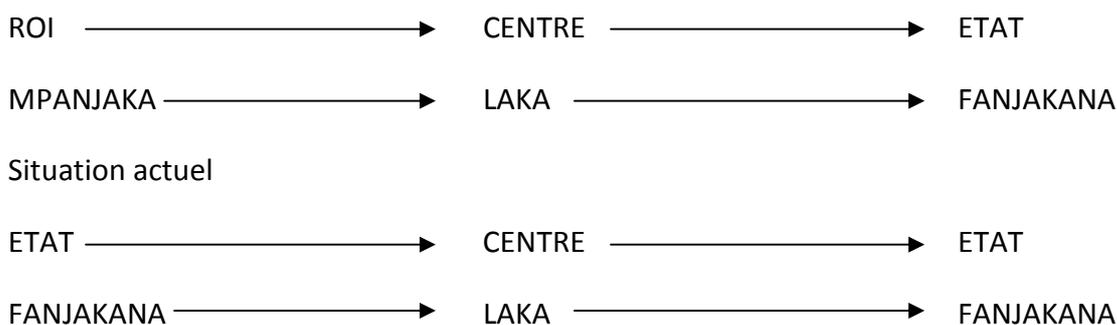
Deuxièmement l'Etat est tributaire de la violence symbolique, puisque l'Etat dans la tête des citoyens est le symbole ultime de la terreur. Symbole ultime de la terreur puisque dès qu'on prononce même le mot police ou justice ou l'armée et sans oublier le mot Etat cela provoque instinctivement de la frayeur au niveau des citoyens voire même une petite panique totalement injustifiée. Et sans oublier le fait que l'Etat représenté par ses politiciens est le maître en matière de violence symbolique envers ses citoyens puisque tous les politiciens malgaches sont tous des champions en matière de mensonge.

Pour apporter plus ample explication de cette rupture provoquée par ces notions de terreur, nous allons prendre le mot Etat pour comprendre l'essence même de cette violence symbolique qui crée une rupture entre l'acteur et le système. Pour ce faire nous nous appuyerons sur le cadre de référence archéologique.

L'analyse archéologique recherche les mécanismes du pouvoir dans leurs formes primitives et spécifiques, avant même de se muer en rapports d'oppression, d'exploitation et de domination. Il s'agit de retrouver l'origine des phénomènes sociaux et politiques en remettant systématiquement en question les explications traditionnelles. De ce fait nous allons nous baser sur cette explication traditionnelle pour comprendre l'essence même de cette violence symbolique.

Tout d'abord partons de l'analyse sémantique du mot Etat. Littéralement l'Etat en malgache veut dire « FANJAKANA » soit disant le limitrophe territorial administré par l'Etat ; Et La racine du mot FANJAKANA est le « LAKA » ou le centre ; ensuite ce mot fanjakana tire son substrat du mot « MPANJAKA » ou le roi ou encore la royauté, qui dans la conscience collective malgache représente le Dieu sur terre. Ce qui nous donne le schéma suivant.

SCHEMA N°2 : EXPLICATION TRADITIONNELLE DE L'ORIGINE DE LA VIOLENCE SYMBOLIQUE.



Sources : Nos propres investigations.

Ce qui nous donne qu'aujourd'hui, on a dans la conscience collective malgache une substitution ou une assimilation du MPANJAKA au FANJAKANA ou du ROI à L'ETAT, et comme durant la période monarchique le ROI est considéré comme un Dieu sur terre ce qui lui octroie une puissance symbolique extraordinaire, et comme cette perception de la royauté s'est muée dans l'Etat, alors l'Etat a reçu comme héritage historique cette puissance symbolique extraordinaire et qu'il a aisément transformée en violence symbolique par le biais de ses appareils répressifs à l'instar de la police, de la justice, et de l'armée.

Certes, l'on pourrait avoir des doutes, et que l'on pourrait se poser la question qu'avec le temps n'y a-t-il pas aucun changement et surtout avec l'ère de la démocratie que nous vivons actuellement, mais la situation est que l'Etat est toujours perçu consciemment et inconsciemment comme une sorte d'autorité symbolique et physique qui aspire à la crainte et qu'il ne faut en aucun cas le contrarier par peur de représailles.

1.1.6.- Le système

En termes de conception humaine, on peut dire que le système est un ensemble cohérent de notions, de principes liés logiquement et considérés dans leur enchaînement, on peut prendre pour exemple le système d'Aristote.

En termes de fonction, le système est considéré comme un ensemble d'éléments formant un tout structuré, ou remplissant une même fonction.

En termes d'organisation, le système est un ensemble organisé de règles, de moyens tendant à une même fin.

Et pour systématiser le tout nous allons prendre le terme de Jacques Attali, pour avoir une définition générale du système : Un SYSTÈME est «*un ensemble d'objets unis par quelque forme permanente d'interdépendance pour l'accomplissement d'un ensemble d'objectifs*»²⁵

L'Etat est en quelque sorte formé par la cohésion de plusieurs systèmes, comme le système politique, le système économique ; le système social ; le système culturel ; le

²⁵ ATTALI (J.), Les modèles politiques, Paris, Presses universitaires de France (collection Sup), 1972, p. 143.

système éducationnel et tant d'autres. Ainsi la cohésion de ces différents systèmes forme le système étatique.

Si on parle de rupture entre système et acteur du point de vue systémique cela veut dire que les demandes des sous-systèmes ne sont plus satisfaites par le système étatique et que ce dernier n'a fait que satisfaire les demandes des systèmes extérieurs. Pour mieux expliquer nos dires partons du postulat du système politique. Comme le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société globale, alors il est tout à fait évident que le reste des autres systèmes ou les sous-systèmes si l'on peut le dire ainsi sont sous la dépendance du système politique, ce qui fait que ces autres systèmes formulent beaucoup de demandes envers le système politique, dont le système politique est obligé d'y satisfaire selon ses capacités et ses ressources.

Mais en plus des demandes internes adressées au système politique, le système politique subit aussi des demandes externes c'est-à-dire des demandes qui n'émanent pas de la société interne mais des demandes qui viennent de l'extérieur de la société plus précisément des instances supranationales qui imposent leurs idéologies par le biais de la Mondialisation ou du système mondial. Et justement c'est dans l'analyse du système mondial ou de la mondialisation et de ses impacts sur notre société que l'on a pu en déduire l'origine et l'élément explicatif de cette rupture entre le système et l'acteur.

Premièrement cette rupture s'explique par le fait que la mondialisation impose son idéologie à l'Etat mais le système politique national n'a pas du tout incorporé cette idéologie et n'a pas su intégrer cette idéologie à ses citoyens, ce qui fait que l'on a un système politique qui essaye de nager et de survivre dans le flot de la mondialisation et des citoyens qui sont complètement perdus car ils n'ont plus de repère pour les guider, d'où les citoyens vont à gauche et l'Etat va à droite. Ensuite deuxièmement la cause de cette rupture réside dans le fait que la dynamique du système n'est plus guidée par les aspirations du peuple, mais guidée par les aspirations supranationales, ce qui nous donne un Etat qui n'est plus souverain dans ses décisions et avec des acteurs qui réfutent les décisions gouvernementales, puisque ce n'est pas dans ses intérêts. Alors on a aujourd'hui un système et un acteur qui sont animés par une logique très différente.

1.1.7.- Les Partis politiques.

Dès qu'on parle de parti politique, ce qui nous vient immédiatement à l'esprit est une organisation à caractère politique, mais pour avoir une description assez complète et une définition assez précise de ce qu'est un parti politique on peut partir sur la base de quatre critères qui rendent compte bien selon nous de ce qu'est un parti politique.

Premièrement un parti politique est une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie peut être supérieure à celle de ses fondateurs et de ses dirigeants.

Ensuite deuxièmement un parti politique a la volonté délibérée d'exercer le pouvoir. C'est une organisation qui cherche à prendre le pouvoir si elle ne l'a pas ou à le conserver si elle l'a déjà. Un parti politique est fait pour le pouvoir.

Après troisièmement un parti politique fonctionne comme une organisation complexe, c'est-à-dire, une organisation qui existe aussi bien au niveau national qu'au niveau local qu'au niveau régional.

Et enfin quatrièmement un parti politique a la volonté de chercher le soutien populaire. On peut ajouter un cinquième critère propre aux pays africains et malagasy. C'est l'adhésion volontaire des membres au sein du parti.

1.1.8.- Fonction d'un parti politique

Un parti politique qui se prétend comme tel doit au moins remplir les trois fonctions suivantes : Tout d'abord La fonction électorale, c'est-à-dire fonction d'encadrement des électeurs. Ensuite la fonction de contrôle et d'orientation des organes politiques. Et enfin la fonction de définition et d'expression des positions politiques. L'exercice de ces fonctions pour le parti politique dépend de l'environnement dans lequel il opère et auquel il s'adapte.

1.2.- Notion de Citoyenneté, d'Acteur et de Sujet.

1.2.1.- Notion de Citoyenneté

Le citoyen est avant tout un membre à part entière de la société ou de l'Etat, c'est-à-dire il habite le territoire national et il a le droit au suffrage dans les assemblées publiques ce qui fait de lui un acteur majeur pour le devenir de la nation ; Ainsi dès qu'on évoque la notion de citoyenneté, on fait référence aux qualités de citoyen, c'est-à-dire un bon citoyen ou un mauvais citoyen, Mais débattre sur la qualité de citoyen est peine perdue pour le cas des citoyens Malgache, puisque l'éducation civique est rayée de la liste des programmes éducationnels, et les partis politiques ont négligé ou expressément négligé une de leurs fonctions c'est-à-dire l'éducation citoyenne.

Si l'on insiste sur cette éducation citoyenne, c'est que l'éducation est le pilier de la formation citoyenne, puisque le citoyen est issu d'un enchevêtrement complexe de relations héritées de la famille, du religieux, de la politique, d'ethnique, etc., qui lui préexistent donc et qui influent sur son comportement.(9)

1.2.2. : Notion d'Acteur

Le point de départ des sciences sociales et de la sociologie est l'observation du dualisme de la vie sociale moderne. Et ce dualisme se manifeste très bien au niveau des acteurs puisque chaque acteur est un être unique, et se sent comme tel mais ce même acteur est aussi un être social de façon plus globale puisqu'il a des obligations à remplir envers la société²⁶. De ce fait pour surpasser ce dualisme, on pourrait en déduire que les acteurs ont tous une existence privée et une existence publique, c'est-à-dire deux formes d'existence sociale. Cette forme d'existence sociale place l'acteur au cœur du système social, ce qui va définir l'acteur soit comme agents du progrès, soit comme obstacles à la modernisation.

Plus précisément dans le cadre de notre étude l'Acteur est ici considéré comme un agent, c'est-à-dire un agent dynamique qui peut et doit influencer les décisions du système politique. Ces acteurs peuvent être un simple citoyen, ou encore un acteur ou agent économique, ou un agent syndical.

²⁶ DIDIER LAPEYRONNIE, SOCIOLOGIE GÉNÉRALE, LICENCE DE SOCIOLOGIE, ANNÉE UNIVERSITAIRE: 2005-2006.

1.2.3.- Notion de sujet

Le terme de sujet dans l'acception courante du terme, signifie en effet une subjectivité libre : un centre d'initiatives, auteur et responsable de ses actes ; Soit un être assujéti, soumis à une autorité supérieure, donc dénué de toute liberté, sauf d'accepter librement sa soumission. Cette dernière notion, nous renvoie à un postulat qu'avant de devenir un sujet l'individu est un être libre et qu'il n'est devenu sujet que par le fait d'une interpellation idéologique. Sur ce point on peut prendre un exemple concret, par exemple le sujet de Dieu ou encore le sujet de sa Majesté.

1.3.- L'analyse systémique, le matérialisme historique et le structuro fonctionnalisme comme cadres de référence.

1.3.1.- L'analyse systémique.

Selon Jacques Attali²⁷, un système est «un ensemble d'objets unis par quelque forme permanente d'interdépendance pour l'accomplissement d'un ensemble d'objectifs»

Selon David Easton, un SYSTÈME POLITIQUE est un ensemble d'interactions politiques constatées dans un environnement politique donné. Mais on peut aussi faire un dépassement de cette théorie d'Easton, en évoquant le fait que le système politique peut être considéré comme le système étatique puisque le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société globale et c'est aussi un système régulateur, celui qui coordonne les interactions entre les autres systèmes sociaux. De ce fait on peut-on déduire que le système politique peut être considéré comme le système étatique, et que les sous-systèmes du système politique peuvent être le système économique, le système culturel, le système mondial ou extérieur, et tant d'autres.

De ce fait l'approche systémique doit considérer le produit des interactions du système considéré avec les différents systèmes sociaux de la société,(par exemple les relations du système politique et du système économique, mais encore les interactions du système politique avec le système culturel et tant d'autres systèmes) et une approche systémique devrait également s'interroger sur les relations du système politique avec les systèmes extérieurs.

²⁷ Jacques Attali, Les modèles politiques, Paris, Presses universitaires de France (collection Sup), 1972, p. 143

Ainsi nous avons expressément choisi l'approche systémique comme cadre de référence, parce que ce cadre de référence de la cohérence logique nous sert de référence pour analyser les interactions du système politique avec les autres systèmes sociaux internes, et de constater si les demandes des autres systèmes sociaux envers le système politique sont satisfaites par ce dernier. Ainsi on peut en déduire qu'il y a rupture entre acteur et système tant que ces demandes ne sont pas satisfaites. Et comme une approche systémique devrait également s'interroger sur les relations du système politique avec les systèmes extérieurs. L'analyse de ces relations nous permet de démontrer qu'il y a une rupture entre l'acteur et le système tant que le système politique est complètement assujéti aux demandes des autres systèmes externes, et cela aux dépens des autres systèmes internes.

1.3.2.- Le matérialisme historique.

Le matérialisme historique fait partie intégrante de la philosophie marxiste. Il a pour objet d'étude de la structure de la société humaine et des lois qui régissent son développement. Grâce au matérialisme historique, l'évolution de l'humanité a pour la première fois été appréhendée par la pensée scientifique comme processus naturel et historique soumis, malgré son caractère complexe et multiforme, à des lois générales. La connaissance de ces lois permet de définir d'une façon scientifique le sens de l'évolution de la société. Ceci est d'une importance décisive si l'on veut interpréter correctement les manifestations complexes de la vie sociale de notre époque²⁸.

La dialectique est une approche qui se caractérise par le mouvement d'une pensée effectuant la synthèse de propositions contraires.

En analyse politique, on entend par dialectique la méthode consistant à saisir les faits dans leur devenir, dans leur mouvement dynamique (historique) et non pas dans leur état statique, ensuite une analyse des faits dans le complexe global dont ils font partie et non en faisant abstraction de cette totalité, et enfin une analyse des faits dans leurs contradictions apparentes qui seules peuvent révéler la réalité concrète.

La méthode dialectique privilégie l'analyse des rapports sociaux sous leurs multiples angles et cherche à démêler les angles les uns des autres sous l'éclairage de leurs

²⁸ Sous la rédaction de G. GLESERMAN et G. KOURSANOV « Problèmes fondamentaux du matérialisme historique. » Editions du progrès Moscou 1968.

contradictions. Et cette méthode implique la distinction des types (par exemple, les classes sociales), l'existence d'un type impliquant l'existence d'autres types, forcément opposés.

Notre choix d'usiter le cadre de référence de la contradiction s'explique par le fait que les rapports sociaux à Madagascar ne sont pas du tout équitables, c'est-à-dire il y a des dominants et des dominés, et que cette rupture de classe engendre une situation de déperdition de la cohésion sociale, mais plus grave encore si l'on a un type dominant et dominé, on a encore une profonde division entre les dominants et entre les dominés.

Pour les dominants cette division se caractérise par la lutte interne et incessante pour le pouvoir et cela aux dépens des dominés.

Pour les dominés il y a encore profonde division, puisqu'il n'y a aucune organisation interne pour rompre cette situation de domination, voir même à une acceptation sans révolte de cette situation.

Ainsi la compréhension de ces contradictions peut nous conduire à une compréhension de la réalité concrète.

1.3.3.- Le structuro fonctionnalisme

Le fonctionnalisme est une méthode consistant à privilégier la fonction ou le rôle des choses ou des phénomènes au détriment de leur forme ou de leur structure. Chercher les fonctions d'un phénomène, c'est chercher l'ensemble des phénomènes qui ont suivi ce premier et qui se trouvent liés à lui d'une façon ou d'une autre. On regarde du côté des résultats.

En analyse politique, le fonctionnalisme part de l'idée simple qu'un moyen efficace pour expliquer les phénomènes et surtout les institutions, les mœurs et les usages sociaux est de rendre compte des fonctions qu'ils remplissent ou du rôle qu'ils jouent.

On parle du caractère FONCTIONNEL ou DYSFONCTIONNEL d'un comportement, une structure ou une institution, selon qu'ils favorisent ou non défavorisent l'atteinte de l'objectif.

Si les CONSÉQUENCES désirées ou prévues expliquent les COMPORTEMENTS. STRUCTURES ou INSTITUTIONS observables, alors on peut utiliser un cadre de référence fonctionnaliste

Pour notre étude l'analyse fonctionnaliste va nous servir pour savoir les fonctions des phénomènes quelconque et d'en déduire si les résultats sont atteints ou non, afin d'en conclure si l'on est en présence d'un système fonctionnel ou dysfonctionnel.

1.4.- La rupture entre système et acteur.

Parler de rupture entre système et acteur signifie en de termes plus brut que le système et l'acteur ne sont plus en bons termes, allant même à la discorde et à la contradiction, ce qui les a conduits à se séparer. Mais qui dit rupture signifie qu'il y avait auparavant une certaine union ou cohésion entre ces deux instances. Alors de quel genre d'union s'agit-il ? Et quels en sont les éléments qui ont conduit à cette rupture ?

Tout d'abord parlons de l'union entre le système et l'acteur.

L'union entre le système et l'acteur est surtout caractérisée et consolidée par le seul fait que chacun remplit les fonctions qui lui sont attribués. Par exemple l'acteur donne le pouvoir au système afin que celui-ci puisse gouverner la nation et en retour le système doit satisfaire les besoins et les demandes sociaux des acteurs. De ce fait comme chacun remplit ses fonctions alors l'union entre le système et l'acteur est en route pour durer et allant dans le sens du développement. Mais si l'une des instances n'accomplit pas ses fonctions cela provoque une rupture entre le système et l'acteur. Par exemple l'acteur donne le pouvoir au système afin que celui-ci puisse gouverner la nation et en retour le système doit satisfaire les besoins et les demandes sociaux des acteurs mais en retour ce dernier ne satisfait pas les besoins et ne répond pas favorablement aux demandes sociaux des acteurs. Alors le couple est en discorde et la rupture est inévitable. De ce fait l'union entre le système et l'acteur perdure en fonction de l'accomplissement des tâches attribuées à chacun.

Ainsi si le mariage entre acteur et système perdure en fonction de l'accomplissement des tâches attribuées à chacun, alors il est évident que ce mariage se transforme en divorce quand l'une des fonctions attribuées à l'autre n'est plus accomplie.

Ensuite comme tout système digne ce nom présente une articulation d'élément fonctionnel qui contribue à la cohésion du tout ; et que tout cet ensemble est régi par une seule et unique idéologie qui fait l'idéologie d'un système, Ainsi si un système à l'exemple du système politique (Etatique) n'arrive pas à diffuser clairement son idéologie à ses acteurs ou que cette idéologie est mal comprise, mal interprétée, voire même réfutée par les acteurs, cela conduit inévitablement à une rupture entre le système et l'acteur, puisque le système diffuse une idéologie pour mener la nation et que les acteurs n'intègrent pas ou n'adoptent pas cette idéologie alors ces deux entités seront en conflit permanent ce qui les conduit à la rupture.

Mais, outre les fonctions non accomplies il y a aussi d'autre élément qui conduisent à la rupture entre ce couple. Cet élément est ce que le langage populaire appelle

le ménage à trois ou plus précisément le troisième élément qui entre en scène dans la vie quotidienne sans y être invité c'est-à-dire le système extérieur.

Ce système extérieur conduit à la rupture entre le système et l'acteur, et on peut même dire sans vouloir manquer d'euphémisme que le système extérieur a pour vocation même de provoquer cette rupture, puisque le système extérieur influe allant même à l'ingérence sur les décisions du système étatique ce qui fait que ce dernier n'est plus autonome dans ses décisions et qu'il n'arrive plus ou ne souhaite plus satisfaire les besoins et demandes des acteurs qui lui ont confié le pouvoir mais à présent ce sont les demandes du système extérieur qui le préoccupent le plus, et là on a une rupture entre l'acteur et le système.

De ces faits nous pouvons en déduire que la signification de la rupture entre acteur et système signifie qu'une des fonctions allouées à l'autre n'est pas remplie d'où le fait que l'acteur et le système vont dans des sens opposés et que cette rupture s'est vu conforté par l'implication d'un troisième acteur qui est le système extérieur.

1.4.1.- Le mouvement altermondialiste

La rupture entre acteur et système n'est pas un cas isolé pour le compte de Madagascar, mais presque la majorité des pays en voie de développement et voir même les pays développés vivent et subissent cette rupture de manière consciente ou inconsciente. Comme presque la globalité des pays vit cette rupture alors cette rupture est forcément causée par un fait mondial et ce fait mondial est la Mondialisation.

1.4.2.- Le libéralisme.

Le libéralisme est une doctrine et un système politique de ceux qui réclamaient la liberté politique, religieuse, etc., Cette doctrine s'attache en premier lieu à la défense de la démocratie politique et des libertés individuelles des citoyens. En référence économique le libéralisme est hostile à l'intervention de l'Etat dans la vie économique et à son contrôle sur les moyens de production. Sur le plan social le libéralisme est une attitude qui respecte la liberté d'autrui en matière d'opinion, de conduite, etc....,

Le libéralisme est une doctrine qui a vu le jour dès 1789 et il s'est imposé comme une idéologie économique dominante, grâce à la révolution industrielle et surtout par les

écrits d'Adam Smith qui prône la libre circulation des hommes et des biens²⁹, c'est-à-dire la fin des barrières territoriales et la fin du protectionnisme étatique, et surtout la non intervention de l'Etat dans la vie économique, ce qui signifie que les fonctions de l'Etat se réduisent à ses fonctions régaliennes.

Au fil du temps le libéralisme avec ses succès et ses déboires qui se manifestaient par les crises répétitives s'est vu doté d'une nouvelle appellation par ses protégés qui n'est autres que le Néo-libéralisme, c'est-à-dire une forme renouvelée du libéralisme qui permet à l'Etat une intervention limitée sur le plan économique et juridique.

1.4.3.- Le Néolibéralisme.

Le néo-libéralisme comme son nom l'indique tire ses principes du libéralisme, mais avec une connotation à outrance sur l'individualisme et l'économisme, ce qui veut dire que l'individu est au centre du social et que c'est la loi du marché qui est le seul maître mot pour réguler le social. Ce qui nous donne comme principe dominante et ultime qui anime l'action humaine est la croissance maximum, donc la productivité et la compétitivité. De ce fait dans le monde néolibéral, on ne peut pas vivre sans être productif et compétitif, et cette notion de compétence est tellement de rigueur qu'une philosophie de la compétence s'est progressivement installée et instaurée, comme l'on dit à Harvard « Seul les meilleurs et les plus brillants triomphent »³⁰. Le néolibéralisme se réclame aussi du progrès, de la raison, de la science (l'économie en l'occurrence). Il constitue en normes de toutes les pratiques, donc en règles idéales, les régularités réelles du monde économique abandonné à sa logique, la loi dite du marché, c'est-à-dire la loi du plus fort. Et il ratifie et glorifie le règne de ce que l'on appelle les marchés financiers, c'est-à-dire le retour à une sorte de capitalisme radical, sans autre loi que celle du profit maximum, capitalisme sans frein et sans fard, mais rationalisé, poussé à la limite de son efficacité économique par l'introduction de formes modernes de domination, comme le management, et de techniques de manipulation, comme l'enquête de marché, le marketing, la publicité commerciale.

Ainsi, on peut aisément en déduire que le principe dominant du libéralisme est la croissance maximum et la compétitivité dans tous les domaines. Ce principe présente d'énormes impacts négatifs sur le plan national qui se manifeste par le dépérissement de l'Etat, suivi par la perte des acquis sociaux mais ce qui est étonnant c'est qu'il s'impose

²⁹ Adam Smith (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.

³⁰ Bourdieu P. La Mondialisation colloque en Grèce (1993).

sur le reste du monde. Cette imposition sur le reste du monde est largement garantie et fortement légitimée par la mondialisation. Mais qu'est-ce que la Mondialisation ?

Avant de parler de la mondialisation il est tout d'abord utile de présenter les impacts négatifs du néo libéralisme sur le plan national.

Premièrement l'État a commencé à abandonner un certain nombre de terrains de l'action sociale. Cette coupure sociale a été déterminée par une mesure politique c'est à dire à un dédoublement de l'État, avec d'un côté un État qui assure des garanties sociales, mais pour les privilégiés, suffisamment assurés pour donner des assurances, des garanties, et un État répressif, policier, pour le peuple, c'est-à-dire un État pénal, chargé de la répression, et sacrifiant peu à peu les fonctions sociales, éducation, santé, assistance, etc., .

Ensuite à cause du règne du « commerce » et du « commercial » qui s'impose chaque jour davantage on constate que tous les domaines sont soumis aux contraintes du profit immédiat, et même la littérature n'y échappe ce qui veut dire que l'autonomie des univers de production culturelle à l'égard du marché est fortement compromise. Sans oublier le fait qu'à cause du règne du « commerce » et du « commercial », on a une redéfinition du statut de travailleur, c'est-à-dire le statut de travailleur temporaire croît fortement par rapport à la population des travailleurs à statut permanent, ce qui s'explique par le fait que le travail temporaire est moins payé par rapport au travail permanent, ce qui nous donne des travailleurs en situation de précarité permanente et de sentiment d'insécurité quasi quotidienne.

Et pour continuer ; Sur le plan financier le néolibéralisme n'est guère reluisant pour l'indépendance financière des nations puisque le marché financier est dominé par certaines économies, c'est-à-dire par les pays les plus riches, et en particulier par le pays dont la monnaie est utilisée comme monnaie internationale de réserve et qui du coup dispose à l'intérieur de ces marchés financiers d'une grande marge de liberté. Le marché financier est un champ dans lequel les dominants, les États-Unis dans ce cas particulier, occupent une position telle qu'ils peuvent en définir en grande partie les règles du jeu. Cette unification des marchés financiers autour d'un certain nombre de nations détentrices de la position dominante entraîne une réduction de l'autonomie des marchés financiers nationaux. Ce marché du capital international tend à réduire l'autonomie des marchés du capital national, et en particulier à interdire la manipulation par les États nationaux des taux de change, des taux d'intérêt, qui sont de plus en plus déterminés par un pouvoir concentré aux mains d'un petit nombre de pays.

Et enfin sur le plan mondial la mondialisation a pour effet d'accroître les interactions économiques, politiques, sociales et culturelles entre les Etats-nations, et donc, de réduire leur autonomie : la pression des systèmes extérieurs s'accroît. Les évolutions seront moins "autoproduites", et davantage fonction des évolutions externes, tant sur le plan du contenu que du calendrier...

En bref, on peut dire que le néolibéralisme a provoqué une forte régression de l'Etat, c'est-à-dire l'Etat n'est plus le lieu de lutte sociale ; Il s'est tout simplement réduit à sa fonction policière ou répressive et pire encore il est devenu un instrument de prédilection privilégié des instances de la mondialisation pour asseoir leur domination et pour diffuser leur idéologie dans le monde et c'est tout à fait le cas si l'on prend l'exemple malgache.

L'Etat malgache n'est plus le lieu de lutte sociale, il s'est tout simplement réduit à sa fonction policière, puisque les aspirations du peuple ne sont plus considérées par l'Etat. Pour prendre un exemple concret nous pouvons prendre le cas de la réconciliation nationale malgache.

Pour concilier les malgaches entre eux, on a historiquement recours à une négociation ou à un consensus et si cela ne marche pas, la médiation d'un membre éminent de l'église ou de la société civile entrera en scène, et c'est le cas dans un pays autonome, mais la situation est que certes on n'arrive pas à s'entendre entre nous, mais le fait est qu'il y a aussi le système extérieur qui impose aussi sa vision des choses et que le système politique doit impérativement intégrer cette vision dans toutes négociation qu'il entreprendra ce qui fait que le système politique a peu de marge de manœuvre pour résoudre le problème, alors on a un enlisement de la situation, mais comme cette situation ne peut pas perdurer, alors comme consensus idéal pour tous, on se tourne vers la communauté internationale pour régler le problème car tout le monde est perdant et que seule la communauté internationale est triomphante et dans ce genre de figure la situation avance mais elle avance dans le sens de la perte d'autonomie de l'Etat, de la perte des acquis sociaux, et de la régression de l'Etat à sa simple fonction policière, c'est-à-dire un simple appareil répressif pour le peuple et une marionnette au main des systèmes extérieurs.

Si tel est le cas des impacts négatifs de la mondialisation, maintenant on va voir en détail ce qu'est la mondialisation ?

1.4.4.- La mondialisation.

La mondialisation est une idéologie qui se veut être une idéologie mondiale. Pour ce faire elle a instauré la notion de village planétaire et comme il s'agit de village alors les villageois sont tous animés par un seul mode de penser, d'agir ; et de sentir qui n'est autre que l'individualisme ; Ensuite comme référence économique planétaire le libéralisme économique est de rigueur pour réguler l'ensemble des activités économiques et sociales. Ainsi on peut dire que la mondialisation est un phénomène d'envergure mondiale, et que c'est cette idéologie qui chapote le libéralisme économique. De ce fait en tant que Parrain du libéralisme économique la mondialisation fait tout pour promouvoir son protégé.

Tout d'abord elle crée une organisation internationale pour pouvoir bien régler le tout, à l'instar de l'ONU, du G20, SADC ...etc. Ces organisations sont en quelque sorte des organisations supranationales, c'est-à-dire des institutions qui sont au-dessus des traditionnels Etat-nation et qui dictent les règles à suivre pour l'ensemble du monde.

Ensuite pour pouvoir bien assoir sa domination la mondialisation limite, le pouvoir des Etats. Sur le plan juridique, des institutions comme l'OMC, ou les communautés européennes, créent des contraintes juridiques internationales considérables au pouvoir des Etats. D'autres institutions, comme les ONG internationales, du type Greenpeace, en appellent aux opinions publiques pour faire pression sur les Etats.

Et enfin pour enfoncer le clou, les institutions comme la FMI et la Banque mondiale imposent Les plans d'ajustements structurels aux Etats.

En bref, la mondialisation semble tendre une homogénéisation du système mondial, mais ce n'est pas du tout le cas, puisque ce n'est autre qu'une forme d'extension de l'emprise d'un petit nombre de nations dominantes sur le reste du monde. Mais pour combattre ce mythe idéologique, qui a pour fonction de faire accepter une restauration, un retour à un capitalisme sauvage, mais rationalisé, et cynique ; Il faut impérativement lutter contre le dépérissement de l'Etat, c'est à dire défendre l'État, en particulier dans son aspect social. Cette défense n'est guère facile, mais nous pensons que l'instauration d'un nouvel Etat supranational entre les pays dominés serait un premier pas pour cette lutte, et suivi d'une coopération économique bilatéral entre pays dominés et seulement entre eux sera tout à fait avantageux pour tout, et enfin se regrouper derrière le mouvement « Altermondialiste » serait un atout pour montrer notre poids aux yeux du monde.

CHAPITRE 2 : Présentation de la ville d'Antananarivo

Une monographie est un document à la lecture abordable pour tout utilisateur. Elle contient des données démo - socio - économiques qui aident à la compréhension et à l'évaluation de certains phénomènes et situations : le contenu du document sera agencé et organisé pour faire en sorte qu'il puisse servir d'outil de référence et de cadrage pour la réflexion, la conception, la préparation et la mise en œuvre de toute action de développement. Les aspects qui y sont présentés et développés vont aider le lecteur à avoir une vision claire et une connaissance assez exhaustive des réalités de la région. Dans le cadre de la présentation de la ville d'Antananarivo, nous allons partiellement nous appuyer sur la Monographie de la région d'Antananarivo.

2.1.- généralités sur la zone

Le Faritany d'Antananarivo offre des caractéristiques physiques multiples :

- un relief présentant un paysage varié.
- des formations diverses sur le sous-sol
- plusieurs microclimats,
- des sols à vocation agricole variée

En outre, elle supporte une des plus grandes charges de population de Madagascar. Cette pression démographique a des effets sur l'appareil productif et l'aménagement spatial, compte tenu de son inégale répartition, tant au point de vue âge que dans l'espace.

En effet, l'effectif de la population non active à la charge de personnes actives assez élevé, a eu des répercussions sur le développement du faritany (prolifération des activités informelles à faible productivité répondant aux besoins de survie des couches urbaines les plus démunies). Au plan spatial et au niveau des grandes villes d'une part, la pression

démographique s'est traduite par la squattérisation des terrains agricoles et l'inadéquation des infrastructures de base (habitat) qui n'ont pas suivi la croissance urbaine, et d'autre part, elle est marquée par l'éclatement des zones rurales en sous espaces plus ou moins actifs .

Le secteur productif principal est l'agriculture, cependant la morphologie générale du faritany laisse peu de place à de grandes plaines et les potentialités en sol sont limitées (dans l'ensemble la région est constituées de sols ferrallitiques). L'activité agricole est

dominée par les cultures vivrières, mais avec l'évolution des besoins monétaires, d'autres cultures de rente, industrielles et de contre saison se sont développées.

Le secteur secondaire par contre, connaît une régression de l'industrie qui se caractérise par son extrême concentration spatiale et est dominée par les unités de transformation, notamment l'agroalimentaire.

Par ailleurs, le faritany d'Antananarivo connaît un niveau d'équipement insuffisant, surtout dans les zones rurales (électrification, adduction d'eau, équipements socio culturel et existence de zones enclavées)

Enfin, la multiplication des projets ruraux et sociaux est mal coordonnée, aggravant les déséquilibres spatiaux.

Si tel est le contexte général du faritany d'Antananarivo, les contraintes et les potentialités ainsi que les orientations de développement sont :

2.2.- Contraintes

Dégradation de l'environnement feu de brousse, pollution des terrains de cultures due à l'évacuation des eaux usées des villes.

- Insuffisance de sécurité
- Problèmes fonciers :
 - méconnaissance par les producteurs des législations en vigueur
 - conflit sur l'appropriation des terrains domaniaux
 - difficulté de l'acquisition de titres fonciers
- Niveau d'instruction des producteurs insuffisant
 - Exode rural
 - pression démographique
 - pauvreté en milieu rural
 - fin de scolarisation sans débouché
 - Enclavement de certaines zones productrices
 - Mauvais état des infrastructures routières (surtout les pistes de desserte)
 - Prix des produits agricoles non maîtrisés et non rémunérateurs pour les producteurs
- Insuffisance de coordination des actions entre les différents intervenants
- Multiplicité des intervenants
- Insuffisance d'informations

- Répartition inéquitable des agents d'encadrement
- Difficulté de l'accès au crédit
- Système de crédit agricole non adapté
- Petite dimension des exploitations agricoles
- Conservatisme assez accentuée (maintenance de techniques traditionnelles)

3.3.- Potentialités

Les potentialités peuvent être classées en 3 catégories :

- *Potentialités humaines*
 - Taux d'alphabétisation assez élevés
 - Forte tradition agricole (exploitants agricoles de père en fils)
 - Population rurale motivée, ouverte aux innovations (taux de réceptivité élevé, notamment pour la population jeune)
 - Forte densité de la population rurale
 - Existence de main d'œuvre
- *Potentialités physiques*
 - Climat favorable à la possibilité de diversification des spéculations agricoles relatives à l'agriculture et l'élevage.
 - Infrastructures routières assez développées par rapport aux autres régions de l'île.
 - Réseau hydraulique permettant le développement des cultures irriguées
 - Existence de ressources naturelles
 - Existence de zones encore inoccupées (le moyen Ouest)
- *Potentialités socio-économiques*
 - Existence de grandes villes (favorisant les débouchés des produits)
 - Taux d'encadrement du milieu rural assez élevé
 - Présence de tissus industriels
 - Infrastructures sociales assez développées dans les zones urbaines

3.4.- Orientations

Tenant compte des orientations globales des documentscadre existants dans la nation, entre autres, la politique agricole et alimentaires du Ministère de l'Agriculture dont l'un des objectifs est la consolidation du rôle de l'agriculture dans la problématique de la

sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté, les axes d'orientation pour le développement du faritany d'Antananarivo reposeront sur les points suivants :

- Intensification de la riziculture
- Développement de la culture de contre saison sur rizière
- Diversification des cultures à haut valeur ajoutée et autant que possible, à cycle court et à débouché sûr, tout en protégeant l'environnement
- Intégration des paysans producteurs dans le circuit économique par la pratique des cultures d'exportation non traditionnelles
- Redynamisation de l'appareil productif par le renforcement de la capacité organisationnelle des producteurs pour qu'ils puissent prendre en main leur propre développement.
- Facilitation de l'émergence de petites unités de transformation et de conservation pour les produits agricoles (notamment les produits périssables)
- Renforcement des capacités des services « locaux »
- Promotion des activités génératrices de revenus (notamment la production artisanale)
- Amélioration du niveau d'équipement du monde rural
- Maîtrise de la croissance urbaine
- Mise en place d'un système permanent d'information – éducation – communication
- Intensification des programmes d'information – formation en appliquant la méthode participative
- Incitation à la promotion de nouvelles générations d'exploitants agricoles plus agressifs et professionnels, exploitant de superficies plus grandes, avec utilisation rationnelle de la mécanisation adaptée à la conjoncture économique actuelle.
- Désenclavement des zones productrices
- Décentralisation budgétaire
- Sécurisation foncière, sécurisation des biens et des personnes.

Conclusion partielle

Le genre de recherche que nous tentons d'accomplir s'inscrit dans le cadre d'une recherche fondamentale, qui a pour but de comprendre le comportement social humain par le biais d'enquêtes et l'application d'une méthodologie spécifique.

Les objectifs de la recherche sont à la fois descriptifs et explicatifs. Descriptifs, puisqu'il s'agit de présenter les informations de bases et le contexte du phénomène étudié.

Explicatifs, puisqu'il s'agit d'aller au-delà d'une simple description, c'est-à-dire : Etablir un modèle empirique du phénomène social étudié et clarifier les circonstances de la relation entre les différents phénomènes.

Ainsi donc, s'agissant de rupture entre le système et l'acteur, notre but est de comprendre le comportement des acteurs assujettis à une rupture avec le système.

Pour ce faire nous avons privilégié l'approche systémique appuyée par une approche qui est à la fois quantitative et qualitative tout en opérant un appui marqué vers la considération des stratégies des acteurs à travers leurs discours.

Notre méthode d'analyse est la méthode structuro-fonctionnaliste. Et comme cadre de référence on a privilégié le cadre de référence de la cohérence logique qui est l'analyse systémique de Marie-Noëlle SARGET³¹ suivis du cadre de référence de la contradiction qui est le matérialisme historique de Karl Marx³².

Cette méthodologie va nous servir en tant qu'outil pour permettre la description et l'explication de la rupture entre système et acteur.

³¹ SARGET (M. N.), Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète.

³² GLESERMAN (G.) et KOURSANOV (G.) « Problème fondamentaux du matérialisme historique ; Edition du progrès Moscou 1968.

DEUXIEME PARTIE : Positionnement des acteurs en contexte d'opacité du système

Introduction partielle

La logique du système malgache semble avoir été, et semble être animée par les demandes internes du système social et à cela s'ajoutent les exigences du système externe. Ces demandes sont toutes intégrées par le système du mieux qu'il le peut afin de satisfaire les exigences de tous. Etant donné que le système Malgache est en proie entre deux demandes qui peuvent être de nature parfois très différentes, et que pour la plupart des cas ce sont les demandes du système externe que l'Etat malgache s'empresse de satisfaire pour des raisons de convenances et aussi financières, alors nous avons des décisions gouvernementales qui sont issues des exigences du système extérieur mais qui ne peuvent pas forcément correspondre aux exigences du système social interne, mais en tout cas ces décisions gouvernementales s'appliquent et vont s'appliquer et auront un fort impact sur la vie quotidienne des acteurs et que ces acteurs sociaux devront s'y faire et s'y adapter et se positionner à l'égard du système.

Dans cette deuxième partie, nous allons décortiquer en profondeur nos enquêtes sur terrain afin de comprendre le positionnement des acteurs par rapport au système, pour ce faire nous allons faire une analyse des sous-systèmes à l'instar du sous-système économique et sous-système culturel et de leurs relations avec le système décisionnel qui est le système politique. Nous tenons à rappeler ici que la typologie de nos enquêtés se subdivise en trois (3) catégories bien distinctes, c'est-à-dire les commerçants qui représentent 75% de nos enquêtés, ensuite les étudiants qui représentent 20% de nos enquêtés, et enfin les agents du système et les rencontres inopinés qui se sont présentés à nous et qui représentent 5% de nos enquêtés. De ce fait dans l'analyse du sous-système économique ce sont les réponses des commerçants qui nous intéressent le plus et qu'on mettra plus en exergue, à part quelque point où nous pensons que l'on pourrait aussi intégrer l'avis des étudiants. Ensuite dans l'analyse du sous-système culturel, les réponses des commerçants et des étudiants vont converger ou se succéder en même temps dans nos analyses.

Concernant les réponses des agents du système, nous avons choisi de ne pas les inclure dans nos analyses, puisque nos intérêt se tourne plus sur les impacts des décisions du système sur le positionnement des acteurs, et non sur le positionnement de ces derniers.

Ensuite, il est assez évident que les agents du système sont des agents qui sont là pour obéir aux ordres, et non des agents décisionnels ce qui fait que leurs réponses ne nous sont guère utiles mais troisièmement si l'on a tout de même voulu les enquêter c'est tout simplement par pur souci méthodologique et pour avoir une appréhension générale des agents du système, c'est-à-dire pour éviter toutes prénotions au sujet de ces derniers.

Avant d'entamer le prochain chapitre, nous tenons à souligner que les données de la première et deuxième section proviennent de nos observations personnelles.

CHAPITRE 3 : Dynamique de survie et citoyenneté

Madagascar a été une colonie française ce qui fait que sa politique est intimement liée à celle de la France et même si le pays a acquis son indépendance en 1960 on constate tout de même que la politique malgache est encore en étroite collaboration avec celle de la France, car le poids de l'histoire ne lui laisse pas indifférent. Les preuves de ce que nous avançons sont tellement nombreuses ce qui fait que nous n'allons pas nous attarder là-dessus, mais nous souhaitons juste attirer l'esprit du lecteur sur les points suivants que à chaque fois qu'il y a une crise à Madagascar, les politiciens malgaches sollicitent toujours l'avis ou voire même l'aval de la France dans la résolution de cette crise ; Lors des situations politiques stables la France a toujours placé ses hommes de main dans la haute sphère de la politique pour mieux protéger ses intérêts à l'instar des grandes familles aux éponymes français du genre Camille vital et tant d'autres qui l'ont précédé et qui vont encore lui succéder et à cela s'ajoutent les nombreuses coopérations économiques entre la France et Madagascar.

3.1.- Contexte politique malgache.

La coopération séculaire avec la France forme en quelque sorte le visage politique malgache depuis toujours et jusqu'à maintenant, mais avec l'entrée en vigueur de la mondialisation, d'autres pays ont voulu participer activement dans la vie politique et économique malgache à l'instar des Américains, des Allemands, des Chinois, et des membres de la SADC. La concurrence effrénée entre ces pays pour le contrôle de l'activité politique et économique malgache a certes un peu diminué le pouvoir d'influence de la France, mais ne l'a en aucun cas anéanti et cela a surtout permis à la nation malgache d'affirmer un peu sa souveraineté dans le choix de ses partenaires.

Ainsi au fil du temps et à chaque changement de dirigeant politique, Madagascar a toujours privilégié un partenaire politique et économique selon le choix des dirigeants, qu'il soit français, américain, allemand, chinois, ou les africains.

Ces acteurs extérieurs que nous avons cités forment en quelque sorte le système extérieur qui est intimement lié à la vie politique malgache, puisque ces acteurs font une nébuleuse de concurrence active dans le but de placer ses hommes dans l'échiquier politique malgache pour satisfaire leurs intérêts. En guise d'exemple pour conforter notre dire, nous allons prendre le cas qui intéresse notre sujet c'est à dire le régime en place après 2002 et du régime en place après les événements de 2009. Le président de la

république malgache de 2002 à 2009 a plutôt privilégié une proche collaboration avec les Allemands et les Américains ce qui a fait grincer les dents au français. De fait pour contrer cette situation inconfortable pour l'intérêt française, alors la France avance son pion pour faire basculer la tendance, d'où les manifestations populaires de 2009 dirigée par ce dernier et qui ont abouti à la déchéance de l'ex président jusqu'à sa mise en place du pion de la France à la tête de la transition de 2009 à nos jours. Dès lors pour résumer la situation politique malgache, on pouvons avancer le fait que le poids de l'histoire a prédestiné les malgaches à travailler avec la France même s'il y a d'autres acteurs qui entrent en jeu dans l'échiquier politique malgache ; Et que la concurrence entre ces différents acteurs extérieurs influe beaucoup sur la stabilité politique de ce pays, puisque ces acteurs extérieurs placent des acteurs internes afin de chambouler la balance du pouvoir en leur faveur. De fait la vie politique malgache est toujours tiraillée par la concurrence entre ces instances étrangères, d'où le fait de la perte progressive de la souveraineté et de la pratique politique qui présente une absence totale de patriotisme car nos acteurs politiques ne se soucient guère de l'intérêt de la nation mais de l'intérêt des instances extérieur qui les ont propulsés au pouvoir.

3.2.- Contexte économique Malgache.

Depuis l'indépendance acquise en 1960 la stratégie économique malgache n'est guère reluisante, puisque en langage politique souveraine en parle de coopération, mais dans le fait il s'agit tout simplement d'une dépendance envers nos coopérants, par exemple après l'indépendance on a une forme de néocolonialisme qui se traduit par des échanges commerciaux uniquement entre la métropole et Madagascar, ce qui n'a fait que prolonger une domination et solidifier un lien tant souhaité rompu.

Ensuite vient l'ère du capitalisme après l'échec du socialisme. Cette ère se traduit par l'entrée en vigueur du libre-échange et surtout marquée par une économie de rente pour l'exportation malgache et par l'importation massive des produits de première nécessité, mais dans les deux cas les Malgaches sont toujours perdants puisque la balance commerciale est toujours très déficitaire, malgré l'exportation des produit de rente dont il faut le noter ici que la valeur de ces produits chutent inexorablement à cause des entrepreneurs et collecteurs qui dictent le prix aux pauvres paysans, et à cela s'ajoute la fluctuation des marchés internationaux.

Pour les produits de première nécessité que Madagascar importe, on peut dire que ces produits ruinent l'économie malgache puisque qu'une concurrence déloyale des produits étrangers s'est progressivement instaurée au détriment des produits nationaux ce qui conduit à une perte progressive d'emploi qui n'est pas suivie par une opportunité de création d'emploi ni de la part de l'Etat ni de la part des entrepreneurs locaux puisque ces derniers à l'instar des entrepreneurs se sont encore plus tournés vers l'importation des produits étrangers. Ce qui fait que Madagascar a aujourd'hui une économie complètement extravertie, c'est-à-dire tournée vers l'extérieur mais exportant peu et important beaucoup trop. Cette situation perdure depuis fort longtemps et s'aggrave encore plus lorsque l'AGOA a stoppé sa coopération avec la grande île en 2009 ce qui a provoqué une vague de prolifération du secteur informel conforté par une habitude de débrouillardise typiquement malgache qui s'amadoue à survivre du jour au lendemain sans pour autant se rebeller ni demander des comptes à l'Etat. De fait la situation économique malgache d'aujourd'hui, est tout simplement en face d'un système économique dont nous avons hérité depuis une vingtaine d'année, c'est-à-dire une économie libérale qui se base sur le libre-échange par l'intermédiaire de l'import-export en d'autre terme l'exportation de produit de rente pour le cas malgache car Madagascar n'a jamais su comment transformer ces produits pour en pouvoir tirer de la valeur ajoutée et pour créer plus d'emplois vu que Madagascar a manqué sa phase d'industrialisation (un secteur primaire bien garni avec 80 pour cent de la population, ensuite pas assez d'industrie pour transformer les produits les peu qui subsistent encore ont mis la clef sous la porte à cause de la concurrence des produits étrangers qui sont de plus en plus nombreux, et le problème n'étant pas encore réglé, on assiste à un brusque et rapide virement au secteur tertiaire dont il faut le souligner ici que l'on ne maîtrise pas encore ce secteur mais tout de même c'est un refuge pour combattre le chômage vu sa rapide prolifération).

Au sujet de l'importation malgache nous pouvons dire que depuis la vague de privatisation des entreprises publiques, des ajustements structurels, et autres ajustements que le système libéral requiert pour la bonne marche de ce dernier, on peut dire que l'importation malgache a augmenté d'année en année et actuellement on est dans le profond regret de dire que l'économie malgache est exclusivement et totalement sous le joug des produits importés, en d'autre terme ce pays ne survivra pas s'il n'importe pas car tous les secteurs et toutes les activités économique de ce pays tirent leurs substratum de l'importation.

Parler des biens faits ou mal faits de ces importations massives serait comme remuer le couteau dans la plaie, mais dans le cadre de notre étude il est tout à fait opportun de parler des causes et conséquences de ces importations. Comme cause la plus imminente nous pouvons tout de suite évoquer le fait que le système politique et (économique) malgache a largement favorisé ces importations au lieu de pousser le dynamisme entrepreneurial et comme conséquence on a un manque de créativité qui se manifeste par le non création d'entreprise et pour combler le vide d'emplois tout le monde se rue vers l'importation pour y trouver son compte et pour pouvoir y survivre car chacun a compris qu'attendre l'Etat pour améliorer son sort serait peine perdue.

A ces problèmes s'ajoute un fait majeur qui enlise et freine le développement économique du pays qui est le non-retour des investisseurs à cause de la non résolution de la crise qui fait fuir les investisseurs du fait de la situation politique instable qui n'est pas propice à l'investissement. Ainsi une lueur de création d'emplois ni de la part de l'Etat, ni de la part des entrepreneurs, ni de la part des investisseurs étrangers s'est vite dissipée depuis 2009 jusqu'à nos jours. De ces faits ce sont surtout les masses populaires qui en sont les premières victimes et pour survivre ces masses doivent se convertir au secteur informel qui est alimenté par les importations massives des entrepreneurs particuliers.

3.3.- Dynamique de survie et situation économique nationale incomprise.

Madagascar est entré dans une période de crise depuis 2009 jusqu'à aujourd'hui et que cette période ne va guère s'estomper dans un futur proche, mais ce qui est sûr c'est que les gens doivent vivre crise ou pas crise. Comme les dirigeants politique s'attardent à résoudre la crise par le biais de toutes sortes de réunion avec l'aide de la communauté internationale, sans se soucier de la situation économique du pays et surtout de nombreuses pertes d'emplois provoquées par le changement institutionnel et par la fuite massive des investisseurs alors pour combler le vide d'emploi et le non création d'emploi depuis ce jour, une dynamique de survie de la masse salariale s'est tournée massivement vers le secteur informel.

3.3.1 : Pérennisation de la crise et activité compensatoire.

Suite au mouvement populaire de 2009 dirigé par son leader en la personne de l'actuel président de la transition, Madagascar s'est brusquement assujetti à une situation institutionnelle définie comme illégale et insoutenable aux yeux de la communauté

internationale, ce qui lui a prévalu d'énorme difficulté au niveau politique et au niveau économique. Au niveau politique car le pays n'a pas de légitimité politique et n'est pas reconnu au niveau international ; Ensuite au niveau économique là aussi d'énorme difficulté se prévale car les bailleurs de fonds ont interrompu leurs aides et les investisseurs ont fui le pays, et à cela s'ajoute la rupture de coopération avec les Etats-Unis qui se concrétise par l'arrêt des coopérations avec l'AGOA.

Actuellement en 2013 on constate qu'il n'y guère une évolution de la situation car tous les employés qui ont perdu leur emploi ne sont pas résorbés dans le marché formel de l'emploi du fait qu'il n'y a pas de création d'emploi depuis cette époque ; Ainsi pour survivre ces personnes sont obligées de se tourner vers le secteur du marché informel pour pouvoir subvenir à leurs besoins quotidiens.

Dans le cadre de notre travail de terrain nous avons voulu expressément enquêté les personnes qui ont perdu leur travail à cause du changement institutionnel, c'est-à-dire les personnes qui ont perdu leur travail à cause de la rupture de coopération avec l'AGOA, et d'autres personnes qui se prévalent de prêt ou de loin victime de la crise.

Certes il n'est pas aisé d'en déduire que ces personnes-ci sont issues de telle ou de telle branche d'activité mais notre variable d'identification s'est surtout confortée par la prolifération du secteur informel dont-on peut en déduire que la cause imminente de cette prolifération du secteur informel est la perte massive de travail et la non création d'emploi depuis cette période ce qui fait que ces masses salariales se réfugient massivement dans le secteur informel.

TABLEAU N°6 : TYPES D'ACTIVITES DE SUBSISTANCE SERVANT A COMPENSER .

Activité	Secteur formel		Secteur informel	
	marchés publics	Sociétés privés	Commerce de rue	Commerce ambulant
Salarié	-	10	-	-
Friperie	05	-	15	-
Nourriture	-	-	10	05
Matériel info	-	-	10	-
Produit ménager	-	05	05	-
Echange devise, or,...	-	-	-	05
TOTAL	Secteur formel : 20		Secteur informel : 50	

Sources : Nos propres investigations. Juillet 2013

Ces activités représentent en quelque sorte le point d'ancrage ou de chute des personnes qui ont perdu leur travail à cause de la crise et qui n'ont pas trouvé d'autres emplois plus épanouissants et plus sécuritaires que ce qu'ils font actuellement. C'est dans ce contexte que nous avons utilisé le terme d'activités compensatoires puisqu'ils sont obligés de compenser le manque à gagner par d'autres activités qui soit du secteur formel ou du secteur informel, mais vu la conjoncture actuelle, et la prééminence de la situation de survie, atterrir dans le secteur informel semble être le choix faite par la majorité au détriment d'une situation stable puisqu'ils sont obligés de s'y résoudre s'ils veulent survivre.

Mais si ces personnes se sentent obligées de recourir au secteur informel pour pouvoir survivre, alors peut-on tout de même en déduire qu'ils arrivent à subvenir à leurs besoins quotidiens.

TABLEAU N°7 : POURCENTAGE DES ENQUETES AFFIRMANT QUE SES BESOINS SONT SATISFAITS OU PAS EN FONCTION DE SON ACTIVITE.

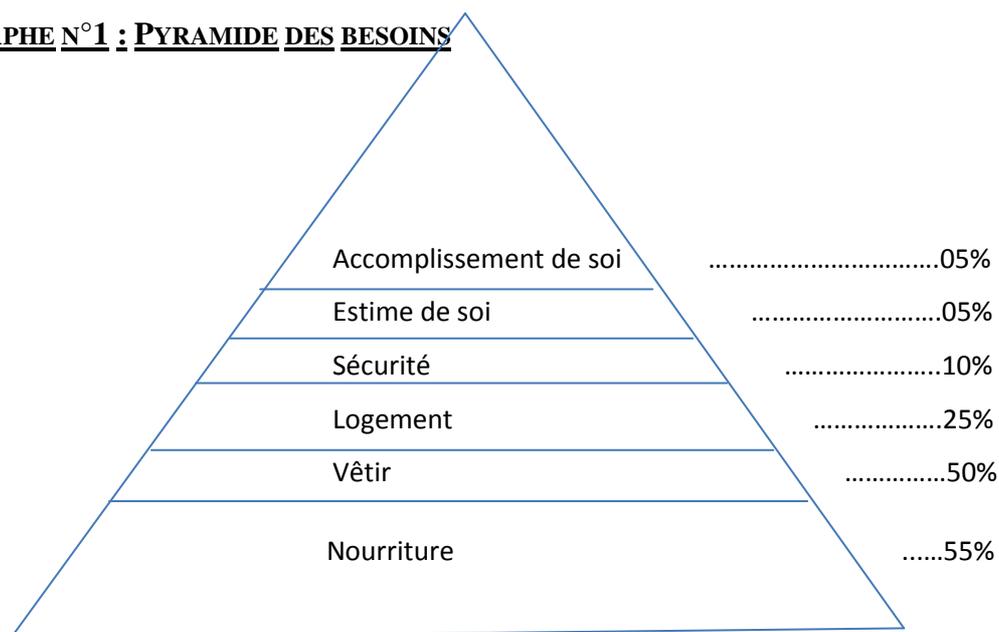
Activité	Effectif	Besoins satisfaits	Besoins non satisfaits
Salarié	10	60%	40%
Friperie	20	40%	60%
Nourriture	15	70%	30%
Matériel info	10	45%	55%
Produit ménagère	10	50%	50%
Echange devise, or,...	05	60%	40%
TOTAL	70	60%	40%

Sources : Nos propres investigations. Juillet 2013.

Au vu de ce tableau nous pourrions être amené à croire que le secteur informel est propice aux affaires car 60% des besoins de nos enquêtés sont satisfaits, mais détrompons nous car ses besoins satisfaits se résument strictement au besoin fondamental voir même vital puisqu'il ne s'agit que des besoins en matière de nourriture et d'habillement. La plupart de nos enquêtés ont tous proclamé haut et fort qu'il faut s'adapter à ce que l'on gagne et qu'il faut bien marchander si l'on veut entrer dans ses frais, et qu'il ne faut en aucun cas être malade car il n'y a pas de budget maladie. Ainsi les besoins satisfait ne se résument qu'aux besoins fondamentaux et qu'il n'est guère question de satisfaction des besoins psychiques à l'instar de l'estime de soi et de l'accomplissement de soi et que le travail alloué ne procure en aucun cas sécurité et épanouissement de soi.

Pour bien résumer si les activités des enquêtés permettent de satisfaire à leurs besoins, nous allons nous inspirer de la pyramide des besoins Maslow pour schématiser la satisfaction des besoins.

GRAPHE N°1 : PYRAMIDE DES BESOINS



Sources : Nos propres investigations, inspirées de la pyramide de Maslow³³. Juillet 2013.

Dans nos fiches d'enquête nous avons demandé aux enquêtés de classer par ordre de priorité leurs rubriques de dépenses.

- Loyer
- Nourriture
- Obligations sociales
- Obligations familiales
- Scolarité des enfants
- Autres dépenses (préciser)

Il faut comprendre que cette représentation graphique des besoins a été évalué à partir des visions des enquêtés. Ainsi avons-nous pu relever que les besoin en nourriture sont priorisés avant l'accomplissement de soi et l'estime de soi. En fait il s'agit plus pour les enquêtés de s'intéresser à tous ceux qui est matériel au détriment de ce qui est psychologique.

³³ MASLOW inspiré de la pyramide des besoins.

TABLEAU N°8 : PRIORITE EN MATIERE DE DEPENSES.

Dépenses	Classement des priorités des dépenses	Pourcentages
Loyer	2	65%
Nourriture	1	70%
Obligation sociales	5	1%
Obligation familiales	4	10%
Scolarité des enfants	3	50%
Autres dépenses	Néant	néant

Sources : Nos propres investigations. Juillet 2013

Ce tableau de la priorisation des dépenses nous démontre clairement la priorisation accordée à la satisfaction de besoins fondamentaux, c'est-à-dire, plus de la moitié des gains sont alloué à la nourriture et au logement et que toutes les dépenses futiles ou non primordiales comme les obligations sociales et familiales sont laissées de côté voir même largement négligées.

Sur ce point nous sommes fasciné par le pouvoir de l'économie sur le social, car si l'on alloue que juste une somme assez modique sur les dépenses sociales et familiales, cela signifie que la cohésion sociale est sérieusement bafouée par l'impuissance économique, en d'autres termes la cohésion sociale des acteurs est largement assujettie par le pouvoir économique, Ainsi dire sans pouvoir économique la cohésion des acteurs sera moindre et que seul la logique du capital est tenu en compte comme facteur de régulation sociale ; Ainsi l'économie détermine en dernière instance en matière de régulation social pour les acteurs en situation de survie.

Mais même si cette situation de survie est quasi permanente dans l'esprit de nos enquêtés, on constate tout de même une volonté marquée de la part de ces derniers de ne pas négliger la scolarisation des enfants car presque 95% de nos enquêtés s'accordent sur le fait que la scolarisation est certes une dépense supplémentaire mais c'est une dépense obligatoire nécessaire.

Nous tenons à souligner ici que si nous n'avons pas mis en relief les besoins psychique dans nos questionnaires c'est que cela met mal à l'aise nos enquêtés et que d'après le travail qu'ils exercent, une observation plus rigoureuse aurait suffi à en déduire l'épanouissement ou non de nos enquêtés dans leur travail.

Pour conforter le tout sur les satisfactions des besoins, nous allons présenter dans le tableau suivant le gain journalier de nos enquêtés. Il est à noter ici que pour ne choquer plus d'un et pour respecter l'intégrité morale de nos enquêtés, les sommes présentées dans le tableau suivant sont des sommes arrondies ou approximatives.

TABLEAU N°9 : REVENU JOURNALIER SELON LES ACTIVITES EN ARIARY.

Activité	Effectif	Gain journalier
Salarié	10	15 000ar
Friperie	20	8 000ar
Nourriture	15	10 000ar
Matériel info	10	8 000ar
Produit ménagère	10	7 000ar
Echange devise, or,...	05	15 000ar

Sources : Nos propres investigations. Juillet 2013

Sur ce tableau des revenus, nous tenons à signaler que comme il s'agit des revenus journaliers alors ces revenus sont variables et que ces revenus peuvent varier du jour au lendemain c'est à dire de 3 000ar en minimum à 25 000ar voire plus des fois selon le marché et la chance des vendeurs, mais en général leurs revenus varient toujours entre 4 000ar à 12 000ar quelle que soit l'activité de ces derniers. De ce fait avec un gain journalier qui peut varier du jour au lendemain et qui ne dépasse pas en général la barre des 10 000ar par jour, alors on comprend la difficulté quotidienne de ces acteurs et leurs stratégies en matière de dépense.

3.3.2 Le mythe du développement en tant que satisfaction des besoins par rapport aux ressources.

Le développement économique d'un pays passe inévitablement par la mise en place d'un environnement propice au développement espéré et aussi par la faculté gouvernementale à bien gérer les ressources qui sont limitées par rapport aux besoins. Ces fonctions sont les tâches allouées à l'Etat et que les citoyens espèrent bien que l'Etat va s'y employer pour les réaliser. Mais du fait de la lenteur de la résolution de la crise politique malgache et l'enlisement de la situation économique qui n'a guère évolué depuis 2009, on a du mal à s'aligner sur le postulat suivant lequel l'Etat est le vecteur du développement

économique de ce pays, mais on est d'avis que le développement passe par l'effort personnel de chaque acteur et que l'Etat reste en tant que facilitateur ; Mais même en tant que facilitateur du développement, là encore l'Etat est très laxiste car Il n'aide pas beaucoup en matière d'entrepreneuriat et d'investissement.

Pour conforter nos dires, nous avons demandé à nos enquêtés les contributions de l'Etat dans leur activités économiques quotidiennes, et là nous pouvons affirmer que presque 85% de nos enquêtés ont tous affirmés que l'Etat ne les aide pas mais qu'au contraire l'Etat les persécute à cause des poursuites quasi quotidienne et aussi des impôts qu'il faut payer chaque jour à la commune même si on ne vend pas dans les marchés à l'instar des ticket d'une valeur de 500ar. Sur ce point, on est en présence d'une réelle rupture entre le système et l'acteur puisque les acteurs ne voient plus en l'Etat ses représentants et une institution promoteur du développement mais simplement ses appareils répressifs car vu que la crise ne s'estompe guère et qu'ils ne sont pas en présence d'un environnement favorable aux affaires et à cela s'ajoute le fait que les agent de la commune ne sont là que pour les chasser et pour leur prélever des impôts. Ce qui veut dire que pour eux l'Etat reste que dans ses fonctions répressives.

Ensuite, au sujet de la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement, à ce sujet on peut dire que l'Etat n'a pas fait grand-chose pour améliorer la situation car depuis la crise de 2009, il n'y a aucune mesure prise jusqu'à maintenant pour faire revenir les investisseurs afin de créer plus d'emploi. Et en matière d'investissement ou d'entrepreneuriat des nationaux là encore aucune avancée majeure n'est pas faite puisque même si il y a des fonds pour démarrer sa petite entreprise ce qui n'est guère le cas de la majorité, le règlement des papiers administratifs ne facilitent guère la tâche car outre la lenteur que ceux-là prennent, les frais administratifs restent encore un facteur de désistement des candidats.

Sur ce point nous avons demandé à nos enquêtés s'il est facile ou difficile d'entreprendre ou d'investit à Madagascar ; Nous allons présenter leurs réponses sous forme de tableau et ensuite après nous allons évoquer les raisons des réponses de ces derniers.

TABLEAU N°10 : POURCENTAGE DES ENQUETES QUI PENSENT QU'IL EST FACILE OU DIFFICILE D'ENTREPRENDRE OU D'INVESTIR A MADAGASCAR.

Typologie des enquêtés	Commerçant	Etudiant
Facile d'entreprendre ou d'investir.	15%	25%
Difficile d'entreprendre ou d'investir.	85%	75%

Sources : Nos propres investigations. Juillet 2013

D'après ce tableau on est dans la quasi-certitude que 80% de nos enquêtés pensent qu'il est difficile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar, nombreuses sont les raisons évoquées mais pour mieux décortiquer ces raisons, évoquons tout d'abord les raisons évoquées par les commerçants et ensuite celles avancées par les étudiants.

Les raisons de la difficulté d'entrepreneuriat ou d'investissement les plus fréquemment invoquées par les commerçants sont tout d'abord le fonds de départ, car pour avoir des fonds soit l'entrepreneur a des fonds propres à lui ce qui est malheureusement un cas très rare, soit il est dans l'obligation d'emprunter par l'intermédiaire des agences de micro-crédit qui rappelons le présente un taux d'intérêt assez élevé et qui demande beaucoup de garantie ce qui ne facilite guère la tâche et qui fait reculer plus d'un.

Sur ce point presque plus de 60% de nos enquêtés ont tous affirmé que pour obtenir les biens qu'ils vendent à l'instar des produits chinois comme les sacs, les vêtements et autres panoplies de tout genre au marché de rue de Tsaralalana jusqu'à Behoririka, ils ont tous fait du crédit au prêt des agences de micro-finance pour avoir leurs fonds de départ.

Ensuite la seconde raison évoquée par tous est que les papiers administratifs sont trop pénibles à remplir ce qui fait que l'avancée du projet traine énormément ; et à cela s'ajoute les problèmes de corruption et le trop nombreux et coût des taxes qu'il faut payer.

Et enfin viennent l'idée que la crise n'arrange rien et rend encore les choses plus difficiles et sans oublier le fait que nombreux sont nos enquêtés qui pensent que ce sont plus les investisseurs étrangers qui sont les plus favorisés en matière d'entrepreneuriat.

Si telles sont les raisons évoquées par les commerçants, parlons maintenant des raisons avancées par les étudiants.

Les étudiants trouvent aussi qu'il est difficile d'entreprendre à Madagascar et ils évoquent deux raisons principales à cela. Tout d'abord du point de vue économique, ils trouvent que le commerce n'est pas équitable à Madagascar et la concurrence n'est pas du

tout saine, ensuite il y a le monopole des marchés, et enfin l'Etat ne fait qu'alourdir les charges. Ensuite du point de vue politique les raisons évoquées sont : l'instabilité politique et l'environnement politique et sécuritaire malgache qui n'est pas propice à l'investissement à cause de la crise.

Ces idées sont les raisons évoquées par nos enquêtés qui pensent qu'il est difficile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar. Maintenant abordons les raisons évoquées par l'infime parti des gens qui trouvent qu'il est facile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar.

Entamons par ceux des commerçants. Les commerçants trouvent qu'une bonne organisation suffit et tant qu'il y a de l'argent c'est pas difficile ; Mais l'idée la plus originale et qui nous a le plus intrigué est le propos de la personnes qui nous avances le fait que ce n'est pas difficile d'entreprendre car « le peuple est pauvre alors il faut investir dans ce qui n'est pas chère ».

Abordons maintenant l'idée des étudiants qui pensent qu'il est facile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar.

Pour cette catégorie d'étudiants qui trouvent qu'il est facile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar, les raisons évoquées sont aux conditionnelles c'est-à-dire si la sécurité est bien maîtrisée et si nous avons un environnement politique stable.

Et l'autre raison de cette facilité est évoquée par un étudiant dont-on va reprendre ici mot par mot ses dires :

ENCADRE 1 : ENTREPRENDRE OU INVESTIR A MADAGASCAR.

« Depuis la création de l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar) j'ai pu constater une nette amélioration. On n'est plus obligé d'aller en personne partout puisqu'on peut maintenant obtenir les NIF – SIDI – RCS dans le même endroit. En plus les banques à Madagascar essayent autant que possible de faciliter l'accès aux prêts bancairesMême si le taux d'intérêt nous différencie quelque fois ».

Source : nos propres investigations, juillet 2013

La plupart de nos enquêtés sont tous unanimes au fait qu'il est difficile d'entreprendre ou d'investir à Madagascar et l'on ne va plus en débattre plus longuement la dessus, mais à présent on va plutôt s'intéresser sur la contribution ou la part que l'Etat

prend dans ces domaines puisque l'Etat est censé être le promoteur du développement, et sur ce point nous avons demandé à nos enquêtés quelle part prend l'Etat dans ces domaines.

Les avis divergent mais la plupart des commerçants s'accordent tous sur un point que : il faut diminuer les impôts et faciliter les papiers administratifs tandis-que les étudiants eux s'accordent sur les points qu'il faut réduire au maximum la corruption et favoriser la transparence tout en essayant de résoudre la crise qui gangrène le pays.

3.4.- Attentes des acteurs économiques envers l'Etat par rapport à leurs conditions réelles d'existence.

Nombreuses sont les difficultés qui incombent à nos enquêtés dans leurs quêtes quotidiennes d'argent. Les difficultés qu'ils énumèrent sont l'obligation de payer des taxes pour les uns, de faire « *le chat et la souris* » avec la police des marchés et la police municipale pour les autres et le faible pouvoir d'achat des malgaches pour la quasi-totalité de tous. Ces difficultés incombent certes à l'Etat de les résoudre mais il y a tout de même un léger paradoxe à mentionner puisque même si les commerçants se plaignent des taxes qu'il faut payer, ces taxes sont au contraire bien usitées par la commune car ils servent à sécuriser le marché et aussi à balayer le marché de ses saletés. Et au sujet des plaintes envers la police, on peut dire que c'est la faute des commerçants s'ils sont harcelés quotidiennement puisqu'ils empiètent sur les trottoirs alors qu'ils devraient vendre dans les marchés homologués par la commune, mais pour eux les marchés communautaires sont loin et n'attirent pas les acheteurs ce qui les pousse à vendre sur le trottoir même si cela crée des embouteillages monstres et des démêlées avec la police.

Ainsi la seule faute qui est attribuée à l'Etat est la faiblesse du pouvoir d'achat des malgaches mais sur ce point d'énorme effort reste encore à fournir, mais voici quelques pistes de choses à faire annoncer par nos enquêtés au sujet de leurs attentes dans tous les domaines de la vie active.

Les attentes des acteurs par rapport au système varient en fonction de leurs histoires de vie personnelles et aussi en fonction de leurs situations économiques réelles. Tout d'abord évoquant leurs attentes en relation avec leur situation économique.

En entendant les attentes de ces acteurs économique, nous sommes un peu étonné et un peu pris au dépourvu car l'on ne s'attendait pas du tout à une tel réponse de leurs part puisque en les voyant travailler dans la rue et qu'ils ne veulent pas entrer dans le marché

car il n'y pas de client, alors l'on s'est dit qu'ils ne souhaiteront jamais une quelconque forme de légalisation de leurs situations, mais ce n'est pas le cas car presque 70% d'entre eux ont réitéré le vœu qu'ils souhaitent la légalisation de leur situations de travail c'est à dire, le droit de travailler librement, une place pour vendre, une patente en bonne et due forme, un certificat de consommabilité pour tous les produits mis sur le marché afin d'éviter une concurrence déloyale et si possible créer un travail stable et une création d'emploi pour les jeunes. Telles sont les attentes des acteurs économique par rapport à leurs situation économique, mais d'autres ont encore formulé des attentes par rapport à leurs histoires de vie personnelles et à leurs visions de la nation. Ces attentes sont les suivantes.

Tout d'abord presque 95% d'entre eux souhaitent que la sécurité et la paix soient le mot d'ordre principal, c'est-à-dire la sécurité de sa propre personne, de ses biens et de celles des autres ; Ensuite les problèmes d'éthiques sont fréquemment et vivement réprimandées par nos enquêtés, par exemple que l'Etat fasse ses devoirs et qu'il prenne ses responsabilités, et que la transparence soit de rigueur et qu'il veille sur le peuple ; Et enfin la quasi-totalité de nos enquêtés ont tous demandé que la crise s'arrête enfin.

CHAPITRE 4 : Interaction acteur et système

Nombreux sont les théoriciens éminents de la culture qui proposent une définition de la culture selon leur propre culture, mais pour atteindre un consensus objectif nous pouvons tous nous accorder sur une simple définition de la culture qui n'est autre que le moyen de résoudre les problèmes qui se présentent à l'individu ou au groupe. Ainsi donc nous pouvons en déduire que la culture a une assise individuelle et aussi collective ; Individuel puisque chaque individu peut se prévaloir d'un niveau culturel fort élevé ou assez modeste selon le parcours individuel mais collective puisque les individus sont tous issus d'un même processus de socialisation qui est dicté par les institutions sociétales auxquelles il appartient. Ce processus de socialisation est issu de la tradition culturelle qui doit se transmettre d'une génération à l'autre afin de perpétuer la culture familiale, sociale, et nationale dans le but de consolider la cohésion nationale.

4. 1. De l'évolution culturelle au changement culturel.

La cohésion nationale peut être effritée dans le cas où la culture dominante est en contact avec une autre culture ce qui peut relever à une évolution culturelle dans un premier temps et allant à un changement culturel dans un second moment. Pourquoi une évolution culturelle. On parle d'évolution culturelle quant-il s'agit d'un processus par lequel l'ordre existant d'une société, c'est-à-dire sa culture sociale, spirituelle et matérielle, passe d'un type à un autre, l'évolution culturelle englobe donc les processus plus ou moins rapides de changements dans la constitution politique d'une société; dans ses institutions intérieures et ses méthodes de colonisation territoriale ; dans ses croyances et ses méthodes de connaissance ; dans son instruction et ses lois. Cette évolution culturelle peut être provoquée par des facteurs et des forces jaillissant spontanément à l'intérieur de la communauté, ou elle peut se produire au contact de cultures différentes. Dans le premier cas, elle prend la forme d'une évolution indépendante ; dans le second, elle constitue le processus qu'en anthropologie on appelle généralement diffusion³⁴.

Pour le cas malgache on peut aisément dire que l'évolution culturelle n'est pas provoquée par des facteurs et des forces jaillissant spontanément à l'intérieur de la communauté, mais par le contact de différentes cultures, c'est-à-dire par le contact avec les cultures européennes. La culture Anglaise dans un premier temps durant l'ère du roi

³⁴Bronislaw Malinowski (1941), Les dynamiques de l'évolution culturelle.

Radama I et ensuite la culture française dans un second moment depuis l'ère Ranavalona et jusqu'à présent.

Nous avons parlé du ou des facteur(s) de l'évolution culturelle mais ce ne serait pas très scientifique de notre part d'ignorer le fait que quand il s'agit d'évolution culturelle il faut comprendre où et d'où ce contact s'est-il produit et quelle est la nature du processus, la méthode à usité pour le cerner et enfin les facteurs et les forces de transformation de cette culture : par exemple, les influences européennes, la résistance au changement des cultures indigènes, la promptitude à adopter certaines méthodes nouvelles tout en en rejetant d'autres³⁵.

Dans le cas qui nous intéresse, nous allons plutôt nous orienter immédiatement sur l'influence européenne sur notre culture car notre évolution culturelle en est fortement affectée à cause de la colonisation, et nous pouvons même avancer le fait suivant que certes il y a une résistance au changement culturel surtout dans les zones rurales, mais dans le cadre urbain, on constate aisément que la culture malgache a fortement évolué jusqu'à sa mutation presque complète en faveur de la culture européenne ou mondiale, et en plus actuellement demande encore une mutation complémentaire soit en faveur d'une intégration encore plus pour la culture européenne ou mondiale soit en faveur d'une réelle mise en place de l'identité malgache.

Ainsi donc le mouvement social malgache est pour ainsi dire porté par ce flux ou mouvement culturel qui place l'acteur soit dans le registre de l'identitaire malgache soit dans la sphère de la modernité à l'europpéenne, mais ce qui nous perturbe ici c'est que l'acteur ne peut pas toujours être en dualité avec ces deux flots culturels puisque soit il prend position aujourd'hui, demain il peut réfuter cette position en fonction des situations qui se présentent à lui ; Alors si le jeu de rôle de nos acteurs varie du jour au lendemain, alors il est fort probable que nos acteurs sont dénués d'identité, et le pays aussi sera dénué d'identité ; Ou soit ces deux cultures s'interposent et s'entremêlent l'une à l'autre dans la conscience collective, alors le pays peut-il survivre tout en étant moderne mais en préservant ses us et coutumes, ce qui nous nous semble à peu près le cas sans trop nous avancé avec certitude ; Ou soit on laisse la tâche à l'Etat de déterminer la politique qu'Il va suivre et la culture à adopter ou à renouveler puisqu'on peut tout de même s'avancer sur le

³⁵Bronislaw Malinowski (1941), Les dynamiques de l'évolution culturelle.

fait que l'Etat doit constituer un repère idéologique pour ses citoyens afin que la cohésion entre le système et l'acteur soit ininterrompue ;

Ainsi pour en savoir plus sur ce repère idéologique que diffuse l'Etat à l'encontre de ses citoyens et si la cohésion de ces deux instances est bien maintenue alors on a voulu connaître le positionnement des acteurs à l'égard du système et si les notions idéologiques et de valeur sont bien intégrées par les citoyens.

De fait dans une première intention nous allons appréhender par le biais de nos enquêtes si les notions de citoyenneté et d'Etat sont bien intégrées par les acteurs, ensuite nous allons voir si la confiance et le souci mutuel se sont liés entre eux deux et s'il y a un acte patriotique envisagé par nos acteurs envers la nation.

4. 2. Relation symbolique entre l'Etat et le citoyen.

4.2.1.- La citoyenneté comme culture identitaire ou droit subjectif.

L'Etat et le citoyen entretiennent toujours des relations imaginaires qui les lient presque quotidiennement par le biais des idéologies, des revendications, et des lois. Ces relations imaginaires sont nourries par des notions relatives à l'appartenance à un Etat à l'instar du nationalisme, du patriotisme, et de la citoyenneté. Mais ce lien pourrait être rompu dans le cas où ces notions sont mal comprises ou interprétées et appropriées différemment par les acteurs.

Au cours de nos enquêtes sur terrain, nous avons constaté que chacun a sa propre compréhension du mot citoyen et que sa définition se réfère avant tout soit : à sa condition réelle d'existence soit : à son degré de citoyenneté, c'est-à-dire soit il donne la primauté à ses droits en tant que citoyen, soit il priorise ses responsabilités et devoirs en tant que citoyen.

Nous tenons à souligner ici qu'il ne s'agit en aucun cas de dire que le « *bon citoyen* » est celui qui priorise ses responsabilités par rapport à ses droits ou réciproquement, mais nous souhaitons tout simplement mettre en exergue cette relation symbolique entre l'Etat et le citoyen et si ses notions et autres représentations que nous entendons quotidiennement sont des notions qui sont sujettes à revendication de la part des acteurs envers l'Etat et aussi que dans notre progression vers une évolution culturellement déjà en marche ces notions sont-elles intégrées puisqu'elles le doivent si l'on ne veut pas une rupture conceptuelle entre le système et l'acteur. De ces faits présentons la définition proposée par nos enquêtés du mot citoyen.

Tout d'abord abordons ce qu'est la vision du citoyen d'après les travailleurs salariés, et ensuite présentons celles des étudiants, et enfin celles des retraités.

Premièrement présentons la définition des travailleurs qui priorisent leurs droits. En évoquant la notion de citoyenneté envers nos enquêtés, on est stupéfait de leurs réponses car en analysant leurs réponses, on a constaté que les réponses de ceux qui priorisent leurs droits reflètent un sentiment de perte relativement à leur droit, d'insatisfaction, de lassitude, d'usurpation. A l'instar de leurs définitions que l'on a englobé comme suit :

ENCADRE N°2 : LA CITOYENNETE RELATIVE AU DROIT.

- Etre un citoyen c'est avant tout avoir la carte d'identité nationale et avoir la nationalité Malgache, ce qui leur octroie des droits : Comme le droit de travailler librement, de circuler librement, le droit de voter, et le droit d'avoir des terres.
- Etre un citoyen c'est celui qui a ses droits et ses parts dans la nation où il se situe et l'Etat doit lui rendre et lui octroyer ses droits.

De fait comme l'un ou plusieurs de ces droits sont bafoués ou ne leur sont pas attribués, alors il est quasi normal que leurs appréhensions de la citoyenneté converge immédiatement vers leurs droits et le sentiment d'avoir perdu quelque chose puisque pour ces travailleurs le fait d'être un citoyen est surtout lié au fait d'avoir des droits et que ces droits sont immuables.

Et ensuite pour les autres moitiés, le sentiment général qui se dégage est un sentiment d'obligation et de devoir, et de responsabilité c'est-à-dire pour eux être un citoyen c'est :

ENCADRE N°3 : LA CITOYENNETE RELATIVE AU DEVOIR.

- C'est quelqu'un qui a des responsabilités envers la nation et qui doit faire ce que l'Etat exige de lui.
- un citoyen doit faire ses devoirs et prendre ses responsabilités envers la nation, comme par exemple allez voter quand l'Etat le demande et faire les travaux communautaires.

Ainsi nous pouvons en déduire que pour les travailleurs, être un citoyen c'est avant tout quelqu'un qui a des responsabilités et des devoirs envers la nation tout en ayant ses propres droits en tant que personne morale qui vit dans une nation.

En nous basons sur la variable âge, le schéma suivant nous permet d'avoir deux types de définition de la citoyenneté.

TABLEAU N° 11 : TYPOLOGIE DE DEFINITION DE LA CITOYENNETE.

Age	Type de définition	Pourcentage
[20-35[	Priorisation de ses droits en tant que citoyen.	80%
[35-60[	Priorisation de ses devoirs en tant que citoyen.	90%

Au vu de ce tableau, on constate que ce sont surtout les plus jeunes adultes c'est-à-dire de [20-35[qui priorisent leurs droits dans la définition du mot citoyens. Le fait de prioriser le droit dans l'appréhension du mot citoyen pour les plus jeunes peut être appréhendé comme une sorte de revendication de ses droits qui est bafoué par les dérives des agents du système.

Pour les plus âgés c'est-à-dire de [35-60[on constate que ces personnes priorisent leurs devoirs dans la définition du mot citoyen. Le fait de prioriser le devoir dans l'appréhension du mot citoyen pour les plus âgés peut être appréhendé comme un héritage du passé colonial qui les pousse à avoir un sentiment fort envers la nation, d'où le fait qu'ils assimilent le mot citoyen au devoir.

Si tel est l'appréhension général des travailleurs de la citoyenneté, maintenant évoquons l'appréhension des étudiants de ce qu'est être un citoyen.

La vision estudiantine de la notion de citoyen accorde plus de rigueur à la responsabilisation, ensuite au droit et à l'appartenance territoriale.

Cette analyse estudiantine de la notion de citoyenneté dont on peut dire complète est issue du fait que la quasi-totalité des étudiants que nous avons enquêtés ont tous effectué des études supérieures ce qui leur procure une définition plus objective du mot citoyen.

Voici quelques-unes des définitions proposées par les étudiants.

ENCADRE N°4 : DEFINITIONS DU MOT CITOYEN PROPOSEES PAR LES ETUDIANTS.

- Etre citoyen est le fait d'appartenir à une communauté, à un Etat, à une nation. Un citoyen doit jouir de tous les droits qu'il a dans la nation et d'accomplir ses devoirs envers la nation.
- Etre un citoyen c'est un membre d'un Etat qui a pour but de lui servir et d'assumer toutes ses responsabilités que lui incombent. Autrement dit Etre un citoyen c'est être un esclave de l'Etat au moment ou un sujet s'inscrit à cet Etat même.
- Tant que j'ai tous le droit de participer à toutes les choses que l'Etat a, je réside, je suis un citoyen de cet Etat. Si je n'ai pas la nationalité Malgache, je ne suis pas un citoyen. Si je ne vais pas voter à la date indiquée donc je ne suis pas un bon citoyen.
- Etre un citoyen c'est payer les taxes et impôts, suivre les actualités, participer aux élections.

Telles sont les définitions proposées par les étudiants, mais étant donné que notre échantillon représente aussi quelques individus pris au hasard, dont les réponses sont aussi satisfaisantes que ceux des autres, alors il est tout à fait opportun de les présenter.

ENCADRE N° 5: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 72ANS.

Individu de sexe masculin, âgés de 72ans nous propose la définition suivante :
« Etre un citoyen c'est être un homme ou une femme de valeur prête dans toutes les circonstances à servir la nation avec amour et fierté ».

ENCADRE N° 6: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 60ANS.

Individu de sexe masculin, âgés de 60ans nous propose la définition suivante :
« Un citoyen c'est un individu jouissant sur le territoire de l'Etat dont il relève des droits civils et politiques ».

ENCADRE N° 7: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 64ANS.

Individu de sexe féminin, âgés de 64ans nous propose la définition suivante :
« Etre un citoyen c'est celui qui a le plus de responsabilité en tant que Malgache ».

Ainsi au vu des réponses évoquées par nos enquêtés sur la notion de citoyenneté, on peut aisément s'accorder sur le fait que ces réponses reflètent le sentiment général de la population envers l'Etat et la nation, c'est-à-dire ses droits issus de la volonté de vivre ensemble, les responsabilités envers l'Etat et la nation, et surtout son aptitude et sa volonté de faire quelque chose pour ce pays, c'est-à-dire le sentiment patriotique ou nationaliste qui se dégage dès qu'on parle de citoyenneté.

Et c'est la raison pour laquelle nous avons voulu poser cette question à nos enquêtés, puisque premièrement si la notion de citoyenneté est bien intégrée par nos concitoyens cela signifie en quelque sorte que le repère idéologique que l'Etat diffuse à ses concitoyens est bien assimilé ce qui promet un beau mariage entre l'Etat et les citoyens et un brillant avenir pour la nation, ou deuxièmement cette notion de citoyenneté est interprétée diversement par les citoyens, ce qui veut dire que chacun a ses propres définitions du mot, et dans ce cas de figure le mot citoyenneté n'évoque que de la rancœur des citoyens envers l'Etat puisque ce dernier est perçu comme quelqu'un qui les a privés de leurs droits, et enfin troisièmement le mot citoyen est une notion qui a une signification universelle mais qui présente un paradigme culturel puisque la définition du mot citoyen peut être universel mais du point de vue culturel le citoyen Malgache n'a pas ses mêmes sens de valeurs que celui du citoyen Français ou Anglais même si ce sont tous des citoyens de leurs pays respectives et qu'étant tous citoyens ils n'ont pas les mêmes esprits nationalistes ou patriotiques envers leurs pays respectifs.

Mais en tout cas le mot citoyen doit toujours revêtir pour les acteurs le fait d'appartenance ou d'appartenir à un territoire et à un groupe, ce qui fait qu'automatiquement un sentiment patriotique ou nationaliste naît inéluctablement dans le cœur du citoyen, ce qui lui pousse à agir et à faire quelque chose pour son pays.

Ainsi, parti de ce postulat nous avons demandé à nos enquêtés ce qu'ils pouvaient faire pour cet Etat en tant que citoyen.

Avant de proposer ces actes patriotiques, il est tout d'abord utile de présenter l'appréhension citoyenne de la notion d'Etat et de leur attente envers cet Etat pour mieux comprendre leur velléité d'action ou indifférence envers l'Etat.

4. 2. 2 Actes patriotiques ou démission civique.

4. 2. 2. 1. *Appréhension citoyenne de la notion d'Etat.*

Chaque citoyen à ses appréhensions du mot Etat et étant donné que c'est une notion abstraite alors les définitions évoquées varient d'un sujet à un autre et de ce qu'il souhaite que l'Etat soit. Voici donc la compréhension des citoyens du mot Etat. Et entamons par la vision des travailleurs.

ENCADRE N° 8: VISION DES TRAVAILLEURS DU MOT ETAT.

- L'Etat est une entité organisationnelle pour gérer le pays et qui a des responsabilités
- C'est nous le peuple qui est l'Etat.
- L'Etat est la somme des hommes que le peuple a choisi pour gouverner.
- L'Etat doit être souverain, indépendant, et a sa propre spécificité et ses valeurs.
- L'Etat c'est le somme ou l'entité ou l'organisation de tous les malgaches.
- L'Etat c'est relatif au gouvernement.
- L'Etat c'est celui qui donne des ordres et promulgue des lois pour le vivre ensemble de tous les Malgaches.
- L'Etat c'est celui qui encadre et gère le peuple, et c'est lui aussi qui veille sur le bien-être de la population.
- L'Etat c'est le roi dans tout ce qu'il veut entreprendre ; il dicte et il tranche.

Si telle est la vision des travailleurs de l'Etat maintenant abordons la vision des étudiants de l'Etat.

ENCADRE N° 9: VISION DES ETUDIANTS DU MOT ETAT.

- Un Etat c'est souverain, libre, indépendant : économiquement, politiquement,.....
- L'Etat c'est une notion abstraite pour désigner la faiblesse de l'homme.
- Un Etat est une nation, un pays, un patrimoine d'un peuple. Un Etat est composé par ses dirigeants ou le gouvernement et son peuple ou ses citoyens.
- L'Etat est l'ensemble des systèmes posés par une nation qui est administré par un gouvernement qui est composé des différents pouvoirs (Exécutif, Législatif, Judiciaire).

A cette vision des étudiants, on peut ajouter celle des retraités.

ENCADRE N° 10: VISION DES ETUDIANTS DU MOT ETAT.

- L'Etat est le gardien de l'ordre, de la justice et de la souveraineté nationale.
- L'Etat est une nation organisée, administrée par un gouvernement. Il développe ses relations aux autres Etats : Relations diplomatiques, économiques, commerciales, sociales, et culturelles.

Au vu des réponses de nos enquêtés on pourrait largement avancer le fait que l'Etat est une organisation de la cité ou de la nation, et que avec ce type d'organisation il y a des demandes internes que ces résidents souhaitent être accomplis par l'Etat à l'instar de la souveraineté que le peuple réclame vivement et que l'Etat incarne cette souveraineté à leur égard. Mais l'on se demande pourquoi nos enquêtés incluent cette souveraineté dans leur appréhension de l'Etat étant entendu que Madagascar a acquis son indépendance depuis fort longtemps.

La réponse à cette question peut être tirée de la conjoncture actuelle, c'est-à-dire à cause de l'ingérence de la communauté internationale dans la résolution de la crise politique Malgache et vu que c'est elle qui dicte les règles du jeu, alors le sentiment général de la population est la perte de la souveraineté, puisque si l'Etat n'est pas indépendant dans ses choix cela veut dire que c'est le peuple tout entier qui est assujéti ou colonisé par les décisions du système extérieur, et comme l'un de nos enquêtés l'a si bien dit : « *Ny fanjakana dia isika vahoaka.* », littéralement « *L'Etat c'est nous le peuple.* »

Dans la définition de l'Etat que nos enquêtés proposent on remarque que quelque une de ces définition s'apparente à leur attente de l'Etat ce qui nous a poussé à leur demander explicitement ce qu'ils attendent de l'Etat.

4. 2. 2. 2. Attente citoyenne envers l'Etat.

Les attentes énoncées par les citoyens envers l'Etat sont très nombreuses et très diverses, mais globalement ces attentes sont toutes en rapport avec la conjoncture quotidienne des Malgaches à l'heure actuelle.

Evoquons tout d'abord l'attente des travailleurs.

ENCADRE N° 11: ATTENTE DES TRAVAILLEURS ENVERS L'ETAT.

- L'Etat ne devrait plus attendre les réclamations ou recommandations du peuple mais il doit prendre ses responsabilités et c'est son devoir de développer le pays.
- L'Etat doit veiller sur le peuple même durant les périodes non électorales car l'Etat ne veille sur le peuple que durant ces périodes.
- L'Etat devrait créer de l'emploi, des entreprises, des infrastructures.
- L'Etat doit organiser les élections le plutôt que possible.
- L'Etat doit savoir gouverner.
- L'Etat doit proposer une ou des formations paysannes car 80% de la population sont des paysans.
- L'Etat doit assurer la sécurité de ma personne, de mes biens, me donner un emploi.
- L'Etat doit développer le pays et améliorer le train de vie des Malgaches.
- L'Etat doit assurer la stabilité politique et me protéger.
- L'Etat doit assurer l'éducation, la sécurité, et la paix sociale.
- L'Etat doit être le garant de la paix sociale et des droits civiques des citoyens.

Si telles sont les attentes des travailleurs envers l'Etat maintenant voyons les attentes des étudiants.

ENCADRE N° 12: ATTENTE DES ETUDIANTS ENVERS L'ETAT.

- L'Etat devra faire en sorte que les études dans les universités publiques soient accessible à tous, mais aussi sans corruption. Privilégier les études supérieures pourra faire décoller notre économie, puisqu'on dispose de matière grise avec des milliers de jeunes à Madagascar. Et j'aimerais aussi que l'Etat fasse un peu plus attention au talent de chacun. Après tout je crois que c'est notre droit non ?
- Rien que la sécurité.
- Des actions de développement durable qui visent à répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la vie des générations futures.
- La sécurité, la bonne gouvernance, le respect des droit de l'homme, La transparence.
- Le décollage économique du pays.

Pour terminer sur les attentes des citoyens envers l'Etat, voici quelques-unes des attentes énoncées par les retraités.

ENCADRE N° 13: ATTENTE DES RETRAITES ENVERS L'ÉTAT.

- La transparence, sens de la dignité et de responsabilité.
- Respecter ses fonctions.
- Bonne gouvernance, transparence, La sécurité.

Outre le fait que les attentes sont toutes en rapport avec la conjoncture quotidienne des Malgaches à l'heure actuelle, on peut aussi ajouter le fait que les attentes des citoyens relèvent du droit subjectif que les citoyens acquièrent envers l'Etat, pour mieux expliciter reprenons les termes de P. Bourdieu sur l'Etat qui stipule que l'Etat existe sous deux formes : dans la réalité objective, sous la forme d'un ensemble d'institutions comme des règlements, des bureaux, des ministères, etc. L'État, est, pour une part, la trace dans la réalité de conquêtes sociale Et l'État existe aussi dans la tête sous la forme de droit subjectif (« *ça c'est mon droit* », « *on ne peut pas me faire ça* »). Et c'est ce que notre enquêté vient justement de nous relever « *Et j'aimerais aussi que l'Etat fasse un peu plus attention au talent de chacun. Après tout je crois que c'est notre droit non ?* »

4. 2. 2. 3. Actes patriotique ou démission civique.

Etant au courant de la vision citoyenne de l'Etat et de ses attentes envers l'Etat, on a explicitement demandé à nos enquêtés ce qu'ils peuvent faire pour la nation ou l'Etat afin de savoir à quel point les citoyens s'attachent à cette nation, ou dans le cas contraire la rupture entre le système est largement consommée d'où le fait de la démission civique.

Voici donc les réponses énoncées par ces derniers. Tout d'abord entamons par les réponses des travailleurs.

Le tiers de nos enquêtés n'ont pas répondu à cette question puisqu'ils ont rien à trouver à dire à part la perplexité et l'étonnement face à cette question et d'autres ont quasiment répondu qu'il :

ENCADRE N° 14: LES TRAVAILLEURS QUI NE SOUHAITENT PAS FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ETAT.

- Ne sait pas ce qu'il devrait faire.
- Rien si l'Etat ne fait rien
- Rien à part prier pour l'Etat et l'Ariary.
- Ce n'est pas au peuple d'aider l'Etat mais c'est l'Etat qui a le devoir d'aider le peuple.
- Devoir militaire de 2ans c'est suffisant.

D'autres ont tous de même essayé de bien répondre à nos questions.

ENCADRE N° 15: LES TRAVAILLEURS QUI SOUHAITENT FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ETAT.

- Payer les impôts et les taxes communautaires.
- Pousser les politiciens à s'aimer.
- Donner des solutions comme l'élection
- Voter quand c'est les élections.
- Payer les taxes sur le revenu et les impôts.
- Prendre ma part aux travaux nécessitant la participation de tout un chacun.
- C'est de bien me conduire et de bien former ma famille car une famille accomplie est une nation accomplie.
- J'aimerais bien donner des idées pour aider l'Etat mais je ne sais pas comment faire et vers qui dois-je me tourner.

Le dire de cette personne nous a provoqué un petit pincement au cœur, car il relate bien la portée subjective de notre étude et aussi la situation réelle entre le système et l'acteur malgache qui n'arrive même pas à communiquer ce qui crée une rupture entre le système et l'acteur.

Mais nous tenons ici à confirmer notre engagement a porté loin notre étude afin que le dire de ce monsieur ne reste pas vain et qu'il puisse bien arriver aux oreilles des dirigeants ; Et sur ce point nous reprenons le terme de VOLTAIRE qui dit en substance que : « *Je ne partage pas votre idée, mais je me battraï toujours pour que vous puissiez l'exprimer.* »³⁶

Si tels sont les actes patriotiques que les travailleurs peuvent faire pour l'Etat, maintenant abordons ce que les étudiants comptent entreprendre.

³⁶ VOLTAIRE. Œuvre choisi.

ENCADRE N° 16: ACTES PATRIOTIQUES DES ETUDIANTS ENVERS L'ETAT.

- Contribuer aux développements notamment, éduquer, sensibiliser la société sur ce qu'est la citoyenneté, sur ce qu'est un développement durable, sur comment investir et comment entreprendre avec un minimum de financement pour que l'Etat puisse se développer.
- Faire mon devoir en tant que citoyen.
- Organiser des débats télévisés sur des thématiques nationales.
- La démission civique
- Prendre mes responsabilités en tant qu'étudiant.

Si tels sont les actes patriotiques que les étudiants peuvent faire pour l'Etat, maintenant abordons ce que les retraités comptent entreprendre pour la nation.

ENCADRE N° 17: ACTES PATRIOTIQUES DES ETUDIANTS ENVERS L'ETAT.

- Payer les taxes sur les revenus et les impôts.
- Prendre part aux travaux nécessitant la participation de tout un chacun.
- Suivre les actualités, voter ;

Au vu de ces données on ne peut pas particulièrement et totalement parler d'acte patriotique mais seulement de participation citoyenne aux différentes tâches communautaires et actes imposés par l'Etat, autrement dit il n'y a pas de réel velléité citoyenne de faire quelque chose pour la nation sans une quelconque forme d'imposition, à part les quelques-uns qui projettent ou en train d'effectuer un acte patriotique, mais même s'il y a quelques-uns qui ont cette ferveur patriotique, on constate que même s'ils souhaitent aider l'Etat, leurs ferveurs sont annihilés par leurs méconnaissances des démarches et des procédures à suivre, c'est-à-dire une réelle méconnaissance du principe démocratique qui coupe la communication entre l'émetteur et le récepteur.

A part ces problèmes d'imposition et d'incompréhension du principe démocratique, il y a aussi les citoyens qui dénigrent complètement son statut de citoyen, c'est-à-dire une démission civique pas dans le sens du refus de l'ordre préétabli mais dans le sens de l'indifférence citoyenne envers l'Etat et la nation.

Alors l'on s'est demandé quelles sont les causes qui ont conduit à cette indifférence ?

Nous pouvons annoncer des hypothèses comme la violence symbolique et physique faite par l'Etat envers les citoyens qui font que les citoyens se replient sur eux-mêmes et ne

veulent plus entendre parler de l'Etat, d'où cette indifférence, mais pour mieux avoir une conception plus concrète, nous avons posé des questions sur les liens mutuels entre l'Etat et le citoyen. Avant de présenter ces questions résumons tout d'abord sous forme de tableau la prédisposition de nos enquêtés à faire quelque chose pour l'Etat.

TABLEAU N° 12 : ENQUETES PREDISPOSES A FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ETAT.

	Velléité à aider l'Etat	Indifférence envers l'Etat
Travailleurs	35%	65%
Etudiants	60%	40%
Retraités	100%	0%

Sources : nos propres investigations juillet 2013

Ces questions se posent comme suit : Faites vous confiance à l'Etat ? Pourquoi ? Pensez-vous que l'Etat se souci de votre sort ? Pourquoi ?

On va présenter ces réponses sous forme de tableau.

TABLEAU N° 13 : ENQUETES QUI FONT CONFIANCE OU NON A L'ETAT.

	Fait confiance à l'Etat	Ne fait pas confiance à l'Etat
Travailleurs	10%	90%
Etudiants	0%	100%
Retraité	0%	100%

Sources : nos propres investigations juillet 2013

Ce tableau est très explicite de la confiance que les citoyens accordent à l'Etat, c'est-à-dire 90% d'entre eux ne fait pas confiance à l'Etat et les raisons évoquées sont : le non-respect de tous (de la démocratie, des lois, de la transparence) plus la corruption, et les mensonges répétitifs.

Et les 10% qui accordent leurs confiances à l'Etat, soit ils posent des conditions par exemple si l'Etat ne vise que les biens pour la nation, s'il est sérieux et crédible. Soit ils se résignent à accorder leurs confiances puisque comme ils le disent si bien :

« C'est l'Etat qui est en place et on ne peut rien faire d'autres que d'avoir confiance en eux ».

Et les autres qui font confiance à l'Etat ont confiance au système Etatique mais n'ont pas confiance aux dirigeants.

Maintenant voyons le cas de ceux qui trouvent ou non que l'Etat se souci de leur sort.

TABLEAU N°14 : POURCENTAGE DES ENQUETES QUI PENSENT OU NON QUE L'ETAT SE SOUCIE DE LEUR SORT.

	L'Etat se soucie de leur sort.	L'Etat ne se soucie pas de leur sort.
Travailleurs	5%	95%
Etudiants	0%	100%
Retraité	0%	100%

Sources : nos propres investigations juillet 2013.

D'après ce tableau la quasi-totalité de nos enquêtés trouvent que l'Etat ne se soucie pas de leur sort et les causes qu'ils évoquent tous sont : Ils ne se soucient de leur propre personne et de la lutte interne pour le pouvoir, mais jamais ils ne se soucient du peuple. Pour les 5% qui pensent le contraire, ils trouvent que dès fois l'Etat se soucie un peu de leur sort, mais c'est très rare.

Ainsi au vu de la confiance que les citoyens accordent à l'Etat et l'insouciance que l'Etat porte à l'égard des citoyens il n'est guère étonnant que l'on est en présence d'une démission civique et que si rien ne change l'ampleur de ce phénomène s'aggravera d'année en année.

Mais ce qui nous a peu étonné c'est que même si l'Etat ne se soucie pas de leur sort, et que d'autres sont plus prompts ou non à aider ce pays, et que d'autres se ruent volontiers à la démission civique, nous pouvons être dans la quasi-certitude que la totalité de nos enquêtés sont tous des membres à part entière de ce pays, puisque au vue de ces tragédies collectives citoyennes nous pourrions être amené à dire que quelque uns penseront qu'ils ont un peu perdu leur part dans la société, mais pour eux ce n'est pas du tout le cas car 100% de nos enquêtés pensent et trouvent qu'ils sont des membres à part entière de ce pays.

De ce fait et étant donné que tout le monde pense qu'il est un membre à part entière de ce pays alors nous leur avons demandé quels sont alors les fondements et les valeurs que l'Etat diffuse pour les citoyens.

4. 3. Fondement et valeur républicain de la nation Malgache.

4. 3. 1. : Assise identitaire

Tous les Etats du monde qu'ils soient républicain, monarchique, fédéral, ou autre... ont tous une devise qui représente en quelque sorte l'identité du pays et les valeurs chères à

la nation pour le guider. En guise d'exemple nous pouvons prendre le cas de la devise de la France qui est : « *L'Egalité-Fraternité-liberté* » Cette devise française est claire et bien intégrée par les citoyens français, puisque même si la France a vécu 5 républiques cette devise est restée immuable. Pour le cas Malgache nous pouvons dire qu'à chaque passage d'un république à une autre la devise change, ce qui veut dire que la devise des Malgache change au gré des dirigeants et actuellement la devise de cet quatrième république est :« *Fitiavana-Tanidrazana-Fandrosoana* ».

Cette nouvelle devise Malgache est certes fraîchement votée en référendum par les citoyens et mise en vigueur le 17 novembre 2010 mais dire qu'il représente l'identitaire malgache n'est pas une certitude, et son intégration dans l'imaginaire des citoyens n'est pas encore gagnée.

Avant de proposer la réponse des citoyens sur le fondement ou devise de ce pays, nous allons tout d'abord présenter le PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVème REPUBLIQUE A SOUMETTRE A REFERENDUM (Cf. Annexe 2) afin d'avoir plus ample connaissance de la nouvelle constitution Malgache. Nous tenons à signaler ici que nous avons pris que quelques éléments qui nous intéressent mais non pas l'intégralité du texte.

Avant de soumettre la réponse des enquêtés nous tenons tout de même à préciser que la traduction malgache du mot devise ou des autres mots comme fondement ou valeur nous a quelque peu mis en difficulté et quelque peu changer l'appréhension de nos enquêtés de la question qu'on leur posait, mais comme le contexte étant assez clair pour tout le monde, alors les réponses annoncées par ces derniers sont tout à fait exploitables.

A part cette difficulté de traduction, nombreux sont ceux qui n'ont pas répondu à notre question, soit parce qu'ils ne connaissent pas la réponse et ont honte d'eux même ou soit il y a une profonde réflexion et hésitation avant de nous répondre et après ils disent n'importe quoi. En somme, nous n'avons que 40% des enquêtés qui présentent des réponses exploitables c'est-à-dire, des enquêtés qui comprennent la question et qui répondent franchement sans ambiguïté et sans essayer de trouver la réponse qui va nous plaire.

Tout d'abord évoquant les idées de ceux qui pensent carrément que ce pays n'a pas de fondement et de valeur.

ENCADRE N° 18: LES ENQUETES QUI TROUVENT QUE CE PAYS N'A PAS DE FONDEMENT.

- Ce pays n'a pas d'idéologie claire et il avance comme un bœuf.
- Ce pays n'a pas de devise.
- Il n'y a pas de fondement ou de valeurs nationales.

Ensuite il y a ceux qui tirent le fondement ou valeurs de ce pays en fonction des thèmes star que l'Etat évoque à répétition.

ENCADRE N° 19: LES ENQUETES QUI TIRENT LE FONDEMENT DE CE PAYS PAR LE BIAIS DES THEMES STARS.

- Le fondement de ce pays est le « manaram-pénitra » ou la perfection mais le peuple ne présente pas du tout un caractère de la perfection.
- La devise actuelle est la préparation des élections.
- La devise de cet Etat est de prolonger la transition.

Pour continuer évoquant maintenant la devise de ce pays d'après nos enquêtés.

La devise actuelle de Madagascar est : « Fitiavana – Tanindrazana – Fandrosoana ». Mais au cours de nos enquêtes, on peut dire qu'il n'y avait aucune personne qui a su répondre correctement et dans l'ordre à cette thématique car soit, ils ont oublié l'un ou voir les deux thèmes soit, ils ajoutent d'autres thématiques issues du passé.

Voici donc ces devises.

ENCADRE N° 20: LA DEVISE DE CE PAYS D'APRES LES ENQUETES.

- « Tanindrazana-fahafahana- fandrosoana »
- « Fitiavana- tanindrazana-filaminana »
- « Fifidianana-fitiavana-fihavotana–tanindrazana »
- « fifidianana »
- « Fihavanana-firaisakina »
- « Fahamarinana-fandrosoana »

le fondement ou valeurs de ce pays évoqué par nos enquêtés, en terme de compréhension du slogan ne correspond pas à ce qui est juridiquement accepté cela veut dire que chacun appréhendent les réalité selon des visions différentes. Ce qui traduit une forme de rupture qui conforte notre thèse sur la systémie sociale et l'acteur.

ENCADRE N° 21: LE FONDEMENT OU VALEURS DE CE PAYS EVOQUE PAR NOS ENQUETES.

- Masina ny tanindrazana
- Souveraineté nationale ; civisme ; amour de la patrie ; intégrité.
- Amour de la patrie ; souveraineté nationale.
- Assurer l'ordre et l'unité nationale.

Au vu de ces réponses notre analyse est plutôt mitigée, puisqu'il y a ceux qui ne connaissent ou qui ne veulent pas savoir et ceux qui tentent tout prix de garder ces contact avec l'Etat, mais en tout cas ce qui est sûr c'est que les citoyens ne sont pas le seul à blâmer s'ils ne connaissent pas la devise ou le fondement et valeur de la nation où il vivent mais c'est aussi la tâche qui incombe à l'Etat d'inculquer ces valeurs car notre manière de « vivre ensemble » en dépend grandement et largement.

Etant au courant que les citoyens ont un regard parfois indifférent ou investi des valeurs de ce pays, alors pour savoir s'ils ont une quelconque volonté d'y contribuer à la marche de ce pays, alors nous leur avons demandé s'ils sont membres ou non d'un parti politique.

4. 3. 2. Conception citoyenne de partis politiques.

La quasi-totalité de nos enquêtés sont tous unanimes à ce point, qu'ils ne souhaitent en aucun adhérer à un parti politique, et les raisons évoquées par la majorité sont les suivantes :

ENCADRE N° 22: LES RAISONS DU REFUS D'INTEGRER UN PARTI POLITIQUE.

- Ce n'est pas intéressant.
- On en a marre de la politique.
- Les partis politiques n'ont pas une réelle assise.
- Les partis politiques sont trop nombreux pour ne rien faire.
- La politique ce n'est pas de mon ressort.
- Les partis politiques ne s'intéressent qu'au pouvoir.
- Personnellement je préfère être membre d'une société civile.

En constatant ces réponses, on comprend aisément que les gens en ont marre de la politique et qu'ils ne trouvent rien d'intéressant et de bénéfique d'être membre d'un parti politique, ce qui nous laisse présager d'une réelle rupture entre le système et l'acteur et aussi une réelle annihilation du dynamisme des acteurs, puisque les partis politiques en tant qu'institution charnière entre le sommet et la base ne comble plus ses fonctions, alors si la

notion même de politique est tellement pervertie, et que les citoyens ne trouvent pas en la politique ses vertus de gouvernance alors comment les aspirations du peuple peuvent-ils aller jusqu'au sommet. Et à cela s'ajoute le fait que la participation politique citoyenne n'est plus qu'un mirage car qui dit participation politique citoyenne dit engagement dans la vie de la nation et la vie politique de la nation et sans cet engagement citoyen, la vie de la nation, ne serait plus qu'une vie vouée à la satisfaction des besoins économiques c'est-à-dire une vie réduite qu'à sa fonction matérielle. Et enfin comme l'ont si bien dit la plupart de nos enquêtés Les partis politiques ne s'intéressent qu'au pouvoir c'est-à-dire les partis politiques fonctionnent que pour la lutte du pouvoir d'Etat, autrement dit la lutte pour le pouvoir d'Etat est la seule vocation qui anime les partis politiques puisque ces derniers ne jouent plus leurs rôles d'intermédiaires entre le sommet et la base ce qui fait que les aspirations du peuple n'arrivent pas au sommet.

A cela ajouter au fait que La répression physique et symbolique qui se manifeste par la crainte et les mensonges répétitifs des partis politiques pousse l'acteur à se replier sur lui-même et à ne plus demander des comptes à l'Etat, et à ne plus s'intéresser à la vie politique de la nation car il ne voit pas en l'Etat et ces politiciens ses représentants mais seulement ces appareils répressifs et la lutte pour l'accapuration de ce pouvoir répressif.

CHAPITRE 5 : Entre logique des acteurs et logique du système

Au cours de nos enquêtes, notre sentiment qu'il y a une rupture entre l'acteur et le système est conforté d'enquêtes en enquêtes, mais nous avons encore posé des questions semi-ouvertes à nos enquêtés de manière un peu détournée si l'on peut le dire ainsi, à l'instar de: -Penser-vous qu'il y a une rupture entre le système et l'acteur ? Le oui le remporte dans la grande majorité.

5. 1. : Logique du système

La logique du système malgache est pareil à toutes celles de tous les Etats anciennement colonisés par la France, c'est-à-dire le système veut affirmer sa souveraineté, mais faute de moyen (matériel et financier) et à cause de ses nombreuses défaillances, le système malgache est obligé et condamné à l'ouverture avec les autres systèmes extérieurs. Ce qui nous donne : - un développement exogène mais non pas endogène,- Une politique hybride qui est calquée avec celle de la réalité française, - un Etat épouvantail qui est présent symboliquement mais dans la réalité ce sont les multinationales qui dirigent. Toutes ces situations conduisent à une pratique politique exempte d'éthique :

-Mauvaise gestion de l'argent public ; - Népotisme ; - Mensonge répétitif ; - Dépravation de la notion de politique.

Tous ces maux sont intégrés par les acteurs puisque les représentants étatique sont des leaders et en tant que tel ils sont perçus par les acteurs comme leurs « Ray aman-dreny. »

5. 2. : Logique des acteurs

-Est-ce que le système et l'acteur doivent marcher ensemble voir même sur le même piédestal ? Sur ce point certes le Oui l'emporte majoritairement grâce à leur vision du principe démocratique mais il y a tout de même des réticences car d'autres souhaitent que l'Etat se conduise comme des « Ray aman-dreny », et le peuple comme ses enfants c'est-à-dire l'Etat donne des ordres et le peuple obéit.

-Comment réconcilier l'acteur et le système ?

Des profusions de souhait sont énoncés par nos enquêtés pour concilier ces deux acteurs.

ENCADRE N° 23: LES ACTES A FAIRE ENONCES PAR LES ENQUETES POUR CONCILIER LE SYSTEME ET L'ACTEUR.

- Il faut répondre à l'aspiration du peuple.
- Il faut que le peuple puisse s'exprimer mais non pas la répression immédiate.
- Cela dépend du dirigeant et du peuple à diriger.
- Il faut respecter la voix des urnes.
- Il faut créer des emplois pour les gens non éduqué.
- L'unité et le consensus.
- Se donner un objectif unique et tout le monde s'y tienne.
- Confiance réciproque.
- Trouver un terrain d'entente par une bonne loi.
- Par la voix démocratique.
- Par le retour de l'Etat à l'ordre constitutionnel.
- Changement de système et conférence nationale (grand débat).
- En transformant la conscience citoyenne.

Au vu de ces réponses un postulat s'est dégagée qui n'est autre que : La satisfaction des aspirations du peuple détermine la cohésion entre le système et l'acteur, ce qui nous ramène à notre hypothèse de départ c'est-à-dire tant-que les défaillances politique et économique de système perdure l'acteur sera toujours en contradiction avec le système. En effet si l'équilibre entre les besoins et les ressources n'est pas satisfait par l'Etat alors est les citoyens se sentent comme un membre à part inéquitable de la société d'où le fait que les notions de civisme ; de nationalisme ; de patriotisme et de malgachéité seront un concept galvaudé. A part cela une personne nous a tout de même réitéré un avis fort explicite qui stipule que pour concilier l'acteur et le système il faut un changement de système, on ne sait pas réellement s'il est conscient de ce qu'il avance mais à notre sens un changement de système veut dire une rupture avec l'ancien système et qui dit rupture avec le système dit révolution. Mais à bien y penser ne serait-ce pas la bonne solution pour Madagascar, mais avant d'entamer cette révolution il faut tout de même la définir et savoir quel type de révolution souhaitons-nous, et est-il possible de mener à bien cette transition vers un nouveau système pour Madagascar. Détailler les éléments fonctionnels pour conduire une révolution n'est pas de notre ressort, mais ce qui nous intéresse ici c'est pourquoi cette personne est-elle arrivée au point qu'il faut un changement de système pour Madagascar. La réponse saute aux yeux c'est-à-dire il y a une rupture entre l'acteur et le système et que cette rupture invite à une modélisation, ou changement ou transformation

du système préexistante, afin que le système et l'acteur soient dans la même enceinte institutionnelle. Mais pour que nous puissions apporter une quelconque modélisation du système, voire même une rupture avec l'ancien système, rappelons d'abord les différents points de rupture entre le système et l'acteur énoncés par nos enquêtés afin de mieux bénéficier d'une meilleure prospective.

Les ruptures énoncées par nos enquêtés se subdivisent en trois domaines bien distincts, c'est-à-dire économique, politique, et social.

Tout d'abord du point de vue économique la rupture concerne la défaillance de l'Etat dans ses fonctions de promoteur du développement, c'est-à-dire les acteurs ne voient plus en l'Etat ses représentants et une institution promoteur du développement mais simplement ses appareils répressifs car vu que la crise ne s'estompe guère et qu'ils ne sont pas en présence d'un environnement favorable aux affaires et à cela s'ajoute le fait que les agents de la commune qui ne sont là que pour les chasser et pour les prélever des impôts. Ce qui veut dire que pour eux l'Etat reste que dans ses fonctions répressives et n'octroie en aucune manière le développement.

Ensuite du point de vue politique la rupture concerne en premier lieu les problèmes relatifs au principe démocratique et en second lieu par l'écœurement envers la politique. Au principe démocratique parce que les acteurs malgaches n'arrivent même pas à communiquer avec le système à cause de la méconnaissance du principe démocratique qui coupe la communication entre l'émetteur et le récepteur et aussi par le fait que les partis politiques n'assument pas leur fonction d'intermédiaire entre le sommet et la base.

Ensuite deuxièmement l'écœurement envers la politique qui annihile la ferveur patriotique à cause de la répression physique et symbolique qui se manifeste par la crainte et les mensonges répétitifs des partis politiques qui pousse l'acteur à en avoir marre de la politique et de se replier sur lui-même et à ne plus demander des comptes à l'Etat, et à ne plus s'intéresser à la vie politique de la nation car il ne voit pas en l'Etat et ces politiciens ses représentants mais seulement ces appareils répressifs et la lutte pour l'accapitation de ce pouvoir répressif.

Et enfin sur le plan social, la rupture se manifeste surtout au niveau des modes de régulation de la vie sociale, car ce n'est plus les normes institutionnelles qui prime dans la régulation de la vie communautaire mais c'est la logique du capital, c'est-à-dire en situation de survie les acteurs ne seront animés que par la logique du capital puisque la base

économique est faible alors, l'assise de la superstructure ne sera qu'un concept dénoué de sens.

Telles sont donc les ruptures énoncées par nos enquêtés et qui réclame une prospective de réconciliation de notre part en tant qu'Etudiant en sociologie et citoyen de ce pays, mais avant de les proposer nous allons tout de même édifier une brève conclusion de cette deuxième partie et ensuite dans la troisième et dernière partie, on va présenter ces perspectives.

Conclusion partielle

Les citoyens malgaches sont en proie à une menace permanente, cette menace n'est pas d'ordre physique mais symbolique ; Symbolique parce qu'on ne les écoute pas, on ne les comprend pas et on ne leur octroie pas la valeur qui leur revient de droit et on ne répond pas à ses aspirations. Ce qui veut dire que sa démocratie est en péril.

La société malgache est fracturée, cette fracture est d'ordre matérielle puisque cette société présente des citoyens « *automates* » qui ne fonctionnent que pour reproduire la force de travail qu'ils ont la veille et qu'il est impératif de le reproduire aujourd'hui sans avoir la certitude de pouvoir le reproduire le lendemain, mais cette fracture d'ordre matérielle conduit à une fracture d'ordre symbolique, puisque des individus qui ont des problèmes matériels n'ont pas le temps et les moyens afférent aux activités de cohésion sociale.

La logique du système n'est pas la logique des acteurs et la logique des acteurs n'est pas la logique du système, ce qui nous donne un dynamisme très contradictoire pour un gouvernant et un gouverné pour une seule et unique nation.

De ces perspectives découlent un sentiment de devoir, et ce sentiment ne peut être assouvi que par des prospectives de réconciliation entre le système et l'acteur, qui espérons-le satisfait l'avidité scientifique des acteurs, comme ceux des agents de tous les systèmes.

TROISIEME PARTIE : Prospective de Réconciliation entre le système et l'acteur

Introduction partielle

La rupture entre le système et l'acteur n'est pas un fait récent, et dire où et quand cette rupture s'est produite n'est pas une tâche aisée, puisque cette rupture revêt une dimension spatio-temporelle assujettie au contexte de l'époque, ainsi y apporter quelques éléments de réponse sera un travail de longue haleine et requiert une connaissance approfondie de l'histoire. Mais ce qui nous intéresse ce sont ses manifestations et comment faire pour qu'il y ait une recomposition du lien social.

Cette tâche n'est pas aisée, mais ne pas proposer une tentative de réconciliation entre le système et l'acteur serait comme une démission civique de notre part et un manque d'égard à notre discipline.

Les propositions que nous suggérons seront des propositions qui espérons-le valident la rigueur scientifique exigée à une telle entreprise, mais en tout cas ces propositions émanent des enquêtes que nous avons menées et émanent de la subjectivité d'un acteur qui propose un regard objective de la société et souhaite une prospective consensuelle.

Avant de proposer ces perspectives, nous souhaitons tout de même effectuer une analyse sociologique approfondie des différentes ruptures entre le système et l'acteur que nous avons cité auparavant et ensuite, nous présenterons ces propositions et enfin on va présenter les enjeux sur le devenir de la nation si cette rupture perdure.

Chapitre 6 : Perspective de la rupture entre le système et l'acteur.

La rupture entre le système et l'acteur englobe tous les domaines d'interactions entre le système et l'acteur et s'articulent entre eux puisqu'elle implique les différents domaines comme l'économique, la politique, le culturel et le social.

Du point de vue économique la rupture concerne la défaillance de l'Etat dans ses fonctions de promoteur du développement, c'est-à-dire les acteurs ne voient plus en l'Etat ses représentants et une institution promoteur du développement mais simplement ses appareils répressifs car vu que la crise ne s'estompe guère et qu'ils ne sont pas en présence d'un environnement favorable aux affaires et à cela s'ajoute le fait que les agents de la commune qui ne sont là que pour les chasser et pour les prélever des impôts. Ce qui veut dire que pour eux l'Etat reste que dans ses fonctions répressives et n'octroie en aucune manière le développement.

6. 1. : Opérationnalisation des hypothèses.

Si on ramène cette idée à notre hypothèse de départ, on pourrait simplement s'accorder sur le fait que la perception citoyenne du système est basée sur le rôle du système, autrement dit les représentations citoyennes du système sont fonctionnelles ou dysfonctionnelles en fonction de l'accomplissement de ces rôles. Le système est fonctionnel s'il accomplit ses tâches comme promouvoir le développement par exemple et qu'il atteigne ses objectifs, ou dysfonctionnel s'il n'accomplit pas ses tâches donc il n'atteint pas le résultat escompté ce qui nous met en présence d'un système dysfonctionnel. Et comme tout système est toujours ouvert, c'est-à-dire interagit dans le comportement des autres systèmes, alors la dysfonction de ce système provoque aussi et inéluctablement une dysfonction dans les autres systèmes.

Ainsi comme le système étatique est dysfonctionnel puisqu'il ne crée pas un environnement favorable à l'investissement et qu'il ne fonctionne que pour la répression, alors le système social est aussi dysfonctionnel puisqu'il ne va pas intégrer les valeurs idéologiques du système étatique comme le patriotisme ou le nationalisme mais occultera ses valeurs et cela va créer une rupture entre le système et l'acteur, car il n'y a plus de lien fonctionnel entre eux deux à part la répression.

6. 2. : Education politique.

Du point de vue politique la rupture concerne en premier lieu les problèmes relatifs au principe démocratique et en second lieu par l'écœurement envers la politique.

La méconnaissance du principe démocratique provoque une rupture entre l'acteur et le système puisque les acteurs n'arrivent pas à communiquer avec le système et cela est dû par le fait que l'éducation politique n'existe pas ou n'est pas assez répandu.

Mais en quoi l'éducation politique peut renforcer la cohésion entre le système et l'acteur ? Tout d'abord par le fait que l'éducation politique peut faire évoluer la culture politique vers la démocratie c'est-à-dire vers la formation et la consolidation d'une prise de conscience des valeurs démocratiques, et ensuite et surtout l'éducation politique permet une meilleure compréhension de la structure fondamentale de la politique et sur la manière de s'engager afin de pouvoir porter ses opinions. Ainsi tant que cette éducation politique n'est pas correctement établie alors les acteurs ne pourront pas exprimer leurs opinions, et cette tâche d'éduquer la population incombe d'une part au parti politique eux-mêmes parce qu'il n'a pas intérêt à la réduction de leurs effectifs ou membres, et surtout à l'Etat, dans une moindre mesure à la société civile.

Dans son ensemble, l'éducation politique transmet des connaissances de base sur la politique. Elle sert à former chez les gens une base de compréhension de la politique et des processus politiques. Grâce à ces connaissances, les citoyens sont ensuite capables d'élaborer des jugements personnels et de s'engager dans la politique.

6. 3. L'aversion pour la politique.

On parle d'aversion pour la politique quand la majorité de la population ne veut pas prendre part à la politique, ni participer aux élections, ni s'engager pour quoi que ce soit. On peut ainsi parler d'une opinion globalement négative vis-à-vis des activités et des structures politiques.

On est donc en face d'une aversion pour la politique puisque les gens en ont marre de la politique et sont écœurés par la politique, et cette situation est confortée par le fait que l'éducation politique est insuffisante et que la relation entre électeurs et élus se détériore à cause du fait que élus, ne respectent pas les lois ou les conventions, et qu'ils mentent fréquemment et qu'en conséquence, la confiance disparaît, du côté des électeurs. Par ailleurs, les attentes des électeurs ne sont pas satisfaites d'où leur déception puisque les élus ne réagissent pas, aux problèmes et cela conduit à la détérioration du taux de

participation électorale. Ainsi cette aversion pour la politique conduit à une rupture entre l'acteur et le système que puisque comme l'on a déjà expliqué auparavant que cet écœurement envers la politique annihile la ferveur patriotique et pousse l'acteur à ne plus demander des comptes à l'Etat et à ne plus s'intéresser à la politique puisqu'il en marre de la politique.

6. 4. L'infrastructure en tant que base de la cohésion sociale.

L'infrastructure est la base réelle de la société et qui explique la superstructure de la vie sociale.

« Dans la production sociale de leur existence les hommes entretiennent des rapports déterminés, nécessaires, indépendant de leur volontés »³⁷. Ces rapports de production correspondent à un degré de développement donné de leur force productive matérielle. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique, et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées ».

L'Etat est censé diffuser un repère idéologique pour les membres de sa société, et comme ce repère est flou voire même inexistant dans la conscience sociale collective, alors ce n'est pas étonnant que c'est l'économie qui prime pour la régulation sociale des acteurs, ce qui fait qu'aujourd'hui on a des acteurs unidimensionnels qui sont animés que par la logique du capital et même si cette repère idéologique est concrète ou la superstructure de la société est bien établie, l'économie déterminera toujours en dernière instance car c'est la base réelle de la société. C'est-à-dire si le degré de développement de la force productive est soit disons pas assez évoluer, alors la superstructure qui s'élève au-dessus de cet infrastructure restera un appareil idéologique et un appareil répressif dénoué de tout essence. Pour bien expliciter reprenons en des termes plus simples si la base économique est faible alors l'assise de la superstructure ne sera qu'un concept dénué de sens car la superstructure est un concept globalisant pour la société et qu'il doit correspondre à des formes de consciences sociales déterminées c'est-à-dire une économie sociale correspond à une idéologie prolétaire et une économie libérale correspond à une idéologie bourgeoise capitaliste. Mais le moment de la rupture réside dans le fait que l'on a une économie libérale imposé et appliquer par les populations de la masse populaire qui se réclament être des prolétaires et qui sont dirigés par des bourgeois capitalistes qui ont le

³⁷ Karl Marx « Manifeste du parti communiste ». 1847

monopole du pouvoir d'Etat ce qui fait qu'ils représentent l'appareil idéologique de la superstructure de la société. Le dessein est donc comme suit : Des masses populaires qui représentent l'infrastructure de la société puisqu'ils sont les forces productives et des bourgeois capitalistes qui représente la superstructure de la société.

Cette contradiction conduit à un mouvement comme suit : la superstructure sociale ne représente pas l'idéal type de la société puisque peu sont les masses qui peuvent s'identifier à cette superstructure et qui ne peuvent pas s'identifier à cette superstructure car comment des gens qui ont un pouvoir économique faible peuvent-ils se prétendre d'une telle idéologie. De ces faits la cohésion sociale est fortement menacée car d'une part la superstructure est dénouée de sens et d'autre part les gens en situation de survie n'ont pas des moyens alloués pour la cohésion sociale puisque leur condition réelle d'existence leur pousse toujours à privilégier l'économie. Ce qui nous amène au point que l'économie va réguler le social au détriment de la superstructure et ses cadres institutionnels de régulation.

6. 4. Problème de logique entre l'acteur et le système.

6. 4. 1. L'idéal type de la démocratie selon l'acteur.

Au cours de nos enquêtes et en analysant la rupture entre l'acteur et le système, nous nous sommes aperçus petit à petit qu'il y a une logique contradictoire des acteurs sur leur perception de l'Etat ; Et l'Etat a aussi sa logique envers les acteurs.

Pour mieux appréhender cette logique, nous allons nous référer au concept Wébérien de l'idéal type sur l'analyse du mécanisme démocratique de délégation de pouvoir.

Schéma n°4 : Délégation du pouvoir par les acteurs à l'Etat.

1. Domination légale (rationnelle) : L'Acteur donne le pouvoir à l'Etat par le biais du vote.
2. Domination traditionnelle : Le peuple c'est l'Etat (c'est le peuple qui est le souverain et qui donne l'ordre.)
3. Domination charismatique : Le peuple est tributaire du pouvoir sacré.

Cet idéal type doit donner du point de vue de l'Etat vue par les acteurs un idéal comme suit :

1. L'Etat représentatif du peuple : Reconnaissance des membres.

2. L'Etat exécutif des ordres.
3. L'Etat restituteur du pouvoir émanant du peuple.

Mais d'autres acteurs voient l'Etat différemment même s'ils partent tous du même idéal.

1. L'Etat est le tributaire de la violence légitime (faire régner l'ordre.)
2. L'Etat est nos parents à tous (les Ray aman-derny ou Zoky olona.)
3. L'Etat représente la divinité (Caractère immuable issue de l'héritage traditionnel du Mpanjaka ou Roi.)

Cette seconde perception des acteurs de l'Etat lui octroie un idéal type comme suit :

1. Domination légale (rationnelle) : Droit issue de ses compétences à faire régner l'ordre.
2. Domination traditionnelle : Parent de la nation.
3. Domination charismatique : caractère sacré de l'Etat.

Ces logiques tout à fait différentes impliquent inévitablement à une rupture entre l'acteur et le système car une appréhension conduit à une position et à une attente différente, c'est-à-dire une représentation des acteurs du système l'amène à se positionner et à une attente tout à fait différente de celle d'une autre représentation des acteurs du système. Mais ce qui nous intrigue ici est que pour quoi un seul idéal type de délégation du pouvoir conduit-il à deux (2) perceptions tout à fait différentes ?

La réponse à la question est issue des pratiques politiques en matière de gouvernance, car les acteurs tirent des conclusions à travers ces pratiques c'est-à-dire même s'il y a un seul idéal type de délégation du pouvoir le positionnement des acteurs divergent en fonction de la pratique de ce pouvoir, ce qui signifie que l'appréhension des acteurs du système change en fonction de l'application des dirigeants de la bonne gouvernance et d'autres principes fondamentaux de la démocratie.

Et cette situation est encore plus confortée par le fait qu'il n'existe quasiment pas d'éducation politique, ce qui solidifie encore plus la différence de logique entre les acteurs car il y a ceux qui comprennent le mécanisme démocratique par le biais des études qu'ils ont accompli et l'amène à se positionner, et ceux qui n'ont que les pratiques gouvernementales comme repère pour pouvoir tirer les peu d'information sur ce que devrait être un Etat démocratique, d'où leur positionnement à l'égard du système.

6. 4. 1. L'idéal type de la démocratie selon le système.

D'après le schéma que nous avons établi précédemment le système a ses logiques dans la manière dont il exerce le pouvoir et cette logique doit en règle général correspondre au principe démocratique pour être en corrélation avec la logique des acteurs qui lui ont attribué ce pouvoir de manière démocratique.

Mais d'après les expériences de l'exercice du pouvoir faite par nos dirigeants successives la logique du système n'est pas du tout ce de l'acteur, puisque certes leur logique ne devrait pas se conformer en tant que dirigeant et diriger mais toutefois l'essence du pouvoir et son application est unique, ce qui devrait donner une logique consubstantielle pour le système et l'acteur.

Chapitre 7 : Prospective de réconciliation entre le système et l'acteur.

Réconcilier l'acteur et le système n'est une tâche aisée mais ne pas donner une prospective c'est être indifférent à l'égard du sort de la nation.

La réconciliation entre le système ne doit pas être uniquement une tâche qui nous incombe mais elle incombe aussi bien qu'à l'Etat qu'au citoyen.

Cette réconciliation entre le système et l'acteur doit dépasser le stade du devoir pour être effective, c'est-à-dire elle n'est pas une tâche mais une action.

Quelles sont alors les actions qui doivent être menées pour réconcilier l'acteur et le système ?

Etant donné les défaillances du système et les lacunes des acteurs, les combler par quelque proposition n'est qu'une première étape en guise de piste pour le système et l'acteur, mais la concrétisation ne dépend que de eux.

Ainsi notre tentative de réconcilier le système et l'acteur se fera par une prospective globale qui englobera toutes les facettes de la rupture entre le système et l'acteur et qui présentera au fur et à mesure de notre argumentation les points à résoudre.

7. 1. Une meilleure connaissance du principe démocratique comme clé de voute de la réconciliation.

En générale les points de désarroi entre le système et l'acteur concernent l'application de la démocratie comme forme de gouvernement caractérisée par la participation du peuple c'est-à-dire le peuple doit participer activement dans la vie politique, et l'Etat doit appliquer la bonne gouvernance. Alors comment faire pour que le peuple puisse participer activement dans la vie politique ? Et pour que l'Etat soit dans l'obligation d'appliquer la bonne gouvernance ? Pour mieux cerner ces questions, présentons avant tout une brève aperçue de la démocratie.

La démocratie se traduit littéralement par l'expression : Gouvernement du peuple ou Gouvernement de la majorité. Plus concrètement, on pourrait dire que, dans un système démocratique, le pouvoir vient du peuple, il est exercé par le peuple, et en vue de ses propres intérêts. Ensuite les droits de l'homme représentent la condition sine qua non pour le bon fonctionnement d'un système démocratique. Et enfin les valeurs fondamentales de la démocratie sont, entre autres, la justice, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le pluralisme,

la prise en considération des minorités, la non-violence, le dialogue, les négociations et la volonté de vivre ensemble. Et les principes les plus importants d'une bonne gouvernance, que l'on peut tirer des valeurs fondamentales de la démocratie sont : la participation, l'efficacité, l'efficacite, la responsabilisation et la responsabilite, la redevabilite, la capacite d'adaptation, la transparence et l'Etat de droit.

Ainsi si la democratie et ses valeurs fondamentales sont bien integrees par tous, on peut s'attendre a un debut d'accord tacite entre le systeme et l'acteur, mais pour que cet accord soit explicite, il faut que la democratie soit une conviction partagee par tous.

7. 2. La democratie comme conviction partagee par tous.

La rupture entre le systeme et l'acteur c'est constituee a cause du fait que la democratie ne constitue pas une conviction partagee par tous et cela cree une difference de logique entre le systeme et l'acteur, et c'est surtout au niveau du systeme que l'on constate ce manque de conviction en la democratie. Et cela se traduit par le non application de la gouvernance democratique ou la "bonne gouvernance", qui se base sur l'application des valeurs fondamentales de la democratie dans l'exercice du pouvoir.

Pourquoi dit-on que le non application de la gouvernance democratique conduit a la rupture entre le systeme et l'acteur ? Parce que la bonne gouvernance comporte une dimension sociopolitique et humaine et aussi une dimension technique, cela veut dire dans le systeme de bonne gouvernance :

- les roles sont clairement defines, bien separes et equilibres entre les differents acteurs et groupes d'acteurs, aussi bien dans les textes de lois que dans la pratique.

- Les interets des differents groupes d'acteurs sont articules dans les decisions prises.

- Les dirigeants se caracterisent dans l'exercice de leur pouvoir par un comportement democratique et un leadership de type democratique qui conduit a la prise en consideration des valeurs fondamentales democratiques, au respect des idees contraires de l'autre, a la prise en consideration des lois et regles en vigueur, a la tolerance, a la capacite et volonte de dialoguer et discuter et a la non-violence.

- Face a cela, les citoyens et les groupes d'acteurs sont incites a s'exprimer, a prendre part aux processus de decision et a controler l'exercice du pouvoir des dirigeants en place.

- Entre les deux camps (Responsables de l'Etat et autres groupes d'acteurs), les mécanismes de contrôle fonctionnent toujours bien et de manière transparente ; les canaux d'information et de communication sont fluides et efficaces.

- Il existe des structures de participation informelles et formelles qui fonctionnent bien pour les consultations, les concertations, les dialogues et les négociations, dans lesquels tous les citoyens et les groupes sociaux, homme et femme, jeune et vieux, minorités ou majorités peuvent et ont le droit de participer librement et sans crainte.

Ainsi donc sans l'application concrète de la gouvernance démocratique ou la néglige d'une des dimensions énoncer auparavant, nous pouvons nous attendre à une rupture entre le système et l'acteur puisque le non-respect des valeurs démocratiques conduit à des dérives technocratiques prononcées, ou même à un style de gouvernement et de leadership autoritaire, ce qui provoque une différence de logique entre le système et l'acteur, et un regard négatives des citoyens envers leurs dirigeants et les politiques que ces derniers appliquent. Et comme la bonne gouvernance ne repose pas seulement sur l'Etat ou ses dirigeants, mais sur tous les acteurs et tous les groupes d'acteurs qui prennent part à la démocratisation et au développement du pays, alors il faut que les citoyens et les groupes d'acteurs sont incités à s'exprimer, à prendre part aux processus de décision et à contrôler l'exercice du pouvoir des dirigeants en place, afin que la participation citoyenne soit effective.

Mais en tout état de cause, et même si ses mécanismes soient fonctionnels il faut impérativement que la démocratie soit une conviction partagée par tous, car c'est de cette conviction que l'Etat applique les valeurs démocratique et que les citoyens ont foi en la démocratie et puisse participer à la vie politique de la nation.

Ainsi donc pour rendre cette conviction plus concrète nous proposons de rendre effective l'éducation politique puisque c'est la première étape du passage à l'acte.

7. 3. : L'éducation politique comme intériorisation des valeurs fondamentales.

L'éducation politique représente une voie efficace pour l'institutionnalisation et l'intériorisation des valeurs fondamentales et d'éléments culturels démocratiques. L'éducation politique peut faire évoluer la culture politique vers la démocratie Outre la formation et la consolidation d'une prise de conscience des valeurs démocratiques, l'éducation politique permet donc de mieux connaître la structure fondamentale de la politique. C'est-à-dire avoir les informations sur le fonctionnement et la manière de

s'engager en politique.

Dans son ensemble, l'éducation politique transmet des connaissances de base sur la politique. Elle sert à former chez les gens une base de compréhension de la politique et des processus politiques. Grâce à ces connaissances, les citoyens sont ensuite capables d'élaborer des jugements personnels et de s'engager dans la politique.

L'éducation politique est, d'une part, principalement véhiculée par l'Etat qui pourrait, par exemple, proposer un "cours d'introduction à la politique" dès l'école primaire ; mais en premier lieu, il devrait d'abord exister un cours sur l'exercice du pouvoir et le style de leadership des hommes d'Etat. Ces derniers représentent toujours autant des modèles en matière d'application de valeurs fondamentales démocratiques. Deuxièmement, les organisations de la société civile devraient également s'engager dans l'éducation politique.

Ainsi si l'éducation politique est concrétisée, alors nous pouvons nous attendre au fait qu'il n'y aura plus de personne qui ne saura pas quoi faire pour que sa voix ou ses aspirations arrivent jusqu'au système puisque l'éducation politique lui procure l'opportunité de participer activement à la vie politique de la nation, c'est-à-dire avoir les informations nécessaires et comprendre le mécanisme démocratique pour pouvoir exercer volontairement une influence sur les processus de décision, sur quel plan et à quel niveau que ce soit.

7. 4. : La loi comme élément libérateur.

La participation volontaire des citoyens à la vie politique de la nation ne peut pas se faire sans l'instauration de ou des lois qui permettent cette participation. Ainsi donc il est impérative dans une démocratie d'instaurer l'Etat de droit.

Dans un Etat de droit, il existe des principes fondamentaux et des procédures qui garantissent la liberté de chaque individu et permettent la participation à la vie politique. Il y a, en premier lieu, le droit au libre épanouissement de la personnalité individuelle.

Dans un Etat démocratique, tous les citoyens sont égaux devant la loi, En ce sens, un Etat de droit est donc toujours un Etat fondé sur le respect de la loi et de la Constitution. De cette manière, il rend l'Etat responsable de ses actes devant les citoyens et leur donne l'opportunité de se positionner et de réagir par rapport à ses actes. Dans cet ordre régi par l'Etat, les citoyens peuvent également participer en toute liberté à la vie politique.

De ce fait il est impératif d'instaurer des lois pour permettre la participation citoyenne et de rendre l'Etat responsable de ses actes.

Et comme l'a si bien dit E. Durkheim : « La vie générale de la société ne peut s'étendre sur un point sans que la vie juridique s'y étende en même temps et dans le même rapport. »³⁸

7. 5. : Itinéraire de la réconciliation entre le système et l'acteur.

Pour permettre une réconciliation entre le système et l'acteur : Il faut que la valeur démocratique soit bien intégrée par tous et qu'elle soit une conviction partagée par tous qui se concrétise par le biais de la bonne gouvernance, pour éviter toute logique contradictoire.

Ensuite il faut que l'éducation politique soit largement diffuser pour que l'acteur comprenne les mécanismes démocratiques afin qu'il puisse participer activement à la vie politique de la nation et afin de pouvoir exercer volontairement une influence sur les processus de décision, sur quel plan et à quel niveau que ce soit. Et enfin il faut des lois qui répondent à ses aspirations pour permettre le développement général de la vie de la société.

Ces perspectives de réconciliation que nous avons énoncé correspondent à des perspectives de maintien de la cohésion entre le système et l'acteur surtout au niveau de la superstructure de la société. Mais ces perspectives seraient vaines si la base économique de la société ne subisse aucune modification en rapport avec les améliorations apportées à la superstructure. Comme K. Marx nous l'a si bien dit « l'infrastructure détermine la superstructure. »³⁹ Ainsi il est nécessaire aussi d'apporter quelques points de modification à la production économique de la société.

Pour un sociologue prétendre apporter une modification ou amélioration à la production économique de la société afin de permettre une réconciliation entre l'acteur et le système serait caduque de notre part, mais nous pouvons tout de même avancer le fait que si l'Etat répond aux aspirations du peuple en créant un environnement favorable ou propice à l'investissement ou à l'entrepreneuriat, ce serait déjà une base solide pour ériger la superstructure de la société.

³⁸DURKHEIM (E.), « Le « CONTRAT SOCIAL » de Rousseau » (1918) Étude originalement publiée après la mort de Durkheim par Xavier Léon dans la Revue de Métaphysique et de Morale, tome XXV (1918), pp. 1 à 23 ; et 129 à 161.

³⁹ Karl Marx « Manifeste du parti communiste ». 1847

Tels sont donc les prospectives que nous pouvons apporter afin de réconcilier le système et l'acteur, mais leurs applications ne dépendent que d'eux car comme nous l'avions dit auparavant : La réconciliation entre l'acteur et le système est certes une tâche, mais c'est surtout un acte. C'est-à-dire un acte concret et une volonté marquée de la part de chaque acteur (dirigeant et dirigé) d'y mettre du sien dans l'application des tâches qui leur incombent.

7. 6. : Le devenir de la nation soumis à la rupture entre le système et l'acteur.

Dans l'analyse de l'articulation entre dynamique du système et dynamique des acteurs, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il y a une rupture entre le système et l'acteur et que cette rupture nous amène à penser sur le devenir de cette nation si cette rupture persiste. Alors quelle représentation du champ social aurons-nous dans un futur proche et lointain si cette rupture persiste ? Puisque les enjeux de cette rupture sont :

- Assurer notre vivre ensemble.
- Maintenir notre démocratie car elle est en péril.
- Harmoniser notre culture.

Assurer notre vivre ensemble puisque ce vivre ensemble est menacé par la rupture du contrat préétabli entre l'Etat et les citoyens, c'est-à-dire les citoyens ne voient plus en l'Etat ses représentant et le protecteur de bien et de personne.

Maintenir notre démocratie car elle est en péril à cause de l'inexistence de l'éducation politique, qui permet aux citoyens de comprendre le mécanisme du pouvoir dans une démocratie et d'y participer activement à la vie politique de la nation.

Harmoniser notre culture car une société doit impérativement avoir une assise identitaire qui lui permette de se positionner et d'avoir un point de repère pour résoudre ses conflits, puisque la culture est le moyen mobiliser par l'homme pour résoudre les problèmes en face de lui et si les individus ont deux représentations culturelles qui sont contradictoires à l'instar du traditionalisme et du modernisme alors l'individu sera perdu dans ses choix car il optera inéluctablement à une mariage entre ces deux cultures ce qui va s'en dire que nous aurons des acteurs complètement dénué d'identité car ils surfent deux vagues qu'ils ne maîtrisent pas.

D'où l'impératif d'harmoniser notre culture en un sens qui soit modernisme ou traditionalisme et que l'adoption de l'un ou de l'autre ne va de pair avec notre

identitaire culturel, puisque c'est la culture qui nous donne une exception culturelle en matière de démocratie par exemple et c'est cette même culture dont nous devons tirer les termes de notre « vivre ensemble. »

Conclusion partielle

La rupture entre le système et l'acteur revêt toutes les dimensions de la vie sociale. Du point de vue économique cette rupture englobe les défaillances du système en matière de création et de promotion d'un environnement favorable à l'investissement et à l'enseignement de l'esprit d'entrepreneuriat ou d'initiative qui est vitale dans un monde dite moderniser et capitaliste. Du point de vue politique la rupture est relative à la méconnaissance du principe démocratique et à l'aversion envers la politique.

Du point de vue culturel cette rupture est représentée par une lacune de l'idéologie dominante à diriger les acteurs vers une logique commune pour tous. Du point de vue social cette rupture se concrétise par la diversification de l'imaginaire symbolique des acteurs au niveau de leurs représentations du système.

Ces différentes dimensions de la rupture entre le système et l'acteur sont tous le fruit du dictat du système mondial sur le système politique malgache que ce dernier impose à son tour à l'ensemble de tous les systèmes même si ce n'est pas bénéfique pour tous. Ainsi donc pour renouer le système et l'acteur il faut impérativement que la souveraineté nationale soit vraiment effective à Madagascar. Puisque sans cette souveraineté toutes les idées de réconciliations comme : Une meilleur connaissance du principe démocratique, la démocratie comme conviction partagée par tous, ou l'éducation politique comme intériorisation des valeurs et la loi comme élément libérateur resteront au stade des idées et n'accéderont pas au niveau de la pratique puisque la pratique de ces idées requièrent de l'autorité, du pouvoir, de la puissance, et de la domination envers et contre tous. Car qui dit souverain dit supériorité non pas un assujettissement à un système extérieur. Et n'oublions pas le fait que seule la souveraineté peut affermir le sentiment national qui est la base de la cohésion sociale seule capable de rompre la rupture entre le système et l'acteur.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

L'organisation juridique de l'Etat malgache est une organisation qui tire son essence de l'Etat nation c'est-à-dire un régime centralisé, investi d'une autorité légitime, servant de médiation dans les rapports avec l'extérieur, notamment avec les autres Etats-nations, assurant l'ordre intérieur, assumant à ce titre tout un éventail de fonctions économiques et sociales⁴⁰.

Si nous transposons cette idée d'Etat nation sur le plan de la coopération avec l'extérieur, nous pouvons parler en termes d'internationalisation c'est-à-dire d'échanges entre nations dans divers domaines, d'où les échanges internationaux. Mais relativement aux moyens de transport et de communication, nous assistons à l'extension de ces relations ou échanges internationaux d'où l'émergence de la mondialisation⁴¹.

Actuellement la mondialisation est bien ancrée et omni présente dans la société que nous pouvons distinguer : La mondialisation économique (ouverture de marché, division du travail, financiarisation des économies), la mondialisation politique (instances supra-étatiques, blocs régionaux, ONG et mouvements sociaux évoluant à l'échelle du monde), la mondialisation culturelle (monde du savoir et culture du divertissement), et voire même la mondialisation qui se mue en idéologie avec le néolibéralisme qui prône le désengagement de l'Etat dans la régulation des activités économiques.

Toutes ces modifications apportées par la mondialisation au gré de l'Etat nation provoquent inévitablement une régression du pouvoir de l'Etat voire même une perte du pouvoir de l'Etat au profit de la mondialisation. Cela va s'en dire que si l'Etat perd sa souveraineté, alors ce ne sont plus nos représentants qui dirigent les acteurs mais ce sera les instances supra-étatique qui va nous diriger, ce qui provoque inévitablement une rupture entre le système et l'acteur, puisque les décisions prises par ces derniers n'émanent pas des demandes sociales internes mais des instances extérieures.

L'analyse systémique nous permet de transplanter cette idée de rupture entre le système et l'acteur provoqué par la mondialisation en analysant les interactions du système politique avec les autres systèmes sociaux interne, et sur les relations du système politique avec les systèmes extérieurs. Sur ce point, nous allons prendre un fait récent et qui nous

⁴⁰ BROOHM (O. N.) « ETATS-NATIONS ET CITOYENNETE : ENJEUX AFRICAINS DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE LA MONDIALISATION. » Ethiopiques n°79 Littérature, philosophie et art 2ème semestre 2007

⁴¹ LEVESQUE (B.) « Le développement régional et local, avant et après la mondialisation. » Conférence prononcée à l'occasion de l'Assemblée générale du Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides 7 juin 2001

intéresse plus particulièrement en tant qu'étudiant : Il s'agit du système LMD (Licence, Masters, Doctorat). Ce nouveau système éducatif est suggéré par le système mondial au système politique malgache, et puisque le système politique est un système décisionnel pour l'ensemble des sous-systèmes, alors le système politique impose à son tour le système LMD au système éducatif, que ce dernier s'empresse d'appliquer même si le système LMD système n'est pas encore en adéquation avec les réalités, aussi bien estudiantine qu'économiques, sans parler de l'environnement universitaire malgache.

Cette situation n'est qu'un des nombreux impacts négatifs de la mondialisation, et qui crée une rupture entre le système et l'acteur, et comme nous ne pouvons pas blâmer la mondialisation, en revanche nous pouvons blâmer le système et s'écarter encore plus du système.

Mais il ne faut pas oublier le fait que la mondialisation n'explique pas à elle seule tous nos maux, car l'Etat a aussi une part prépondérante en tant que cause de rupture entre le système et l'acteur puisqu'il n'arrive pas à affirmer sa souveraineté et cela crée du point de vue économique un Etat qui n'a pas su créer un environnement favorable à l'investissement et d'éduquer l'esprit d'entrepreneuriat qui est la base même de l'esprit capitaliste, sans oublier le fait que l'économie régule le social puisque le peuple n'a pas les moyens à allouer aux activités de cohésion sociale, et surtout par le fait que l'Etat n'a pas une idéologie claire pour diriger son peuple à l'instar des Français qui ont une idéologie de gauche ou de droite, ou des Anglais qui ont une idéologie conservateur ou travailliste.

Ensuite du point de vue politique la rupture est relative à la méconnaissance du principe démocratique et à l'aversion envers la politique, c'est à dire une démocratie qui est en péril à cause de l'Etat qui fait la sourde oreille.

Et enfin du point de vue social cette rupture se concrétise par la diversification de l'imaginaire symbolique des acteurs au niveau de leurs représentations du système.

Tels sont les différents points de rupture entre le système et l'acteur que nos enquêtes ont pu déceler, et dont nous pouvons dire qu'ils correspondent à nos hypothèses de départ.

Mais nous sommes un peu mitigé au sujet de l'atteinte de notre objectif, puisque comme notre objectif est d'appréhender la manifestation de cette rupture entre le système et les acteurs, et tel est le cas, mais l'élaboration d'une projection de reconfiguration de la société future dans le cadre de la dualité acteur système, nous laisse un peu perplexe car cela nous met encore en face à une situation de rupture entre le système et l'acteur puisque

la réconciliation entre le système et l'acteur est un acte qui incombe aux deux instances c'est-à-dire qui dépend de la bonne volonté d'eux deux, et même si et en dépit de notre épistémologie pour concilier le système et l'acteur nous sommes très pessimiste sur la portée de notre science, non pas en termes de rigueur et véracités des prospectives que nous avons proposées mais sur un fait bien réel qui n'est autre que le fait qu'aucun agent décisionnel du système va se donner la peine de lire et de prendre en considération notre étude et cela ajoute encore plus la liste très longue de la rupture entre le système et l'acteur.

Cette situation ne nous a en aucun cas ébranlé dans notre tentative d'analyse de la rupture entre le système et l'acteur, et d'envisager le devenir de la nation si cette rupture perdure, puisque la portée de la présente étude est de donner une représentation sociale assujettie à une rupture entre le système et l'acteur, c'est-à-dire une société dépourvue de culture identitaire ce qui fait qu'elle n'a pas les moyens pour résoudre les conflits ; Une société qui est en pleine et en cours de mutation culturelle et qui demande encore une transformation complémentaire en accord avec ses idéologies ; et une société qui réclame et qui nécessite une reformulation de son vivre ensemble, car le contrat social préétabli est flou puisque nous ne savons qui sont les acteurs qui ont établi ce contrat et sur quelle assise culturelle ce contrat est-il rédigé.

En somme, la société malgache actuelle et future est le reflet d'une société qui tergiverse entre le traditionalisme et le modernisme. Et un des éléments fondamentaux de cette tergiversations est dû au fait que la société malgache ne fonctionne pas en termes de société mais en termes de communauté.

Alors est-il possible d'harmoniser le système et l'acteur dans la mesure où les Malgaches fonctionnent en termes de communauté ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX :

1. DANTIER (B.), *Max Weber : Les idéaltypes des activités et relations sociales*. Textes de méthodologie en sciences sociales choisis et présentés par Dantier Bernard ; Max Weber, *Économie et société*, Les catégories de la sociologie. Paris, Plon / Agora, traduction Julien Freund, pp. 55-61. (2004)
2. DURKHEIM (E.), « Le « CONTRAT SOCIAL » de Rousseau » (1918) Étude originellement publiée après la mort de Durkheim par Xavier Léon dans la Revue de Métaphysique et de Morale, tome XXV (1918), pp. 1 à 23 ; et 129 à 161.
3. GLESERMAN (G.) et KOURSANOV (G.) « Problèmes fondamentaux du matérialisme historique ; Edition du progrès Moscou 1968.
4. MALINOWSKI (B.), (1941), *Les dynamiques de l'évolution culturelle*. Petite bibliothèque payot
5. MARX (K.), (1847), *Travail salarié et capital* ; Publié dans la Neue Rheinische Zeitung, n°5, 6, 7,8 et 11 Avril 1849 en brochure séparée.
6. PARETO (V.) (1891-1929), « Mythes et idéologies. » Textes réunis avec une introduction par Giovanni BUSINO *Œuvres complètes de Vilfredo Pareto*, Tome VI. Genève: Librairie DROZ. 1966, 341 pages. Collection “ Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques ”, no 44.
7. ROUSSEAU (J.J.) (1762), *du contrat social ou Principes du droit politique*, Une édition produite à partir du texte publié en 1762. Document produit en version numérique par Jean Marie Trembley. Cite Web <http://uqac.UQuebec.ca>
8. THERIAULT (J.Y.) “L'individualisme démocratique et le projet souverainiste ” Un article publié dans la revue *Sociologie et sociétés*, vol. 26, no 2, automne 1994, pp. 19-32. Montréal: PUM.
9. TREIBER (H.), *État moderne et bureaucratie moderne chez Max Weber* Trivium, 7 | 2010.

10. WALLERSTEIN (I.) “Le développement du concept de développement ” (1982).
11. WEBER (M), “La domination légale à direction administrative bureaucratique.” (1921)

OUVRAGES SPECIFIQUES :

12. ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1835), De la démocratie en Amérique I. Une édition électronique réalisée à partir de la 13e édition parue du vivant d’Alexis de Tocqueville du livre d’Alexis de Tocqueville (1835), Démocratie en Amérique I.
13. ALTHUSSER (L.), “Idéologie et appareils idéologiques d’État.” POSITIONS (1964-1975), pp. 67-125. Paris : Les Éditions sociales, 1976, 172 pp
14. ATTALI (J.), Les modèles politiques, Paris, Presses universitaires de France (collection Sup), 1972, p. 143.
15. BROOHM (O. N.) Etats-nations et citoyenneté : enjeux africains dans le contexte actuel de la mondialisation. Ethiopiques n°79 Littérature, philosophie et art 2ème semestre 2007.
16. BOURDIEU P. La Mondialisation colloque en Grèce Titre (1993).
17. LAPEYRONNIE (D.), sociologie générale, licence de sociologie, année universitaire: 2005-2006.
18. LEVESQUE (B.): Le développement régional et local, avant et après la mondialisation. Conférence prononcée à l’occasion de l’Assemblée générale du Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides 7 juin 2001.
19. SARGET (M. N.) Approche systémique, autonomie des systèmes politiques, et avenir de la planète.
20. SMITH (A.) (1776), Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Paris, Gallimard, 1976
21. TOURAINE (A.), Le retour de l’acteur. Essai de sociologie. (1984)

DOCUMENTS OFFICIELS :

22. Paula Becker et Dr. Jean-Aimé A. Raveloson « Qu'est-ce que la démocratie »
23. Réalisation : KMF-CNOE & NOVA STELLA en partenariat avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) avec la collaboration de Ketakandriana Rafitoson.
24. PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVeme REPUBLIQUE A SOUMETTRE A REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010-10

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	5
INTRODUCTION GENERALE	1
Contexte	1
Motifs du choix du thème et du terrain	2
Problématique	2
Objectifs	2
Objectif général	2
Objectifs spécifiques	2
Hypothèses	3
Méthodologie	4
Concepts et instruments d'analyse	4
Méthodes	5
Techniques d'enquêtes	6
Enquêtes documentaires	6
Technique d'échantillonnage	6
Limites de la recherche	9
Plan	10
PREMIERE PARTIE : DE LA NOTION DE SOCIETE A LA NOTION DE SYSTEME.	11
<i>CHAPITRE 1 : Liens sociaux, liens politiques, et liens systémiques</i>	12
1.1.- L'Etat.	12
1.1.1.- L'idée d'Etat.	12
1.1.2.- La fonction d'Etat.	15
1.1.3.- Les grands axes théoriques autour de la notion d'Idéologie.	16
1.1.4.- Articulation entre Etat et idéologie	17
1.1.5.- La théorie Marxiste de l'Etat en guise de toile de fond théorique	19
1.1.6.- Le système	21
1.1.7.- Les Partis politiques.	23
1.1.8.- Fonction d'un parti politique	23
1.2.- Notion de Citoyenneté, d'Acteur et de Sujet.	24
1.2.1.- Notion de Citoyenneté	24
1.2.2. : Notion d'Acteur	24
1.2.3.- Notion de sujet	25
1.3.- L'analyse systémique, le matérialisme historique et le structuro fonctionnalisme comme cadres de référence.	25
1.3.1.- L'analyse systémique.	25
1.3.2.- Le matérialisme historique.	26
1.3.3.- Le structuro fonctionnalisme	27

1.4.- La rupture entre système et acteur. -----	28
1.4.1.- Le mouvement altermondialiste -----	29
1.4.2.- Le libéralisme. -----	29
1.4.3.- Le Néolibéralisme. -----	30
1.4.4.- La mondialisation. -----	33
<i>CHAPITRE 2 : Présentation de la ville d'Antananarivo</i> -----	<i>34</i>
2.1.- généralités sur la zone -----	34
2.2.- Contraintes-----	35
2.3.- Potentialités -----	36
2.4.- Orientations-----	36
DEUXIEME PARTIE: POSITIONNEMENT DES ACTEURS EN CONTEXTE D'OPACITE DU SYSTEME-----	39
<i>CHAPITRE 3 : Dynamique de survie et citoyenneté</i> -----	<i>41</i>
3.1.- Contexte politique malgache. -----	41
3.2.- Contexte économique Malgache. -----	42
3.3.- Dynamique de survie et situation économique nationale incomprise.-----	44
3.3.1 : Pérennisation de la crise et activité compensatoire.-----	44
3.3.2 Le mythe du développement en tant que satisfaction des besoins par rapport aux ressources. -----	50
3.4.- Attentes des acteurs économiques envers l'Etat par rapport à leurs conditions réelles d'existence. -----	54
<i>CHAPITRE 4 : Interaction acteur et système</i> -----	<i>56</i>
4. 1. De l'évolution culturelle au changement culturel.-----	56
4. 2. Relation symbolique entre l'Etat et le citoyen. -----	58
4.2.1.- La citoyenneté comme culture identitaire ou droit subjectif. -----	58
4. 2. 2 Actes patriotiques ou démission civique. -----	63
4. 2. 2. 1. Appréhension citoyenne de la notion d'Etat. -----	63
4. 2. 2. 2. Attente citoyenne envers l'Etat. -----	65
4. 2. 2. 3. Actes patriotique ou démission civique. -----	66
4. 3. Fondement et valeur républicain de la nation Malgache. -----	70
4. 3. 1. : Assise identitaire -----	70
4. 3. 2. Conception citoyenne de partis politiques.-----	73
<i>CHAPITRE 5 : Entre logique des acteurs et logique du système</i> -----	<i>75</i>
5. 1. : Logique du système -----	75
5. 2. : Logique des acteurs -----	75
TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVE DE RECONCILIATION ENTRE LE SYSTEME ET L'ACTEUR -----	80
<i>Chapitre 6 : Perspective de la rupture entre le système et l'acteur.</i> -----	<i>81</i>
6. 1. : Opérationnalisation des hypothèses. -----	81
6. 2. : Education politique. -----	82
6. 3. L'aversion pour la politique.-----	82
6. 4. L'infrastructure en tant que base de la cohésion sociale.-----	83

6. 4. Problème de logique entre l'acteur et le système. démocratie selon l'acteur.	6. 4. 1. L'idéal type de la 84
6. 4. 1. L'idéal type de la démocratie selon le système.	86
<i>Chapitre 7 : Prospective de réconciliation entre le système et l'acteur.</i>	
7. 1. Une meilleure connaissance du principe démocratique comme clé de voute de la réconciliation.	87
7. 2. La démocratie comme conviction partagée par tous.	88
7. 3. : L'éducation politique comme intériorisation des valeurs fondamentales.	89
7. 4. : La loi comme élément libérateur.	90
7. 5. : Itinéraire de la réconciliation entre le système et l'acteur.	91
7. 6. : Le devenir de la nation soumis à la rupture entre le système et l'acteur.	92
CONCLUSION GENERALE	95
BIBLIOGRAPHIE	98
TABLE DES MATIERES	101
LISTE DES TABLEAUX	I
LISTE DES ENCADRES	II
ANNEXES	III
Annexe 1 : Questionnaires	iv
Annexe 2 : MADAGASCAR PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVème REPUBLIQUE À SOUMETTRE A REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010-10	vii
RESUME	IX

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : REPARTITION DE L'ECHANTILLON	7
TABLEAU N°2 : REPARTITION PAR AGE DES TRAVAILLEURS SALARIES.	8
TABLEAU N°3 : NIVEAUX D'ETUDES DES TRAVAILLEURS.....	8
TABLEAU N°4 : REPARTITIONS PAR AGE ET PAR NIVEAUX D'ETUDES DES ETUDIANTS.	9
TABLEAU N°5 : REPARTITIONS PAR AGE DES RETRAITES.	9
TABLEAU N°6 : TYPES D'ACTIVITES DE SUBSISTANCE SERVANT A COMPENSER	46
TABLEAU N°7 : POURCENTAGE DES ENQUETES AFFIRMANT QUE SES BESOINS SONT SATISFAITS OU PAS EN FONCTION DE SON ACTIVITE.....	47
TABLEAU N°8 : PRIORITE EN MATIERE DE DEPENSES.	49
TABLEAU N°9 : REVENU JOURNALIER SELON LES ACTIVITES EN ARIARY.....	50
TABLEAU N°10 : POURCENTAGE DES ENQUETES QUI PENSENT QU'IL EST FACILE OU DIFFICILE D'ENTREPRENDRE OU D'INVESTIR A MADAGASCAR.	52
TABLEAU N°11 : TYPOLOGIE DE DEFINITION DE LA CITOYENNETE.	60
TABLEAU N°12 : ENQUETES PREDISPOSES A FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ETAT.	69
TABLEAU N°13 : ENQUETES QUI FONT CONFIANCE OU NON A L'ETAT.....	69
TABLEAU N°14 : POURCENTAGE DES ENQUETES QUI PENSENT OU NON QUE L'ETAT SE SOUCIE DE LEUR SORT.	70

LISTE DES ENCADRES

GRAPHE N°1 : PYRAMIDE DES BESOINS	48
ENCADRE 1 : ENTREPRENDRE OU INVESTIR A MADAGASCAR.....	53
ENCADRE N°2 : LA CITOYENNETE RELATIVE AU DROIT.	59
ENCADRE N°3 : LA CITOYENNETE RELATIVE AU DEVOIR.	59
ENCADRE N°4 : DEFINITIONS DU MOT CITOYEN PROPOSEES PAR LES ETUDIANTS.	61
ENCADRE N° 5: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 72ANS.....	61
ENCADRE N° 6: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 60ANS.	61
ENCADRE N° 7: DEFINITION DU MOT CITOYEN PROPOSEE PAR UN RETRAITE DE 64ANS.....	62
ENCADRE N° 8: VISION DES TRAVAILLEURS DU MOT ETAT.	63
ENCADRE N° 9: VISION DES ETUDIANTS DU MOT ETAT.	64
ENCADRE N° 10: VISION DES ETUDIANTS DU MOT ETAT.	64
ENCADRE N° 11: ATTENTE DES TRAVAILLEURS ENVERS L'ÉTAT.	65
ENCADRE N° 12: ATTENTE DES ETUDIANTS ENVERS L'ÉTAT.	65
ENCADRE N° 13: ATTENTE DES RETRAITES ENVERS L'ÉTAT.	66
ENCADRE N° 14: LES TRAVAILLEURS QUI NE SOUHAITENT PAS FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ÉTAT.	67
ENCADRE N° 15: LES TRAVAILLEURS QUI SOUHAITENT FAIRE QUELQUE CHOSE POUR L'ÉTAT.	67
ENCADRE N° 16: ACTES PATRIOTIQUES DES ETUDIANTS ENVERS L'ÉTAT.	68
ENCADRE N° 17: ACTES PATRIOTIQUES DES ETUDIANTS ENVERS L'ÉTAT.	68
ENCADRE N° 18: LES ENQUETES QUI TROUVENT QUE CE PAYS N'A PAS DE FONDEMENT.....	72
ENCADRE N° 19: LES ENQUETES QUI TIRENT LE FONDEMENT DE CE PAYS PAR LE BIAIS DES THEMES STARS.	72
ENCADRE N° 20: LA DEVISE DE CE PAYS D'APRES LES ENQUETES.	72
ENCADRE N° 21: LE FONDEMENT OU VALEURS DE CE PAYS EVOQUE PAR NOS ENQUETES.	73
ENCADRE N° 22: LES RAISONS DU REFUS D'INTEGRER UN PARTI POLITIQUE.....	73
ENCADRE N° 23: LES ACTES A FAIRE ENONCES PAR LES ENQUETES POUR CONCILIER LE SYSTEME ET L'ACTEUR.	76

ANNEXES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRES ----- IV

ANNEXE 2 : MADAGASCAR PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVEME REPUBLIQUE À SOUMETTRE
A REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010-10 ----- VII

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRES

Informations de base (criblage)

1.- Nom / prénoms / pseudonyme / identifiant	N° : /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_ Codification : Case 1 : identifiant Région Case 2 : identifiant Commune Case 3 : identifiant Fokontany Case 4 : identifiant hameau Case 5 : identifiant ménage Case 6 : identifiant participant
2.- Age	
3.- Sexe	Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/>
4.- Sources de revenus	Sans activités : (Chômeur ou étudiant, à préciser) Activités principales : Activités secondaires : Autres sources de revenus :
5.- Niveaux d'études	Sans instruction <input type="checkbox"/> Primaire <input type="checkbox"/> Secondaire <input type="checkbox"/> Supérieur <input type="checkbox"/> Professionnelle <input type="checkbox"/>
7.- Lieu de résidence actuelle	
9.- Situation matrimoniale	Célibataire <input type="checkbox"/> Marié (e) <input type="checkbox"/> Divorcé (e) <input type="checkbox"/> Veuf (ve) <input type="checkbox"/> Concubins <input type="checkbox"/> Autres :

Questions sur les dimensions socioéconomiques

1. Vos activités vous permettent-elles de satisfaire vos besoins ?
 - Oui
 - Non
 - Pas de réponse
2. Combien gagnez-vous par jour ? (éventuellement par semaine, par mois ou par année)
..... Ar/..... (jour, semaine ; année)
3. Classez par ordre de priorité vos rubriques de dépenses ?
 - Loyer
 - Nourriture
 - Obligations sociales
 - Obligations familiales
 - Scolarité des enfants
 - Autres dépenses (préciser) :

4. Quelles sont les contributions de l'Etat dans votre vie quotidienne ? (coté socioéconomique)
5. Quelles sont vos attentes ?
 6. Vous acquittez-vous de vos taxes et impôts ? Pourquoi ? Lesquels ?
 - Oui
 - Non
 - Pas de réponse
7. Savez-vous à quoi sert de payer les taxes ? Connaissez-vous le circuit emprunté par les sommes que vous payez à l'Etat ?
8. Pensez-vous qu'à Madagascar :
 - Il est facile d'entreprendre et d'investir ?
 - Il est difficile d'entreprendre et d'investir ?
9. Quelle part l'Etat prend dans ces domaines ?

Questions sur les positionnements à l'égard du système

10. Pour vous qu'est-ce qu'être un citoyen ?
11. Qu'est-ce que vous entendez par la notion d'Etat ?
12. Qu'est-ce que vous attendez de l'Etat ?
13. Qu'est-ce que vous pouvez faire pour cet Etat ?
14. Faites-vous confiance à l'Etat ? Pourquoi ?
15. Pensez-vous que l'Etat se soucie de votre sort ? pourquoi ?
16. Vous considérez-vous comme membre à part entière de la nation ? Quels en sont les indicateurs ?
17. D'après vous, quels sont les fondements et les valeurs que l'Etat diffuse pour les citoyens ? (idéologie, valeurs morales, ...)
18. Est-ce que vous êtes membre d'un parti politique ?
 - Si oui pourquoi avez-vous intégré un parti politique ?
 - Si non pourquoi n'êtes-vous pas membre d'un parti politique ?
19. Quels sont les enjeux de la rupture entre les acteurs et le système, pour le développement national ?
20. Pensez-vous que les prochaines élections vont réconcilier l'acteur et le système ?
21. Comment réconcilier l'acteur et le système ?

Fanontaniana momba ny lafiny aratsosialy sy araekonomika

1. Ny asa ataonao ve mahafeno ny filànao ?
 - Eny
 - Tsia
 - Tsy misy valiny
2. Ohatrinona ny azonao isan'andro (fidiram-bola) ?

..... Ar/..... (Andro, herinandro, volana, taona)
3. Alaharo araka ny faha maikany ny vola miala aminao.
 - Hofan-trano

- Sakafy
 - Adidy amin'ny fiaraha-monina
 - Adidy amin'ny ankohonana
 - Fampianarana ny ankizy
 - Ankoatra (farito) :
4. Inona avy ireo fanampiana avy amin'ny fanjakana aminy fiainanao andavan'andro ? (lafiny ara-ekonomika)
 5. Inona no andrasanao aminy fanjakana?
 6. Mandoa hetra ve ianao ? Fa maninona ? Inona avy ?
 - Eny
 - Tsia
 - Tsy misy avaliny
 7. Hainao ve ny atony hilàna ny hetra ? Hainao ve ny lalana andehanan'ireo vola aloanao any amin'ny fanjakana ireo ?
 8. Mihevitra ve ianao fa eto Madagasikara dia:
 - Mora ny mandraharaha ?
 - Sarotra ny mandraharaha ?
 9. Inona ny andraikitra raisin'ny fanjakana amin'io sehatra io?

Fanontaniana momba ny fisiana eo anatrehan'ny fanjakana

10. Midika inona aminao izany hoe olom-pirenena ?
11. Inona no fahazoanao ny resaka hoe fanjakana ?
12. Inona no andrasanao aminy fanjakana ?
13. Inona no afaka ataonao amin'ity fanjakana ity ?
14. Mahatoky ny fanjakana ve ianao ? inona no antony ?
15. Miheritreritra anao ve ny fanjakana ? fa maninona ?
16. Mahatsiaro fa mpikambana feno amin'ity firenena ity ve ianao ? Inoana avy ireo tondro handrefesana an'izany ?
17. Aminao inona avy ireo tarigetra sy filamatra aparitakin'ny fanjakana ho an'ireo vahoakany ?
18. Mpikambana amina antoko politika ve ianao ?
Raha toa ka eny dia maninona ianao no miditra mpikambana amina antoko politika ?
Raha toa ka tsia dia maninona ianao no tsy miditra mpikambana amina antoko politika ?
19. Inona no very raha toa ka tsy miara-dalana ny vahoaka sy ny fanjakana eo aminy lafiny fampandrosoana ny firenena ?
20. Mety hampiarra-dalana ny vahoaka sy ny fanjakana ve ny fifidianana izay ho atao atsy ho atsy ?
21. Ahoana ny fomba ampiarahan-dalana ny vahoaka sy ny fanjakana ?

ANNEXE 2 : MADAGASCAR PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVEME REPUBLIQUE À SOUMETTRE A REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010-10

PRÉAMBULE

Le Peuple Malagasy souverain,

Affirmant sa croyance en Andriamanitra Andriananahary,

Résolu à promouvoir et à développer son héritage de société vivant en harmonie et respectueuse de l'altérité, de la richesse et du dynamisme de ses valeurs culturelles et spirituelles à travers le « fanahy maha-olona »,

Convaincu de la nécessité pour la société malagasy de retrouver son originalité, son authenticité et sa malgachéité, et de s'inscrire dans la modernité du millénaire tout en conservant ses valeurs et principes fondamentaux traditionnels basés sur le fanahy malagasy qui comprend « nyfitiavana, nyfihavanana, nyfifanajàna, nyfitandroananyaina », et privilégiant un cadre de vie permettant un « vivre ensemble » sans distinction de région,

TITRE PREMIER

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article 1.-Le Peuple Malagasy constitue une Nation organisée en Etat souverain, unitaire, républicain et laïc.

Cet Etat porte le nom de « République de Madagascar».

La démocratie et le principe de l'Etat de droit constituent le fondement de la République. Sa souveraineté s'exerce dans les limites de son territoire.

Article 2.- L'Etat affirme sa neutralité à l'égard des différentes religions.

La laïcité de la République repose sur le principe de la séparation des affaires de l'Etat et des institutions religieuses et de leurs représentants.

Article 3.- La République de Madagascar est un Etat reposant sur un système de Collectivités Territoriales Décentralisées composées de Communes, de Régions et des Provinces dont les compétences et les principes d'autonomie administrative et financière sont garantis par la Constitution et définis par la Loi.

Article 4.- La République de Madagascar a pour devise : «Fitiavana – Tanindrazana – Fandrosoana ».

Son emblème national est le drapeau tricolore blanc, rouge, vert,

La langue nationale est le malagasy.

L'hymne national est « Ry Tanindrazanaymalala ô !»

La Capitale de la République de Madagascar est Antananarivo.

Les sceaux de l'Etat et les armoiries de la République sont définis par la loi.

Les langues officielles sont le malagasy et le français.

Article 5.-La souveraineté appartient au peuple, source de tout pouvoir, qui l'exerce par ses représentants élus au suffrage universel direct ou indirect, ou par la voie du référendum. Aucune fraction du peuple, ni aucun individu ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté.

Convaincu que le Fokonolona, organisé en Fokontany, constitue un cadre de vie, d'émancipation, d'échange et de concertation participative des citoyens,

Source : MADAGASCAR PROJET DE CONSTITUTION DE LA IVème REPUBLIQUE À SOUMETTRE A REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010-10

Titre : SYSTEMIE SOCIALE ET ACTEUR, cas d'Antananarivo Renivohitra

Présenté par : RAMIANDRISOA Mirana Joel

Date et lieu de naissance : 05 Juin 1986 à Ambilobe

Adresse et contacts : VV 91 Ter A Manakambahiny – Antananarivo

Tel : 033 09 201 27

Nombre de pages : 102

Nombre des références bibliographiques : 22

Nombre de tableaux : 14

Nombre d'encadrés : 23

Rubrique épistémologique : Sociologie politique, socio anthropologie

RESUME

La situation de Madagascar est comme suit : Le *Fihavanana* est le socle social. Le système mondial impose le système capitaliste. Les dirigeants malgaches prônent le fihavanana mais le pervertissent par leurs actes, puisque dans la pratique c'est le système capitaliste qui est de rigueur mais sans une approche en matière de promotion ou d'inculcation de l'esprit d'entrepreneuriat qui est la base même de l'esprit capitaliste. Ce qui nous donne des acteurs qui basculent entre l'esprit du fihavanana à la logique du capital ou vice-versa du jour au lendemain puisqu'ils sont en face de repères idéologiques flous. Le moment de la rupture réside donc au fait que l'on n'a pas de représentation sociale viable et claire capable de réguler notre vivre ensemble « à la malgache ». Mais comme les Malgaches ont une faculté d'adaptation extraordinaire et un esprit de débrouillardise très vivace, alors la question est de savoir si la logique du fihavanana et la logique du capital peuvent-ils s'entremêler et se converger vers une dynamique unique qui anime les Malgaches qui sont à la fois moderne et qui refusent de perdre leur traditionalité.

MOTS CLES : Rupture ; Acteur ; Systémie ; Mondialisation ; Idéologie ; Interaction.

Rapporteur : Docteur RANAIVOARISON Guillaume Andriamitsara